



Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents dans cet ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Publié par : Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
C.P. 17
1211 Genève 19
Suisse
Tel. : +41 22 717 9111
Fax : +41 22 798 6150
Courriel : hq@iom.int
Site web : www.iom.int

Photo de couverture : Pour soutenir sa famille, Ifrah s'est exilée et n'a pas cessé d'envoyer de l'argent au pays, mais sans jamais pouvoir économiser pour elle-même. Confrontée à divers problèmes, notamment des soucis de santé mentale, elle a pris la décision de regagner l'Éthiopie – les mains vides et sans avoir eu le temps d'organiser son retour. Le Bureau de l'OIM en Éthiopie lui a apporté son soutien tout au long de sa réinsertion. Des photos ont été prises dans le cadre du Pôle de gestion des connaissances de l'UE-OIM, financé par l'Union européenne et sa cellule de production audiovisuelle consacrée au retour et à la réintégration durable. © OIM 2022/Beyond Borders Media

Citation requise : Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2024). La migration et les migrants : aspects régionaux et faits nouveaux à l'échelle régionale. In: Rapport *État de la migration dans le monde 2024* (M. McAuliffe et L.A. Oucho, dir. publ.). OIM, Genève.

ISBN 978-92-9268-853-0 (PDF)

© OIM 2024



Certains droits réservés. Cet ouvrage est mis à disposition au titre de la licence [Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 3.0 Organisations internationales \(CC BY-NC-ND 3.0 IGO\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode).*

Pour plus de détails, voir la section [Droit d'auteur et conditions d'utilisation](#).

Le présent ouvrage ne doit pas être utilisé, publié ou rediffusé dans l'intention première d'en obtenir un avantage commercial ou une compensation financière, sauf à des fins éducatives, par exemple, aux fins de son intégration dans un manuel.

Autorisations : Toute demande concernant l'utilisation à des fins commerciales ou les droits et licences doit être adressée à publications@iom.int.

* <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>

3 LA MIGRATION ET LES MIGRANTS : ASPECTS RÉGIONAUX ET FAITS NOUVEAUX À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Le chapitre qui précède dresse un tableau d'ensemble de la migration dans le monde, en mettant spécialement l'accent sur les migrants et les flux migratoires internationaux. Y ont également été examinés des groupes particuliers de migrants, comme les étudiants en formation à l'étranger, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (les PDI), de même que les rapatriements de fonds à l'international. Le chapitre 3 met principalement l'accent sur la dimension régionale, de façon à donner du phénomène un tableau plus détaillé, jetant un éclairage différent mais complémentaire sur les migrants et leurs déplacements dans les différentes régions du monde¹.

Notre point de départ sera de nature géographique plus que thématique, tant il est vrai que la réalité géographique est l'un des grands moteurs des flux migratoires, aujourd'hui comme par le passé. En dépit de la mondialisation, la géographie reste l'un des principaux facteurs à l'origine des mouvements migratoires et des déplacements de population. Bon nombre de ceux qui franchissent les frontières le font dans les limites de leur propre région pour gagner des pays peu éloignés, dans lesquels il leur est plus facile de se rendre, ou qui leur sont plus familiers, et qu'ils pourront sans doute aussi quitter plus facilement pour rentrer chez eux. Pour les personnes déplacées, le premier critère est celui de la sécurité. C'est pourquoi ces mouvements s'effectuent d'abord à destination de lieux sûrs à proximité immédiate, peu importe que ces lieux soient à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières nationales.

L'objet du présent chapitre est d'aider les décideurs, les agents du terrain, les chercheurs et les étudiants à se faire une idée plus précise du phénomène migratoire international en s'appuyant sur la perspective géographique lorsqu'ils s'efforcent de tracer un tableau d'ensemble de la migration régionale. L'analyse contenue dans ce chapitre cible six grandes régions telles que définies par l'Organisation des Nations Unies et telles qu'utilisées par le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA), entre autres organisations :

- L'Afrique ;
- L'Asie ;
- L'Europe ;
- L'Amérique latine et les Caraïbes ;
- L'Amérique du Nord ;
- L'Océanie.

Pour chacune de ces régions, l'analyse comprend : a) une vue d'ensemble et une brève discussion des principales statistiques migratoires basées sur les données compilées et rapportées par le DESA de l'ONU, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Observatoire des déplacements internes (IDMC); et b) des descriptions succinctes des «principales caractéristiques et tendances» de la migration dans la région,

basées sur un large éventail de données, d'informations et d'analyses provenant d'organisations internationales, de chercheurs et d'analystes.

Pour tenir compte de la diversité des modèles, tendances et problèmes migratoires dans chacune des six régions, les récits descriptifs des principales caractéristiques et tendances sont présentés au niveau sous-régional. Pour l'Asie, par exemple, cette approche en cascade permet de présenter des données statistiques sur l'Asie dans son ensemble, suivies d'informations sommaires sur les sous-régions, notamment l'Asie orientale, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Une ventilation des régions et des sous-régions figure à l'annexe A. Ces aperçus sous-régionaux fournissent des informations sur les schémas migratoires en provenance, à l'intérieur et à destination des sous-régions². En outre, une attention particulière a été accordée aux caractéristiques propres à une sous-région, telles que la migration de main-d'œuvre et les envois de fonds internationaux, la migration irrégulière, la traite des êtres humains et les déplacements de population (internes et internationaux). Les aperçus sous-régionaux ne prétendent pas être exhaustifs, mais visent à illustrer les principales tendances et les changements récents en matière de migration.

Il est important de noter que ce chapitre s'appuie sur les chapitres régionaux précédents des rapports État de la migration dans le monde 2018, 2020 et 2022 en fournissant une mise à jour des statistiques et des questions d'actualité³. Les changements significatifs survenus au cours des deux années écoulées depuis la dernière édition du Rapport ont été reflétés dans ce chapitre (jusqu'à la fin du mois d'octobre 2023), qui incorpore certaines des données et informations récentes sur la migration. Les événements récents, notamment ceux liés aux conflits et aux déplacements dus aux catastrophes dans des pays tels que l'Ukraine, le Soudan, le Pakistan, la Turquie, Haïti et le Malawi, sont examinés, de même que certains des principaux développements politiques dans les différentes sous-régions. Le chapitre s'appuie sur la base de données existante et les sources sont indiquées dans les notes en fin de texte et dans la section des références. Nous encourageons les lecteurs à se référer aux sources citées dans ce chapitre pour en savoir plus sur les sujets qui les intéressent. Les chapitres thématiques de ce volume peuvent également présenter un intérêt, notamment ceux sur la migration et la sécurité humaine, le genre et la migration, les répercussions de la COVID-19 et les développements récents dans la gouvernance mondiale des migrations.

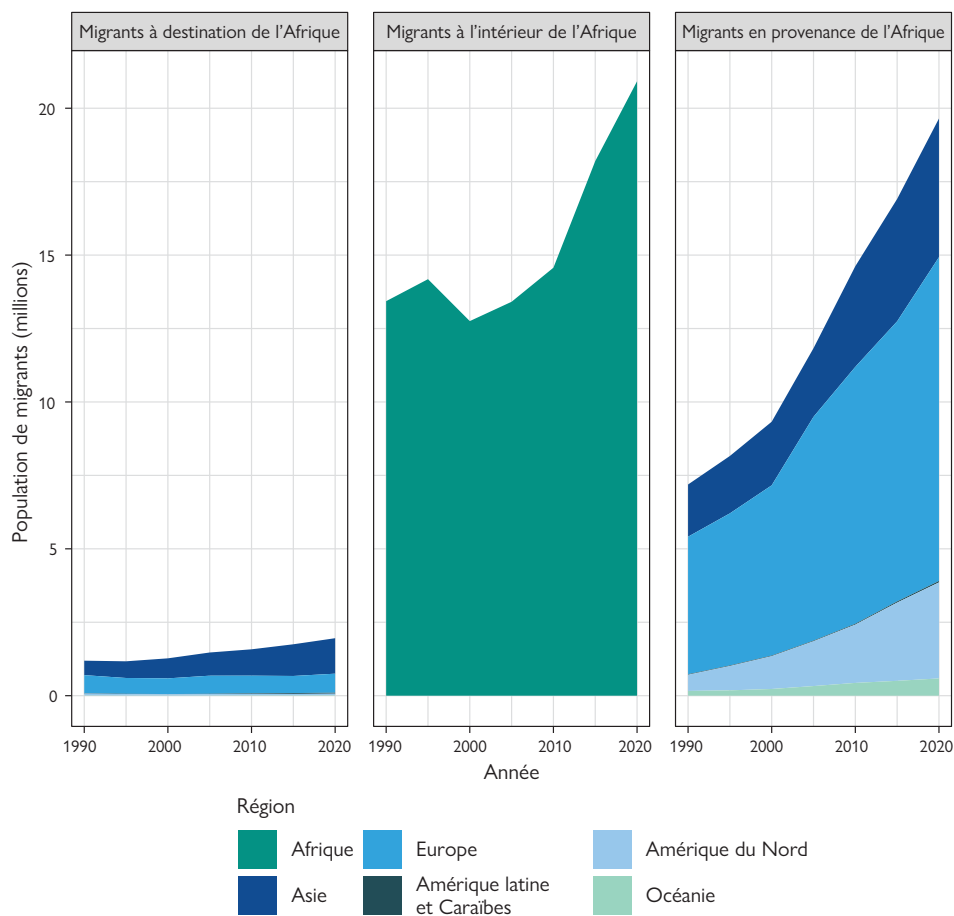
Afrique⁴

Les migrations en Afrique concernent un grand nombre de migrants internationaux qui se déplacent à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la région. Comme le montre la figure 1, la plupart des migrations internationales ont lieu à l'intérieur de la région. Les dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux (2020)⁵ montrent qu'environ 21 millions d'Africains vivaient dans un autre pays africain, ce qui représente une augmentation significative par rapport à 2015, où l'on estimait qu'environ 18 millions d'Africains vivaient en dehors de leur pays d'origine, mais dans la région. Le nombre d'Africains vivant dans différentes régions a également augmenté au cours de la même période, passant d'environ 17 millions en 2015 à plus de 19,5 millions en 2020.

La figure 1 montre que depuis 2000, les migrations internationales au sein de la région africaine ont augmenté de manière significative. Depuis 1990, le nombre de migrants africains vivant en dehors de la région a plus que doublé, cette évolution se faisant surtout sentir en Europe. En 2020, la plupart des migrants nés en Afrique et vivant en dehors de la région résidaient en Europe (11 millions), en Asie (près de 5 millions) et en Amérique du Nord (environ 3 millions).

L'un des aspects les plus frappants de la migration internationale en Afrique, comme le montre la figure 1, est le petit nombre de migrants nés en dehors de la région et qui s'y sont installés depuis lors. Entre 2015 et 2020, le nombre de migrants nés en dehors de la région est resté pratiquement inchangé (environ 2 millions), la plupart d'entre eux étant venus d'Asie et d'Europe.

Figure 1. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Afrique, 1990-2020

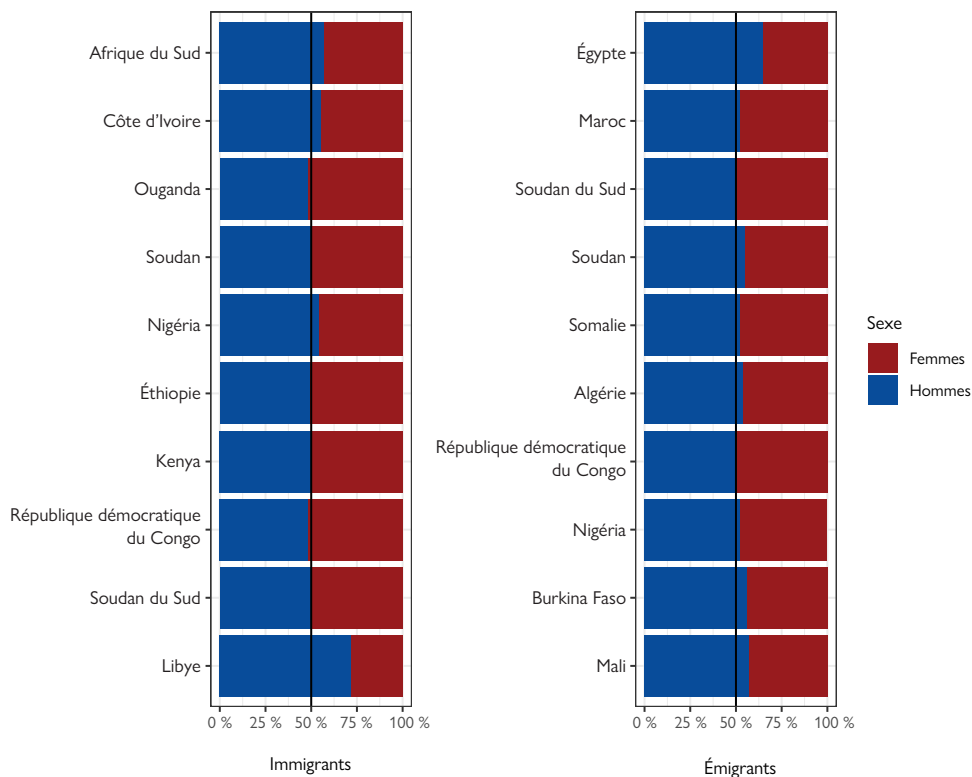


Source : DESA, 2021.

Note : Les chiffres présentés correspondent aux dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux au moment de la rédaction. Les «migrants à destination de l'Afrique» s'entendent des migrants résidant en Afrique qui sont nés dans une autre région (Europe ou Asie, par exemple). Les «migrants à l'intérieur de l'Afrique» sont des migrants nés en Afrique qui résident hors de leur pays de naissance, mais dans la région. Les «migrants en provenance de l'Afrique» sont des personnes nées en Afrique qui résident hors de la région (par exemple en Europe ou en Amérique du Nord).

En Afrique, la proportion de femmes et d'hommes migrants dans les principaux pays de destination est similaire, avec seulement de légères différences entre les pays. L'exception la plus visible est la Libye, où la proportion d'hommes est nettement plus élevée que celle des femmes. Cette dynamique est largement similaire dans les dix premiers pays d'origine en Afrique, à l'exception de l'Égypte – premier pays d'origine de la région – qui compte une proportion beaucoup plus importante d'émigrants de sexe masculin que de sexe féminin.

Figure 2. Dix premiers pays de destination (à gauche) et d'origine (à droite) en Afrique, selon le sexe

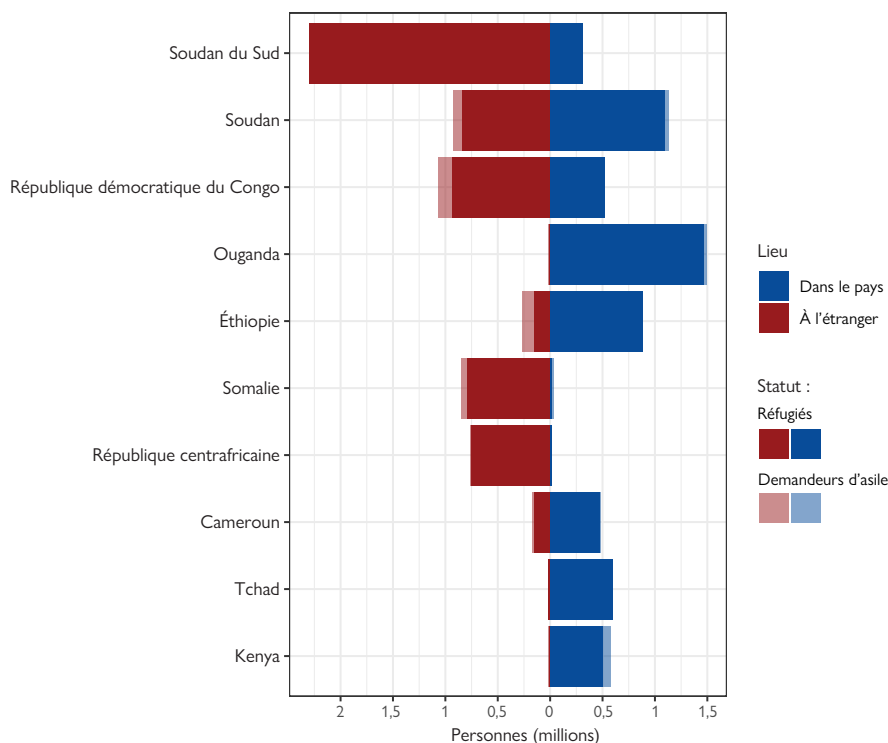


Source : DESA, 2021.

Note : Les chiffres présentés correspondent aux dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux au moment de la rédaction. Les proportions s'entendent de la part de femmes ou d'hommes dans le nombre total d'immigrants dans les pays de destination (à gauche) ou d'émigrants en provenance des pays d'origine (à droite).

Les déplacements à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique restent une donnée majeure de la région, comme le montre la figure 3. La plupart des réfugiés du continent ont été accueillis dans les pays voisins de la région. On trouve dans cette figure 3 les 10 premiers pays d'Afrique, classés en fonction du nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile accueillis dans ces pays ou originaires de ces pays. Le Soudan du Sud est resté le pays d'origine du plus grand nombre de réfugiés en Afrique (environ 2,3 millions) et s'est classé au quatrième rang mondial, après la République arabe syrienne, l'Ukraine et l'Afghanistan. Les deuxième et troisième principaux effectifs de réfugiés sur le continent (plus de 900 000 et plus de 800 000, respectivement) sont originaires de la République démocratique du Congo et du Soudan. Un grand nombre de réfugiés proviennent aussi de Somalie (près de 800 000) et de République centrafricaine (plus de 748 000). Parmi les pays d'accueil, l'Ouganda – avec près de 1,5 million de personnes – a continué d'accueillir le plus grand nombre de réfugiés en Afrique en 2022. La plupart des réfugiés en Ouganda étaient originaires du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo. En plus de produire un nombre important de réfugiés, des pays tels que le Soudan et la République démocratique du Congo en ont également accueilli un très grand nombre à la fin de 2022 (près de 1,1 million et plus d'un demi-million, respectivement). L'Éthiopie, avec près de 900 000 réfugiés, a été le troisième pays d'accueil de réfugiés en Afrique en 2022.

Figure 3. Dix premiers pays d'Afrique classés selon le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile, 2022

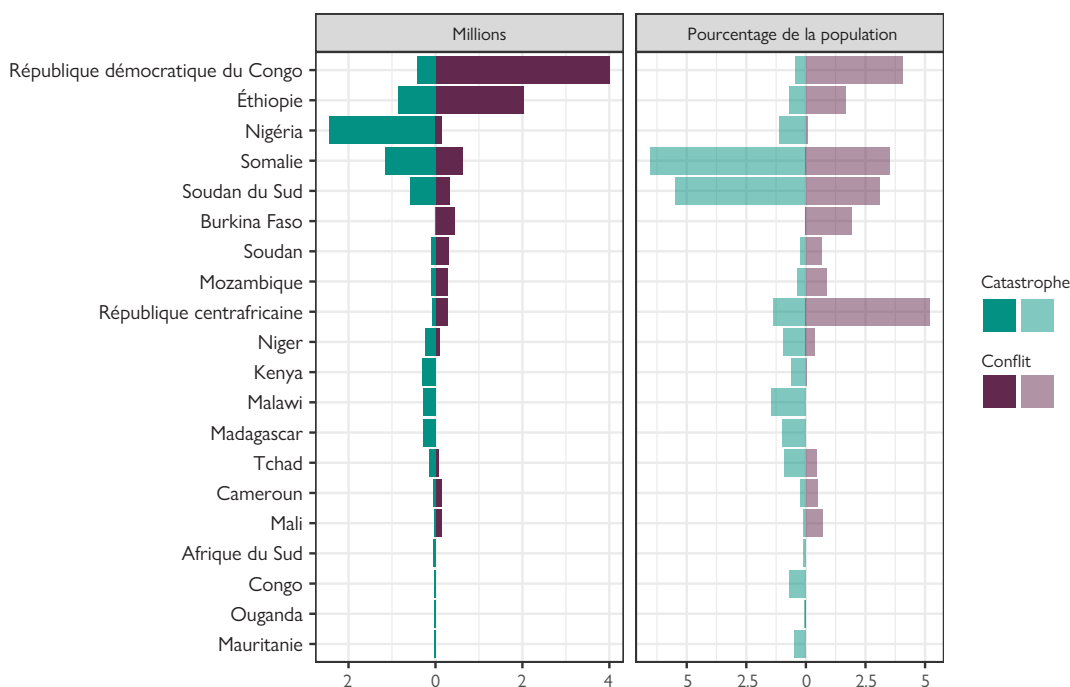


Source : HCR, s.d.a.

Note : La catégorie « dans le pays » comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure); la catégorie « à l'étranger » comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine. Ce classement est établi à partir de données pour 2022, en combinant les populations de réfugiés et de demandeurs d'asile qui se trouvent dans ces pays ou en sont originaires.

Comme les années précédentes, la majorité des déplacements internes en Afrique en 2022 se sont produits en Afrique subsaharienne, la plupart d'entre eux étant déclenchés par des conflits et des violences. La République démocratique du Congo (plus de 4 millions) et l'Éthiopie (plus de 2 millions) ont connu les plus grands déplacements internes sous l'effet de ces deux facteurs. La Somalie, avec 621 000 déplacements causés par les conflits, est le troisième pays de la région à avoir enregistré le plus grand nombre de déplacements. Les plus grands déplacements dus à des catastrophes ont été enregistrés au Nigéria (environ 2,4 millions), suivi de la Somalie (1,2 million), de l'Éthiopie (873 000) et du Soudan du Sud (596 000).

Figure 4. Vingt premiers pays d'Afrique sur le plan des nouveaux déplacements internes (catastrophes et conflits), 2022



Source : IDMC, s.d. ; DESA, 2022.

Note : Le terme « nouveaux déplacements » désigne le nombre de déplacements survenus en 2022, et non la population totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays accumulée au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année.

L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

Principales caractéristiques et tendances en Afrique⁶

Afrique du Nord

La dynamique migratoire dans la sous-région reste principalement caractérisée par les déplacements irréguliers vers, à travers et depuis l'Afrique du Nord, et de nombreux migrants y sont victimes de violations des droits de l'homme. L'Afrique du Nord est un point de départ pour des milliers de personnes qui entreprennent d'émigrer, principalement le long des routes de la Méditerranée occidentale et centrale. Dans toute la sous-région, en particulier dans les pays de transit comme la Libye, des réseaux de trafic et de traite bien établis se sont développés au fil des ans⁷. En Libye, aux points d'embarquement vers l'Europe, les passages à tabac, la torture et le travail forcé des migrants sont bien documentés⁸. Les femmes et les jeunes filles en particulier sont exposées à un risque accru de violences sexuelles, notamment lorsqu'elles traversent le désert, ainsi que dans les zones frontalières⁹. Des milliers de migrants ont également perdu la vie. La route de la Méditerranée centrale est la plus meurtrière au monde, avec plus de 20 000 migrants morts ou disparus entre 2014 et 2022¹⁰. En réponse à ces problèmes incessants sur la route de la Méditerranée centrale, la Commission européenne a proposé en novembre 2022 un plan d'action qui énonce «20 mesures destinées à réduire les migrations irrégulières et dangereuses, à apporter des solutions aux défis émergents dans le domaine de la recherche et du sauvetage» et à susciter une solidarité accrue dans le sens d'une responsabilité équilibrée entre les États membres¹¹. Si certaines actions du plan – notamment celles visant à soutenir et à faciliter le partage des responsabilités – ont été saluées par une série d'acteurs, d'autres, dont certaines ONG, ont critiqué le plan, estimant qu'il était inapplicable et qu'il ne faisait que recycler de vieilles erreurs¹².

Les récentes attaques contre des migrants d'Afrique subsaharienne vivant dans certaines parties de l'Afrique du Nord mettent en évidence la xénophobie et le racisme qui sévissent dans la sous-région. En Tunisie, par exemple, la rhétorique politique du début de l'année 2023 accusant les migrants d'Afrique subsaharienne d'être un vecteur de criminalité et de menacer la composition démographique et l'identité nationale du pays a conduit à des violences racistes à l'intérieur du pays¹³. Outre les violences verbales et physiques, certains migrants ont perdu leur emploi et d'autres ont été expulsés de leur logement¹⁴. Cette rhétorique – qui rappelle le discours politique anti-immigrés dans plusieurs pays d'Europe ces dernières années – a été encouragée par certains médias et plateformes en ligne en Tunisie¹⁵. Plusieurs pays, dont la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Burkina Faso et le Mali, ont organisé des vols de rapatriement pour leurs citoyens qui voulaient absolument partir¹⁶. Les discours de haine et la violence à l'encontre des migrants africains subsahariens ont incité le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale à publier une déclaration appelant la Tunisie à «combattre toutes les formes de discrimination raciale et de violence raciste à l'encontre des Africains noirs, en particulier les migrants du sud du Sahara et les citoyens tunisiens noirs»¹⁷. Divers cas d'abus et de violences ont également été documentés en Libye, un rapport de 2022 du Bureau des droits de l'homme des Nations Unies soulignant que les migrants y sont régulièrement victimes de racisme, de xénophobie, de répression pénale et de violations des droits de l'homme¹⁸.

Les envois de fonds internationaux restent importants pour l'Afrique du Nord et constituent une source majeure de devises pour plusieurs pays de la sous-région. Ces envois sont devenus encore plus importants après le début de la pandémie de COVID-19, car les revenus du tourisme – qui avaient longtemps revêtu une importance vitale pour des pays tels que l'Égypte – se sont taris en raison des restrictions mises en place en matière de mobilité. La sous-région a une longue tradition d'émigration, ce dont atteste le grand nombre d'émigrants vivant en Europe et dans les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG). En Arabie saoudite, par exemple, on

dénombrerait ainsi près d'un million d'Égyptiens en 2020¹⁹. En 2022, on estime que l'Égypte a reçu plus de 28 milliards de dollars des États-Unis en transferts de fonds internationaux, ce qui en fait le septième plus grand bénéficiaire après l'Inde, le Mexique, la Chine, les Philippines, la France et le Pakistan²⁰. Pour sa part, le Maroc, qui se classe parmi les 20 premiers pays destinataires des envois de fonds internationaux, aurait reçu plus de 11 milliards de dollars en 2022, soit 8 % de son PIB²¹.

L'Afrique du Nord est vulnérable aux effets du changement climatique, la sous-région étant touchée par des événements à évolution lente ou rapide, ce qui a entraîné d'importants déplacements de population au cours des dernières années. La sous-région a connu un réchauffement important au cours des dernières décennies, tout en voyant ses précipitations diminuer pendant la saison humide, en particulier dans des pays comme la Libye, l'Algérie et le Maroc²². Alors que les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (« MENA ») sont parmi les plus touchés par le changement climatique, ils sont considérés comme les moins bien préparés²³. Le rapport 2021 Groundswell de la Banque mondiale prévoit que sans une action tangible sur le climat et le développement, le changement climatique pourrait contraindre des millions de personnes en Afrique du Nord à se déplacer à l'intérieur de leur pays²⁴. Alors que cette région du monde figure déjà parmi celles qui sont le plus touchées par le stress hydrique, le changement climatique pourrait encore exacerber cette réalité, et les effets sur l'agriculture et la production alimentaire s'y font déjà sentir. La raréfaction accrue de l'eau pourrait aussi aggraver les conflits et le climat de violence ambiants. En Libye, les milices locales ont instrumentalisé la pénurie d'eau, en faisant notamment des infrastructures hydrauliques un levier contre le Gouvernement central et d'autres rivaux²⁵. En outre, le conflit prolongé en Libye a laissé le pays sans grande capacité d'adaptation. La combinaison des effets du conflit et du changement climatique a ainsi perturbé la production alimentaire et poussé bon nombre d'habitants à quitter leur communauté²⁶. Des pays comme l'Algérie et le Maroc ont connu d'importants déplacements déclenchés par les sécheresses et les feux incontrôlés. Fin 2022, de tels feux avaient provoqué 9 500 déplacements dans certaines parties du nord du Maroc, et la même année, 2 000 déplacements – également dus à des feux incontrôlés – ont été enregistrés dans le nord-est de l'Algérie²⁷. Ces feux ont également dévasté d'importantes étendues de terres, en particulier au Maroc, où ils ont ravagé plus de terres en 2022 que sur l'ensemble des neuf années précédentes²⁸.

Alors que les conflits et la violence continuent de provoquer des déplacements transfrontaliers et internes, la sous-région accueille parallèlement un grand nombre de réfugiés sur de longues durées. Les déplacements dans la sous-région sont en grande partie dus aux conflits et à la violence²⁹. Au Soudan, des combats intenses entre l'armée régulière et la principale force paramilitaire du pays ont éclaté en avril 2023, tuant des centaines de personnes et forçant des milliers d'autres à fuir pour leur sécurité, la majorité à l'intérieur du pays mais d'autres au-delà des frontières, notamment vers les pays voisins tels que le Soudan du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie et le Tchad³⁰. Avant cela, le Soudan avait été le théâtre de violents affrontements entre clans et communautés pour l'accès à la terre et le contrôle des ressources, en particulier dans l'ouest du Darfour³¹. Fin 2022, le Soudan comptait plus de 3,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur des frontières et plus de 300 000 personnes déplacées du fait des conflits et de la violence³². Le Soudan accueille également l'une des principales populations de réfugiés d'Afrique. Ainsi, en 2022, on y recensait environ 1 million de réfugiés et de demandeurs d'asile³³, dont la plupart venaient du Soudan du Sud, d'Érythrée, de République arabe syrienne ou d'Éthiopie. En Libye, l'accord de cessez-le-feu conclu par les factions belligérantes en octobre 2020, qui est toujours en vigueur, n'a pas été pleinement respecté. L'instabilité politique perdure donc dans le pays, même si le nombre des personnes qui se trouvent dans une situation de déplacement interne en raison du conflit et de la violence a considérablement diminué³⁴. La Libye comptait en 2022 environ 135 000 déplacés internes chassés par le conflit, soit le chiffre le plus bas depuis 2013³⁵.

Afrique australe et de l'Est

La sous-région a enregistré une augmentation significative du nombre de migrants intrarégionaux, en partie due aux accords de libre circulation. Le nombre de travailleurs migrants résidant dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a atteint près de 3 millions en 2019, contre un peu moins de 1,5 million en 2010³⁶. Au sein de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), ce nombre est passé à plus de 3 millions, soit le double de ce qu'il était en 2010³⁷. Les efforts visant à renforcer l'intégration dans la sous-région – notamment par le biais du protocole du Marché commun de l'Afrique de l'Est, qui est entré en vigueur en 2010 et vise à réaliser la libre circulation des personnes, de la main-d'œuvre, des capitaux, des services et des biens – ont été essentiels pour éliminer les obstacles à l'emploi. Même si le protocole n'est pas pleinement mis en œuvre dans tous les pays, de nombreux citoyens de la CAE ont le droit d'entrer et de travailler dans la Communauté et ont accès au traitement gratuit des permis de travail³⁸. Pour renforcer l'intégration et faciliter la mobilité de la main-d'œuvre dans la sous-région, plusieurs États de la CAE ont également mis en place des cadres de reconnaissance mutuelle des compétences, qui jouent un rôle important en ce sens qu'ils permettent aux travailleurs migrants d'accéder à d'autres marchés³⁹. En 2021, les États membres de l'IGAD ont adopté un protocole sur la libre circulation des personnes, qui est également le premier protocole de libre circulation au niveau mondial à traiter de la circulation des personnes à travers les frontières en réponse aux effets néfastes du changement climatique⁴⁰. Simultanément, et en reconnaissance de l'importance du pastoralisme comme l'une des principales formes de subsistance dans la région, les États membres de l'IGAD ont adopté un protocole sur la transhumance, dont l'objectif est de faciliter la mobilité transfrontalière libre, sûre et ordonnée du bétail et des bergers transhumants⁴¹. Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) dispose également de protocoles sur la libre circulation, mais leur mise en œuvre a été lente⁴². Un nouvel élan a toutefois été donné pour faciliter la libre circulation entre les États membres du COMESA, avec la création de deux groupes de travail chargés de faire progresser la mise en œuvre des protocoles⁴³.

Si les protocoles de libre circulation ont permis aux personnes de franchir facilement les frontières, l'immigration irrégulière – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la sous-région – reste un vrai défi. En Afrique de l'Est, la migration irrégulière s'effectue fréquemment le long de quatre routes principales : la route du sud, celle de l'Afrique australe (principalement vers l'Afrique du Sud), la route de la Corne de l'Afrique (mouvements à l'intérieur de la Corne de l'Afrique), la route du nord, en direction de l'Afrique du Nord et de l'Europe, et la route de l'est, en direction de la péninsule arabique (surtout à destination de l'Arabie saoudite)⁴⁴. Souvent facilité par des passeurs, le périple des migrants le long de ces routes est semé d'embûches. Le long de la route sud vers l'Afrique du Sud, par exemple, les migrants sont confrontés à toutes sortes de difficultés et de risques, comme de se voir obligés d'effectuer des paiements inattendus à des intermédiaires. Souvent, ils n'ont pas assez d'argent pour se procurer des produits de base tels que de la nourriture, et certains sont victimes d'abus physiques, sexuels, psychologiques et autres⁴⁵.

Les catastrophes induites par le changement climatique, telles que les sécheresses, les ouragans et les inondations, ont dévasté les moyens de subsistance en Afrique de l'Est et en Afrique australe, tout en déplaçant des millions de personnes dans la sous-région. En mars 2023, la sous-région de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique subissait une sécheresse record, la pire depuis plus de 40 ans⁴⁶. L'Éthiopie, le Kenya et la Somalie ont été les plus touchés, la sécheresse venant s'ajouter dans ces pays à des années d'insécurité et de conflit, en particulier en Somalie et en Éthiopie. Les conséquences ont été considérables et, dans la sous-région de l'IGAD, 27 millions de personnes se sont trouvées dans une situation d'insécurité alimentaire grave, les prévisionnistes annonçant une famine en Somalie en 2023⁴⁷. En mai 2023, la sécheresse avait provoqué le déplacement de plus de 2 millions de personnes en Éthiopie et en Somalie (réunies), tandis qu'on recensait au

début de l'année au Kenya, en Éthiopie et en Somalie plus de 866 000 réfugiés et demandeurs d'asile vivant dans des zones en proie à la sécheresse⁴⁸. En réponse à l'intensité croissante des effets néfastes du changement climatique et à l'élargissement de l'échelle géographique de la mobilité induite par le climat, plus de 10 États de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, soutenus par l'IGAD et la CAE, se sont réunis en septembre 2022 à Kampala, en Ouganda, et ont signé une nouvelle déclaration historique : la Déclaration ministérielle de Kampala sur les migrations, l'environnement et le changement climatique (KDMECC)⁴⁹. Cette déclaration énumère 12 engagements formulés par les États signataires et cinq demandes adressées aux parties à la CCNUCC, dans un cadre de collaboration abordant concrètement la question de la mobilité induite par le climat tout en favorisant le développement durable des États. Cette déclaration énumère 12 engagements formulés par les États signataires et cinq demandes adressées aux parties à la CCNUCC, dans un cadre de collaboration abordant concrètement la question de la mobilité induite par le climat tout en favorisant le développement durable des États. En Afrique australe, ce sont les catastrophes liées au changement climatique, notamment les cyclones, qui se sont aggravées, tant en fréquence qu'en intensité⁵⁰. Le cyclone Freddy, par exemple, a fait des ravages au Malawi, au Mozambique et à Madagascar au début de l'année 2023 et a été l'un des cyclones tropicaux les plus persistants jamais enregistrés⁵¹. Il a fait plus de 500 victimes et a déplacé plus de 500 000 personnes rien qu'au Malawi⁵².

Les conflits armés récents et anciens restent des facteurs importants de déplacements dans la sous région. L'Afrique de l'Est est en butte à des conflits depuis des décennies et reste l'une des régions les plus touchées par ce fléau dans le monde. La guerre civile qui dure depuis des décennies en Somalie, la multiplication des attaques des milices Al-Shabab ainsi que les opérations anti-insurrectionnelles menées par le Gouvernement en réponse à ces attaques ont fait de 2022 l'année la plus meurtrière dans le pays depuis 2018, ce qui n'a pas manqué d'occasionner des déplacements massifs⁵³. On estime à 3,9 millions le nombre de personnes déplacées qui se trouvaient en Somalie à la fin de 2022, soit une augmentation de près d'un million par rapport à l'année précédente⁵⁴. Au Soudan du Sud, malgré l'accord de paix de 2018, les violences intercommunautaires restent monnaie courante et ont entraîné des déplacements internes et transfrontaliers considérables, la plupart des déplacements internes enregistrés en 2022 s'étant produits dans les États de Jonglei, du Haut-Nil et d'Unité⁵⁵. Ce pays est resté l'un des principaux pourvoyeurs de réfugiés en Afrique (plus de 2 millions), la plupart résidant aujourd'hui en Ouganda, au Soudan et en Éthiopie⁵⁶. Dans le même temps, l'Éthiopie a connu une guerre civile brutale dans le nord du pays, qui a entraîné d'importantes pertes en vies humaines, la destruction de biens et le déplacement de millions de personnes. Le conflit armé qui a éclaté au Soudan en avril 2023 (voir la section relative à l'Afrique du Nord) a entraîné d'importants déplacements internes et transfrontaliers, forçant de nombreux Soudanais à chercher refuge dans des pays d'Afrique de l'Est tels que le Soudan du Sud et l'Éthiopie. Fin juillet 2023, le Soudan du Sud avait accueilli à lui seul près de 200 000 nouveaux réfugiés en provenance du Soudan⁵⁷. Le conflit a également eu pour conséquence que de nombreux réfugiés qui avaient été accueillis par le Soudan, notamment en provenance de pays tels que l'Éthiopie, ont fui vers les pays voisins ou sont rentrés chez eux⁵⁸. Un accord de paix conclu en novembre 2022 a abouti à un cessez-le-feu, rétablissant la sécurité dans les régions les plus touchées d'Arfar, d'Amhara et du Tigré, mais les besoins humanitaires restent considérables⁵⁹. Le Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies dans la Corne de l'Afrique, en collaboration avec l'IGAD et en partenariat avec des agences des Nations Unies, a élaboré une stratégie régionale de prévention et d'intégration pour la Corne de l'Afrique, qui prévoit la mise en place d'un mécanisme régional de coordination de la sécurité climatique dont l'objectif principal est de soutenir l'IGAD et de renforcer les capacités des acteurs régionaux, nationaux et locaux à traiter les liens existants entre le climat, la paix et la sécurité.

Les États du Golfe restent les principaux pays de destination des travailleurs migrants de la sous-région, en particulier ceux d’Afrique de l’Est. L’Éthiopie, le Kenya et l’Ouganda sont les principaux pays d’origine des travailleurs migrants de la sous-région vers les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), la plupart d’entre eux travaillant dans l’hôtellerie, la sécurité, la construction et le commerce de détail⁶⁰. Poussés par les taux élevés de chômage et de sous-emploi, ainsi que par la perspective de salaires plus élevés, de nombreux jeunes cherchent des opportunités d’emploi dans le Golfe⁶¹. La proximité du Golfe, associée à la difficulté croissante d’entrer dans des pays de destination autrefois traditionnels, tels que le Royaume-Uni et les États-Unis, a rendu les États du CCG attrayants pour les travailleurs migrants. La prolifération des sociétés de recrutement en Afrique de l’Est, ainsi que plusieurs accords de travail bilatéraux ont également contribué à l’augmentation significative de la migration de main-d’œuvre vers le Golfe⁶². Les migrations régulières et irrégulières de main-d’œuvre de l’Afrique de l’Est vers le Golfe, qui sont prévalentes, ont augmenté au fil du temps, faisant du corridor oriental l’une des voies de migration maritime les plus fréquentées au monde⁶³. Les migrations de main-d’œuvre à destination du Golfe ont entraîné une augmentation substantielle des envois de fonds, en particulier vers des pays tels que le Kenya et l’Ouganda. Les envois de fonds vers le Kenya et l’Ouganda ont grimpé respectivement à plus de 4 milliards de dollars et plus de 1,2 milliard de dollars, en partie sous l’effet de l’augmentation des apports de fonds en provenance des États du CCG⁶⁴. L’Arabie saoudite est désormais la troisième source d’envois de fonds à destination du Kenya, juste derrière le Royaume-Uni et les États-Unis⁶⁵. Bien que plusieurs États du CCG mettent en œuvre des mesures visant à réduire les abus à l’encontre des travailleurs migrants – notamment par une réforme du système de la Kafala – les mauvais traitements et l’exploitation des travailleurs migrants restent très fréquents⁶⁶. Parmi les abus les plus répandus, il faut citer les violences physiques et sexuelles, les restrictions de liberté, les pratiques d’emploi abusives et coercitives et les conditions de travail trompeuses, abusives et peu sûres⁶⁷.

Afrique centrale et de l’Ouest

Certaines parties de la sous-région restent des foyers de conflit, d’insécurité et d’extrémisme violent, le Sahel demeurant la région la plus instable. La région du Sahel, qui s’étend de l’océan Atlantique à l’ouest à la mer Rouge à l’est, est depuis longtemps une zone de flux migratoires importants. La région est confrontée à des crises permanentes, au nombre desquelles il faut citer la dégradation du climat et de l’environnement, la désertification, l’instabilité politique et institutionnelle, le manque de services de base, les conflits intercommunautaires entre éleveurs nomades et agriculteurs, ainsi que la montée rapide d’un extrémisme violent⁶⁸. Le Sahel est depuis longtemps en proie à l’insécurité, caractérisée par des conflits armés, des affrontements militaires et des violences récurrentes causées par des groupes islamistes. Le Sahel central est le plus touché par la violence. De nombreux civils y ont perdu la vie au cours de la seule année 2022⁶⁹. Le Sahel central a été plongé dans une nouvelle tourmente en 2021 après les coups d’État militaires au Burkina Faso et au Mali, qui ont entraîné leur suspension de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) et de l’Union africaine⁷⁰. En 2022, on comptait plus de 2,9 millions de réfugiés et de personnes déplacées au Mali, au Burkina Faso et au Niger⁷¹. Les affrontements se sont étendus aux pays voisins tels que le Togo, la Côte d’Ivoire et le Bénin. En outre, les enfants ont été pris pour cible par des groupes armés non étatiques au Mali, au Burkina Faso et au Niger, et des centaines d’entre eux, surtout des filles, ont été enlevés⁷². En plus de l’insécurité et des conflits persistants, l’Afrique centrale et de l’Ouest subit l’influence de facteurs en interaction, notamment le changement climatique et l’insécurité alimentaire. Les précipitations au Sahel, par exemple, ont diminué de plus de 20 % depuis les années 70, faisant de cette partie de l’Afrique l’une des plus exposées à la sécheresse⁷³. Dans le même temps, certaines parties de la sous-région ont connu des catastrophes soudaines importantes qui ont entraîné le déplacement de millions de personnes. Le Nigéria, par exemple, a enregistré le plus grand nombre de déplacements internes dus à des catastrophes en Afrique subsaharienne en 2022 (plus de 2,4 millions)⁷⁴. Il s’agit également du chiffre le plus

élevé enregistré au Nigéria en 10 ans⁷⁵. Ces déplacements sont dus en grande partie aux inondations survenues entre juin et novembre 2022⁷⁶.

Chaque année, des dizaines de milliers de migrants d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale viennent alimenter les flux de migration irrégulière en prenant des risques considérables pour tenter d'atteindre l'Europe. Les mauvais traitements infligés aux migrants sont fréquents au cours de ces déplacements, notamment le long de plusieurs itinéraires clés depuis l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale en direction de l'Afrique du Nord, le long du Sahara ou pendant les traversées en mer⁷⁷. La migration irrégulière en provenance d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale se produit souvent le long de la route méditerranéenne centrale (traversées maritimes depuis les pays d'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, principalement vers l'Italie), de la route méditerranéenne occidentale (composée de plusieurs sous-routes reliant le Maroc et l'Algérie à l'Espagne) et de la route atlantique ouest-africaine (depuis les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et le Maroc jusqu'aux îles Canaries en Espagne)⁷⁸. Rien qu'en 2022, près de 2 800 décès et disparitions ont été enregistrés le long de la route de la Méditerranée centrale, de la route atlantique ouest-africaine, de la route de la Méditerranée occidentale et d'autres routes d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale⁷⁹. Compte tenu des limites auxquelles se heurtent les opérations de recherche et de sauvetage, il est très probable que ces chiffres soient sous-estimés. La route atlantique ouest-africaine est considérée comme très dangereuse en raison de la longueur du voyage, les migrants étant souvent bloqués en mer pendant de longues périodes sur des embarcations inadaptées dans des zones de l'océan Atlantique à l'intérieur desquelles il n'existe pas d'opérations de sauvetage spécialement montées à cet effet⁸⁰. Plus de 29 000 ressortissants d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale sont arrivés en Europe par ces différentes routes en 2022, la plupart (58 %) arrivant en Italie, 17 % en Espagne, 21 % à Chypre et à Malte et 4 % en Grèce⁸¹.

En Afrique centrale et de l'Ouest, la migration intrarégionale reste une caractéristique majeure de la dynamique migratoire, la plupart des migrants internationaux vivant dans la sous-région. En 2020, on y dénombrait plus de 11 millions de migrants internationaux, la grande majorité d'entre eux étant originaires de pays de la sous-région⁸². Celle-ci compte un demi-milliard d'habitants, dont 40 % ont moins de 15 ans⁸³. Le nombre de jeunes devrait encore augmenter, ce qui pourrait constituer un dividende démographique ou accentuer la pression sur une sous-région déjà en butte à des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes. En outre, l'Afrique centrale et de l'Ouest souffre de niveaux élevés de pauvreté et d'écart importants entre les hommes et les femmes en ce qui concerne par exemple l'accès au marché du travail et le niveau d'éducation⁸⁴. La migration intrarégionale en Afrique de l'Ouest – estimée à quelque 70 % des flux migratoires – est en grande partie due à la mobilité de la main-d'œuvre et inclut des migrations temporaires, saisonnières et permanentes de travailleurs, à destination, principalement, de pays tels que la Côte d'Ivoire et le Ghana⁸⁵. Le protocole de libre circulation de la CEDEAO a joué un rôle clé dans la facilitation de la mobilité de la main-d'œuvre en Afrique de l'Ouest; en fait, tous les pays de la sous-région sont membres de cette communauté économique régionale, ce qui signifie que les citoyens des États membres de la CEDEAO ont le droit d'entrer, de résider et de développer des activités économiques dans un autre État membre⁸⁶. Cependant, bien que la CEDEAO ait fait des progrès significatifs en matière de libre circulation, la mise en œuvre complète de son protocole n'a pas encore été réalisée. Le protocole continue de buter sur toute une série de difficultés, notamment celles liées à la diversité des intérêts nationaux et à la médiocrité des infrastructures, entre autres⁸⁷. La Communauté économique des États de l'Afrique centrale dispose elle aussi d'un protocole de libre circulation; cependant, les progrès dans sa mise en œuvre ont été lents et ne constituent pas une priorité pour les États de l'Afrique centrale, qui continuent pour beaucoup à faire face à une forte instabilité politique⁸⁸. Néanmoins, des pays tels que la Guinée équatoriale et le Gabon – qui possèdent d'importantes industries du bois et du pétrole – attirent un nombre important de travailleurs migrants de la sous-région⁸⁹.

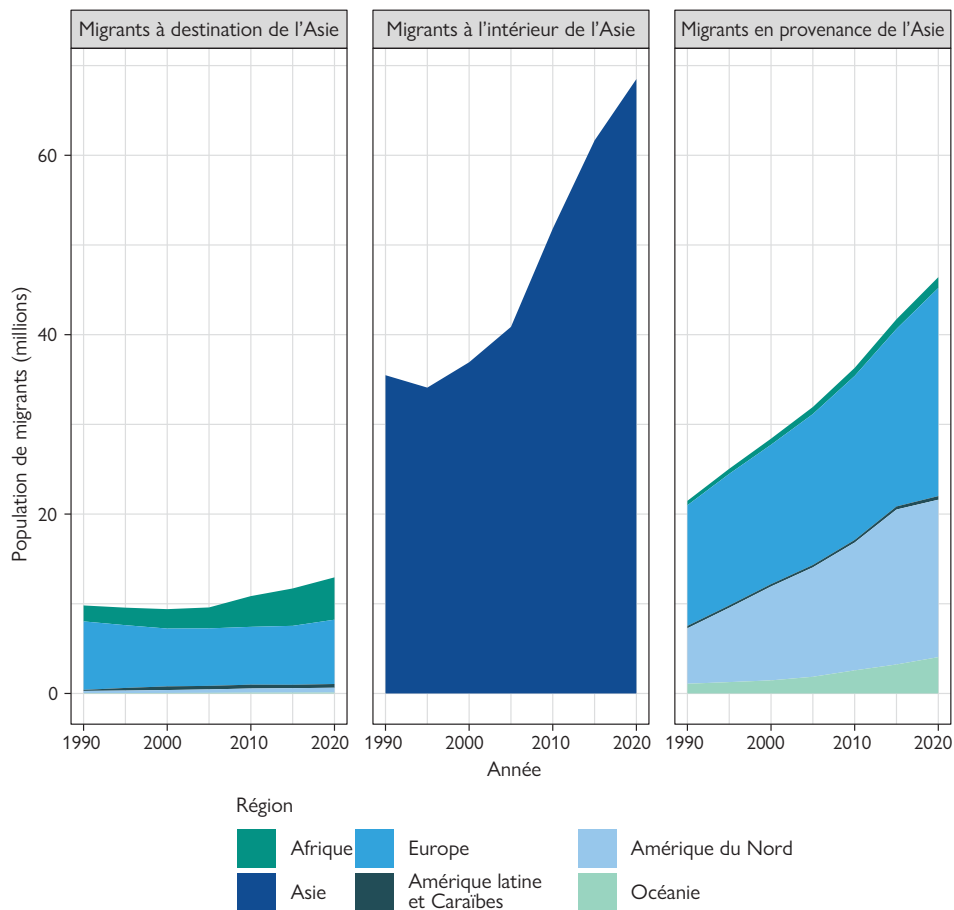
La Coupe du monde de football de 2022 a mis en évidence certains des avantages de la migration, de nombreux joueurs d'origine ouest-africaine, par exemple, s'étant révélés essentiels pour les équipes nationales en Europe. Les équipes nationales du monde entier comptent des joueurs d'origines diverses, y compris des joueurs représentant des pays dans lesquels ils ne sont pas nés, et d'autres qui sont des enfants de migrants. La Coupe du monde 2022 au Qatar a compté le plus grand nombre de joueurs nés à l'étranger dans l'histoire du tournoi, avec 137 des 830 joueurs (17 %) représentant des pays dans lesquels ils n'étaient pas nés⁹⁰. Des pays comme le Maroc et le Qatar comptaient dans leurs équipes le plus grand nombre de joueurs nés à l'étranger⁹¹. Dans les équipes nationales européennes, parmi les joueurs qui n'étaient pas nés à l'étranger, un grand nombre étaient d'origine africaine⁹². Par exemple, plusieurs joueurs vedettes de l'équipe de France, dont Kylian Mbappé et Paul Pogba, ont des liens familiaux avec la sous-région⁹³. Cependant, il est important de souligner que pour la grande majorité des jeunes de la sous-région qui souhaitent jouer au football en Europe, les possibilités d'émigrer et de rejoindre avec succès des clubs de football dans des régions telles que l'Europe sont extrêmement limitées. Pour la plupart, leurs aspirations risquent souvent de leur faire courir des risques et des dangers importants. Les passeurs et les trafiquants peuvent tirer avantage du rêve que nourrissent ces jeunes de jouer dans les grandes ligues européennes, attirant ainsi des milliers d'entre eux, dans la sous-région, avec le faux espoir de devenir footballeur professionnel⁹⁴. Se faisant souvent passer pour des dénicheurs de talents, ils demandent de grosses sommes d'argent pour faciliter leur voyage vers l'Europe, mais les abandonnent à leur arrivée; d'autres migrants aboutissent dans des filières de travail forcé ou sont victimes d'exploitation sexuelle, entre autres situations d'exploitation⁹⁵.

Asie⁹⁶

L'Asie – où vivent environ 4,6 milliards de personnes – est le continent d'origine de plus de 40 % des migrants internationaux dans le monde (environ 115 millions), comme le montrent les dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux (2020)⁹⁷. Plus de la moitié (69 millions) résidaient dans d'autres pays d'Asie, ce qui représente une augmentation significative par rapport à 2015, où l'on estimait à environ 61 millions le nombre de migrants se trouvant sur le continent. Comme le montre la partie centrale de la figure 5, les migrations intrarégionales en Asie ont considérablement augmenté au fil du temps, puisqu'elles n'atteignaient encore que 35 millions en 1990. Les effectifs de migrants nés en Asie ont également augmenté de manière considérable en Amérique du Nord et en Europe au cours des deux dernières décennies. En 2020, les migrations dans le sens Asie Amérique du Nord ont concerné 17,5 millions de personnes, soit une légère augmentation par rapport aux 17,3 millions de 2015. Parallèlement, dans la même période, les migrations dans le sens Asie-Europe ont concerné 23 millions de personnes, alors qu'elles n'avaient concerné qu'un peu moins de 20 millions de personnes en 2015. Les migrations de l'Asie vers l'Amérique du Nord et l'Europe expliquent en grande partie l'augmentation du nombre de migrants asiatiques en dehors de la région, qui ont atteint un total de plus de 46 millions de migrants extrarégionaux en 2020.

Le nombre de migrants se trouvant sur le continent asiatique qui ne sont pas nés en Asie est resté à un niveau relativement bas depuis 1990. Les Européens constituent le groupe le plus important de migrants non asiatiques dans la région. Les données sur ces effectifs incluent les migrants de la partie européenne de l'ex-Union soviétique qui vivent actuellement en Asie centrale. Au cours de la même période, on a enregistré une augmentation du nombre des Africains, l'autre groupe important de migrants en Asie.

Figure 5. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Asie, 1990-2020

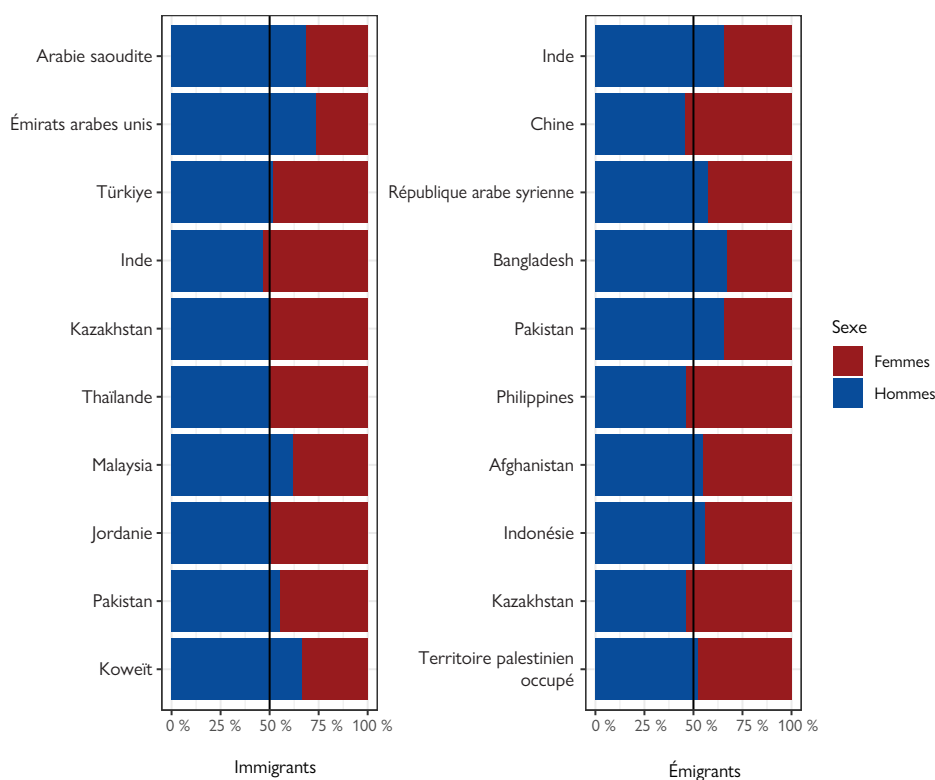


Source : DESA, 2021.

Note : Les chiffres présentés correspondent aux dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux au moment de la rédaction. Les «migrants à destination de l'Asie» sont les migrants qui résident dans la région (Asie) mais sont nés dans l'une des autres régions (Europe ou Afrique par exemple). Les «migrants à l'intérieur de l'Asie» sont des migrants nés dans la région (Asie) qui résident hors de leur pays de naissance, mais toujours en Asie. Les «migrants en provenance de l'Asie» sont des personnes nées en Asie qui résident hors de la région (en Europe ou en Amérique du Nord, par exemple).

En Asie, la répartition de femmes et d'hommes migrants dans les 10 premiers pays de destination et d'origine est beaucoup plus variable qu'en Afrique. Parmi les principaux pays de destination, les pays du Golfe – notamment les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et le Koweït – comptent une proportion beaucoup plus importante d'immigrants de sexe masculin que de sexe féminin. La Malaisie est le seul pays ne faisant pas partie du Golfe où la proportion d'hommes immigrés est nettement plus élevée que celle des femmes. L'Inde, quant à elle, compte une proportion de femmes immigrées légèrement supérieure à celle des hommes immigrés. Parmi les 10 premiers pays d'origine en Asie, presque tous – à l'exception de la Chine, des Philippines et du Kazakhstan – ont une proportion plus élevée de migrants de sexe masculin que de migrants de sexe féminin. L'Inde, le Bangladesh et le Pakistan figurent parmi les pays où la proportion de migrants masculins est significativement élevée.

Figure 6. Dix premiers pays de destination (à gauche) et d'origine (à droite) en Asie, selon le sexe*



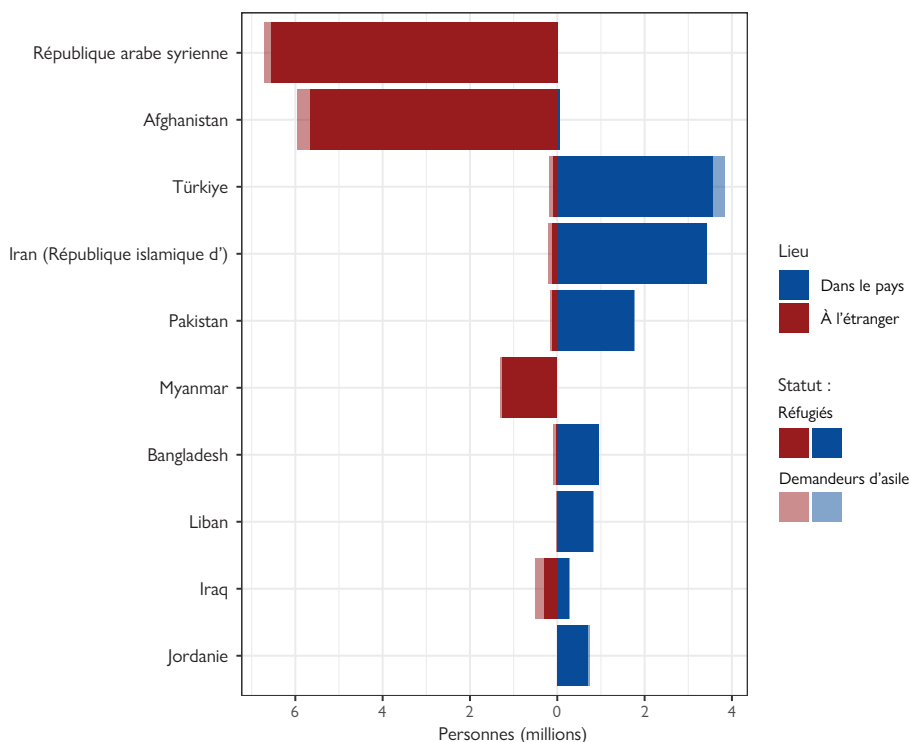
Source : DESA, 2021.

Note : Les proportions s'entendent de la part de femmes ou d'hommes dans le nombre total d'immigrants dans les pays de destination (à gauche) ou d'émigrants au départ des pays d'origine (à droite).

* Territoires inclus.

Les déplacements internationaux à l'intérieur et au départ de l'Asie sont une caractéristique essentielle de la région, comme le montre la figure 7. La République arabe syrienne est restée la principale source de réfugiés dans le monde en 2022, avec plus de 6,5 millions de personnes déplacées au niveau international. La prise de contrôle de l'Afghanistan par les Taliban en août 2021 a entraîné une augmentation significative des déplacements transfrontières au départ du pays. En 2020 et 2021, ce sont respectivement 2,6 et 2,7 millions de réfugiés qui sont partis d'Afghanistan; à la fin de 2022, ce nombre avait plus que doublé pour atteindre près de 5,7 millions de personnes, soit le deuxième plus grand nombre de réfugiés en Asie. Le Myanmar est à l'origine du troisième plus grand flux de réfugiés en Asie, la plupart étant accueillis au Bangladesh voisin, où les Rohingyas ont trouvé refuge à la suite des déplacements massifs de la fin 2017. Comme le montre également la figure 7, la Türkiye est restée le plus grand pays d'accueil de réfugiés au monde (près de 3,6 millions). Les Syriens constituent la majorité des réfugiés accueillis dans ce pays. La Türkiye est suivie par la République islamique d'Iran, où le nombre de réfugiés est passé de près de 800 000 en 2021 à environ 3,4 millions en 2022, en raison de l'augmentation du nombre d'Afghans déplacés. Le Pakistan, troisième pays d'accueil en Asie, a accueilli 1,7 million de réfugiés.

Figure 7. Dix premiers pays d'Asie classés selon le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile, 2022

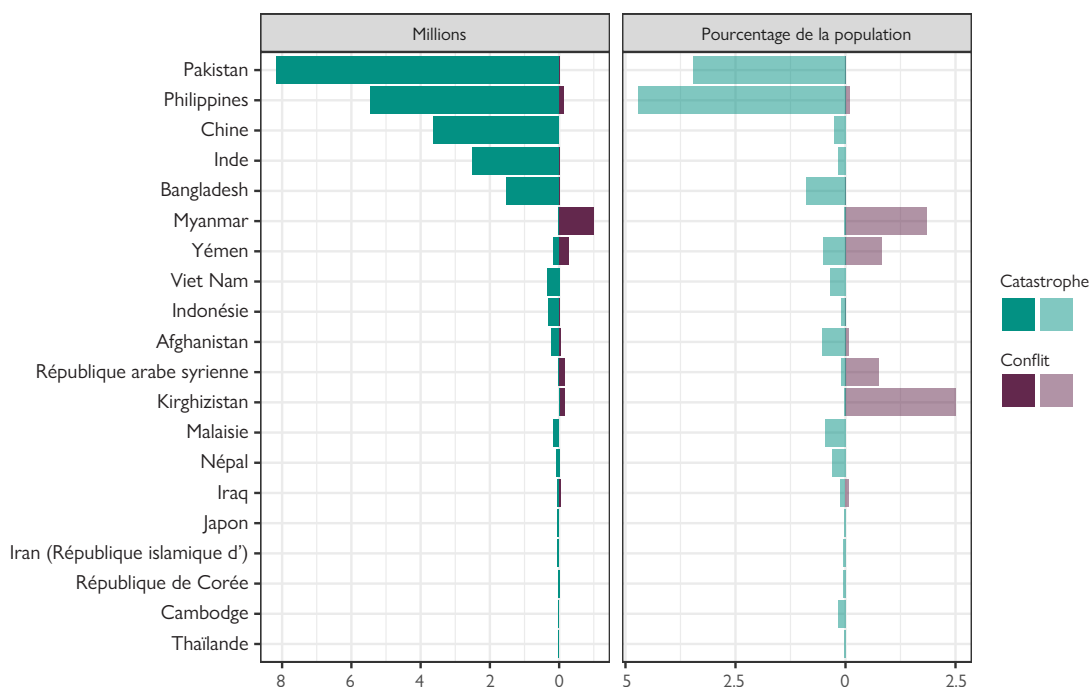


Source : HCR, s.d.a.

Note : La catégorie «dans le pays» comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure); la catégorie «à l'étranger» comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine. Ce classement est établi à partir de données pour 2022, en combinant les populations de réfugiés et de demandeurs d'asile qui se trouvent dans ces pays ou en sont originaires.

Contrairement à l'Afrique, les déplacements internes les plus importants en Asie ont été le résultat de catastrophes, plutôt que de conflits et de violences. Le Pakistan, qui a connu des inondations graves et massives, a enregistré en 2022 le plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes dans le monde (plus de 8 millions). Les Philippines, qui ont surtout été touchées par la tempête tropicale Nalgae, arrivent en deuxième position avec près de 5,5 millions, suivies par la Chine (plus de 3,6 millions). L'Inde et le Bangladesh ont également connu d'importants déplacements dus à des catastrophes en 2022 (voir figure 8). Le Myanmar est le pays de la région qui a connu le plus grand nombre de déplacements internes dus à un conflit en 2022 (plus d'un million). Il s'agit du chiffre le plus élevé jamais enregistré dans ce pays, qui résulte de l'intensification du conflit entre l'armée et les groupes armés non étatiques. Après le Kirghizistan, c'est au Myanmar que l'on trouve le plus grand nombre de déplacements liés à un conflit en pourcentage de la population.

Figure 8. Vingt premiers pays d'Asie sur le plan des nouveaux déplacements internes (catastrophes et conflits), 2022



Source : IDMC, s.d.; DESA, 2022.

Note : Le terme « nouveaux déplacements » désigne le nombre de déplacements survenus en 2022, et non la population totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays accumulée au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année.

L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

Principales caractéristiques et tendances en Asie⁹⁸

Asie du Sud-Est

L'Asie du Sud-Est est l'une des sous-régions du monde les plus exposées aux catastrophes, avec des millions de déplacements chaque année. Plusieurs pays de la sous-région sont situés le long de la ceinture de typhons de la région ou de la ceinture de feu du Pacifique, ce qui rend les personnes qui y vivent extrêmement vulnérables face aux risques auxquels les exposent les inondations et les tempêtes, les tsunamis et les tremblements de terre, entre autres⁹⁹. Entre 2020 et 2021, près de 31 % des déplacements liés à des catastrophes enregistrés dans la région Asie Pacifique se sont produits en Asie du Sud-Est, les Philippines figurant parmi les pays les plus touchés¹⁰⁰. Fin 2022, on dénombrait plus de 500 000 personnes déplacées à l'intérieur des Philippines à la suite de catastrophes¹⁰¹. Cette même année, ce sont plus de 5,4 millions de personnes qui ont été déplacées à l'intérieur du pays en raison de catastrophes, soit le deuxième chiffre le plus élevé au monde après le Pakistan (plus de 8 millions)¹⁰². Une grande partie de ces déplacements procédaient d'évacuations préventives menées par le Gouvernement en réponse à des catastrophes telles que le typhon Muifa, la tempête tropicale Megi et la tempête tropicale Nalgae¹⁰³. Les habitants d'autres pays d'Asie du Sud-Est, comme le Viet Nam et l'Indonésie, sont également exposés à de multiples aléas, l'ensemble du littoral vietnamien étant par exemple exposé à un risque élevé de tempêtes et de cyclones. En 2022, on a dénombré respectivement plus de 350 000 et plus de 300 000 nouveaux déplacements dus à des catastrophes au Viet Nam et en Indonésie¹⁰⁴.

La migration de main-d'œuvre au départ et à l'intérieur de la sous-région est depuis longtemps un élément clé de la dynamique migratoire en Asie du Sud-Est. Des pays de la sous-région, tels que la Thaïlande, la Malaisie et Singapour, sont les principales destinations des travailleurs migrants de la sous-région. D'autres pays en dehors de l'Asie du Sud-Est, notamment les États du CCG comme les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, sont également des destinations importantes, en particulier pour les migrants des Philippines¹⁰⁵. Compte tenu de l'importance de leur population émigrée, les Philippines se classent régulièrement parmi les premiers bénéficiaires des envois de fonds internationaux au niveau mondial. On estime que les migrants philippins ont envoyé plus de 38 milliards de dollars É.-U. en 2022, ce qui les place au quatrième rang mondial et représente 9,4 % du PIB du pays¹⁰⁶. L'augmentation des envois de fonds vers les Philippines est en partie due à la récente levée de l'interdiction faite aux Philippines de travailler en Arabie saoudite (décrétée en guise de protestation contre les mauvais traitements de ses travailleurs migrants), ainsi qu'à l'augmentation de la demande de travailleurs philippins dans des secteurs tels que l'hôtellerie et la santé dans les pays de l'OCDE¹⁰⁷. Le Viet Nam – qui compte une importante population d'émigrés dans la région et dans des pays tels que les États-Unis et le Royaume-Uni – reçoit également d'importants transferts de fonds; les rentrées ainsi enregistrées dans le pays s'élevaient à environ 13 milliards de dollars É.-U. en 2022, ce qui en fait le deuxième pays destinataire de la sous région¹⁰⁸.

La demande de travailleurs migrants dans les pays de destination, le chômage et le sous-emploi dans les pays d'origine et les réseaux bien organisés de traite des migrants ont causé des flux importants de migration irrégulière dans toute l'Asie du Sud-Est. Souvent liée à la migration de main-d'œuvre temporaire, la migration irrégulière reste répandue dans la sous-région¹⁰⁹. Des pays comme la Thaïlande et la Malaisie comptent un grand nombre de travailleurs migrants en situation irrégulière¹¹⁰. Les passeurs exploitent les migrants désespérés et utilisent les frontières terrestres des archipels et des régions éloignées pour saper les systèmes organisés de migration de la sous-région, en offrant leurs services aux migrants dont les possibilités d'entrée régulière sont parfois limitées. L'absence d'un système de protection internationale pleinement opérationnel dans la sous-région signifie également que les personnes exploitées par les passeurs peuvent avoir besoin de protection ou avoir différentes raisons de chercher à se déplacer de manière irrégulière¹¹¹. La traite des personnes est également une réalité omniprésente en Asie du Sud-Est, de nombreux migrants étant exposés à de multiples violations des droits de

l'homme¹¹². L'Asie du Sud-Est reste la source du plus grand nombre de victimes de la traite en Asie¹¹³. Pour certains travailleurs migrants, des facteurs tels que «le sexe, l'appartenance ethnique, l'âge et la situation géographique» les rendent particulièrement vulnérables à la traite, au travail forcé et à d'autres formes d'exploitation¹¹⁴. Au niveau mondial, les migrants de sexe féminin forment la majeure partie des victimes de la traite aux fins d'exploitation sexuelle (près des deux tiers), dont environ 27 % de filles¹¹⁵. Les hommes représentent environ 10 % des victimes de l'exploitation sexuelle dans le monde, la plupart d'entre eux ayant été signalés en Asie du Sud-Est¹¹⁶. Plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, dont le Brunéi Darussalam, le Cambodge, le Viet Nam et le Myanmar, sont classés au niveau 3 dans le rapport sur la traite des personnes 2022 du Département d'État des États-Unis, ce qui signifie que leurs gouvernements «ne respectent pas pleinement les normes minimales de la loi de 2000 sur la protection des victimes de la traite et ne font pas d'efforts significatifs pour y parvenir»¹¹⁷.

De nombreux migrants vulnérables de la sous-région, en particulier les Rohingyas, entreprennent de plus en plus des voyages risqués en quête de protection et pour fuir les conditions de vie dégradées dans les camps. On estime que 3 500 Rohingyas se sont embarqués pour des traversées en mer en 2022, à la fois dans le golfe du Bengale et dans la mer d'Andaman, un chiffre nettement en hausse par rapport à l'année précédente, où ils avaient été moins de 1 000 à le faire¹¹⁸. Certaines de ces traversées ont été meurtrières et en décembre 2022, par exemple, un bateau ayant près de 200 Rohingyas à son bord aurait coulé¹¹⁹. Avec près de 350 morts ou disparus en mer, 2022 aura été l'une des années les plus meurtrières depuis 2014¹²⁰. Un grand nombre de personnes à bord de ces bateaux étaient des femmes et des enfants¹²¹. Nombre de Rohingyas, dont ceux qui vivent au Bangladesh – lequel accueille la plus grande population de Rohingyas déplacés – aspirent à partir pour toutes sortes de raisons, notamment la dégradation des conditions de vie dans le camp surpeuplé de Kutupalong (le plus grand camp de réfugiés au monde), le manque d'opportunités d'emploi et l'augmentation de la criminalité et de la violence¹²². Depuis plusieurs décennies, les Rohingyas subissent des persécutions, des violences et des discriminations. Celles-ci ont culminé en 2017, année qui a vu un nombre record de Birmans de cette communauté fuir vers le Bangladesh (plus de 700 000) en raison des violences qui leur étaient systématiquement infligées dans la province de Rakhine au Myanmar¹²³. À l'heure où nous écrivons ces lignes, il est prévu de renvoyer certains Rohingyas du Bangladesh vers le Myanmar dans le cadre d'un projet pilote entre les deux gouvernements¹²⁴. Il ressort cependant de plusieurs rapports que de nombreux Rohingyas ne veulent pas retourner dans l'État de Rakhine dans les conditions actuelles, qu'ils jugent dangereuses et indignes¹²⁵ ; les agences des Nations Unies et certaines organisations non gouvernementales se sont également inquiétées du fait que les conditions régnant dans l'État de Rakhine restaient peu propices à un retour durable des réfugiés rohingya¹²⁶.

Asie du Sud

La sous-région a connu des catastrophes dévastatrices ces dernières années, dont certaines étaient liées au changement climatique. L'Asie du Sud est extrêmement vulnérable aux chocs climatiques et a connu ces dernières années des événements météorologiques extrêmes tels que des vagues de chaleur et des inondations. Les longues saisons de mousson, une chaleur plus intense et des sécheresses accrues devraient devenir la « nouvelle norme » dans la sous-région à mesure que les températures continueront d'augmenter¹²⁷. En 2022, des pays comme l'Inde et le Pakistan ont connu des vagues de chaleur record et, la même année, les inondations de la mousson ont laissé derrière elles une marée de destructions, en particulier au Pakistan. Dans ce pays, les inondations de 2022 – parmi les plus meurtrières de l'histoire du pays – ont fait près de 1 700 morts et plus de 8 millions de déplacés¹²⁸. D'autres pays, comme le Bangladesh – en raison de sa situation géographique et de sa topographie de basse altitude – ont également subi le poids des phénomènes météorologiques extrêmes, avec des milliers de personnes déplacées chaque année du fait des catastrophes. Les inondations record qui ont frappé le Bangladesh en 2022 – parmi les pires depuis 100 ans – ont fait des dizaines de morts¹²⁹. Pour la seule année 2022, les catastrophes ont causé plus de 1,5 million de déplacements au Bangladesh¹³⁰.

Avec un très grand nombre de travailleurs migrants originaires de la sous-région, l'Asie du Sud reçoit certains des plus importants flux de transferts de fonds au niveau mondial. Trois pays d'Asie du Sud se classent parmi les 10 premiers bénéficiaires des envois de fonds internationaux dans le monde, ce qui souligne l'importance de la migration de main-d'œuvre en provenance de la sous-région. Avec un montant estimé à plus de 111 milliards de dollars É.-U. en 2022, l'Inde est de loin le plus grand bénéficiaire d'envois de fonds internationaux au monde et le premier pays à avoir jamais atteint ce chiffre¹³¹. Elle est également le pays d'origine du plus grand nombre de migrants internationaux au monde (près de 18 millions), avec d'importantes diasporas vivant dans des pays tels que les Émirats arabes unis, les États-Unis et l'Arabie saoudite¹³². Le Pakistan et le Bangladesh, qui étaient les sixième et huitième principaux bénéficiaires de transferts de fonds internationaux en 2022 (près de 30 milliards et environ 21,5 milliards, respectivement), ont également une part importante de leur population vivant à l'étranger pour le travail, en particulier dans les États du CCG¹³³. Les transferts de fonds internationaux sont également importants pour des pays comme le Népal, où ils représentent près de 23 % du PIB national¹³⁴. Alors que les transferts de fonds restent une bouée de sauvetage pour de nombreuses personnes dans la sous-région, les travailleurs migrants de ces pays restent confrontés à une multitude de risques, notamment l'exploitation financière, l'endettement financier excessif dû aux coûts de la migration, la xénophobie et la maltraitance sur le lieu de travail¹³⁵.

Des années d'instabilité politique et de conflit en Asie du Sud ont entraîné d'importants déplacements de population, les pays de la sous-région étant à la fois l'origine et la destination d'un des plus grands nombres de personnes déplacées au monde. Des millions d'Afghans sont déplacés à l'intérieur du pays ou ont fui leur pays au fil des ans. Plus de 4 millions d'Afghans étaient des déplacés internes à la fin de l'année 2022¹³⁶. La plupart des réfugiés du pays sont accueillis dans les pays voisins, en particulier au Pakistan et en République islamique d'Iran. Fin 2022, le Pakistan accueillait le quatrième plus grand nombre de réfugiés au monde (plus de 1,7 million), la plupart d'entre eux étant des Afghans¹³⁷. À la fin de la même année, la République islamique d'Iran accueillait plus de 3,4 millions de réfugiés, la grande majorité venant également d'Afghanistan¹³⁸. L'Afghanistan est actuellement confronté à l'une des plus graves crises humanitaires au monde, 95 % des Afghans n'étant pas en mesure de se procurer suffisamment de nourriture¹³⁹. De nombreux habitants fuient également par crainte du maintien à long terme du régime taliban, redoutant notamment les restrictions imposées aux femmes et aux jeunes filles, telles que l'interdiction pour les filles de fréquenter l'école secondaire et pour les femmes de travailler¹⁴⁰. Malgré la persistance de ces risques, le Pakistan a annoncé en octobre 2023 que les Afghans sans papiers devaient quitter le pays avant le 1^{er} novembre 2023, sous peine d'être expulsés¹⁴¹. Cette annonce a incité l'OIM et le HCR à publier une déclaration appelant le Pakistan à « continuer à protéger tous les Afghans vulnérables qui ont cherché la sécurité dans le pays et qui pourraient courir un risque imminent s'ils étaient forcés de rentrer »¹⁴². Fin octobre 2023, plus de 100 000 Afghans avaient quitté le pays, la plupart d'entre eux citant la crainte d'être arrêtés comme raison de leur départ du Pakistan¹⁴³. Un autre pays de la sous-région, le Bangladesh, accueille lui aussi un grand nombre de réfugiés. Fin 2021, le Bangladesh figurait parmi les 10 premiers pays d'accueil de réfugiés dans le monde, la plupart d'entre eux étant des Rohingyas ayant fui le Myanmar¹⁴⁴.

Asie de l'Est

Alors que les populations d'Asie de l'Est continuent de décliner et connaissent d'importantes pénuries de main-d'œuvre, certains pays se tournent de plus en plus vers les travailleurs migrants. La crise démographique de la République de Corée s'est aggravée en 2022, son taux de natalité étant tombé à son niveau le plus bas depuis le début des relevés¹⁴⁵. Avec une moyenne de 0,78 enfant par femme, il s'agit également du taux de natalité le plus bas au monde¹⁴⁶. Le Japon a également connu un déclin de sa population au cours des dernières décennies, les naissances tombant à moins de 800 000 en 2022 – également le niveau le plus bas jamais enregistré¹⁴⁷.

Ce pays est en outre confronté au vieillissement de sa population et à la diminution de sa main-d'œuvre. Pour la première fois depuis 1961, la population de la Chine a reculé en 2022, tandis que son taux de natalité a également continué à baisser¹⁴⁸. Ces changements démographiques, y compris le déclin rapide des populations en âge de travailler, en particulier en République de Corée et au Japon, ont suscité l'inquiétude des décideurs politiques, les incitant à adopter une série de mesures pour renforcer leur main-d'œuvre – dont celle de recourir davantage à l'immigration¹⁴⁹. Par souci de combler les lacunes dans des secteurs clés tels que l'agriculture, la République de Corée a annoncé vers la fin de l'année 2022 qu'elle prévoyait de faire venir environ 110 000 travailleurs migrants en 2023¹⁵⁰. Le Japon continue également à autoriser lentement l'entrée de travailleurs étrangers dans des secteurs clés, notamment par le biais d'un programme qu'il a récemment annoncé, ciblant certains types de travailleurs qualifiés, lequel implique notamment des mémorandums de coopération avec 14 pays asiatiques¹⁵¹.

Certaines parties de l'Asie de l'Est sont des points critiques quant au risque de catastrophes (inondations, tsunamis et tremblements de terre), et la sous-région a connu de ce fait certains des déplacements de population les plus importants au cours de la dernière décennie. En 2022, la Chine a enregistré 3,6 millions de déplacements dus à des catastrophes internes, soit le deuxième chiffre le plus élevé au niveau mondial¹⁵². Quant au Japon, comme son territoire s'étend sur trois plaques tectoniques, il est fréquemment exposé aux éruptions volcaniques, aux tremblements de terre, aux tsunamis et aux typhons, entre autres catastrophes. Le Japon a enregistré 51 000 déplacements dus à des catastrophes en 2022, un chiffre en hausse par rapport à celui de 14 000 enregistré en 2021¹⁵³. Pour certains observateurs, les catastrophes récurrentes du pays ont été exacerbées par les changements qu'ont subi le climat et l'environnement¹⁵⁴. La gestion bien rodée des risques de catastrophe au Japon a toutefois permis de réduire efficacement l'ampleur des déplacements déclenchés par les catastrophes¹⁵⁵.

L'Asie de l'Est compte l'une des plus grandes diasporas au monde et continue de recevoir d'importants envois de fonds. Avec plus de 10 millions d'émigrants, la Chine reste l'un des plus grands destinataires d'envois de fonds internationaux au monde¹⁵⁶. Les envois de fonds vers le pays ont toutefois diminué au cours des deux dernières années. Le Mexique a dépassé la Chine en tant que deuxième plus grand destinataire d'envois de fonds internationaux au monde (après l'Inde) en 2021, et cela s'est poursuivi en 2022, la Chine ayant reçu selon les estimations 51 milliards de dollars, derrière les plus de 61 milliards de dollars du Mexique¹⁵⁷. La contraction des envois de fonds vers la Chine a été attribuée à de multiples facteurs, notamment les changements démographiques qui ont entraîné une diminution de la population en âge de travailler et la politique zéro COVID du pays, qui a empêché les gens de voyager à l'étranger pour travailler¹⁵⁸.

La pandémie de COVID-19 a eu un impact majeur sur le nombre d'étudiants internationaux en provenance et à destination de l'Asie de l'Est, même si plusieurs pays de la sous-région restent déterminés à devenir des destinations clés pour les étudiants internationaux. Même si la Chine continue d'être le pays d'origine du plus grand nombre d'étudiants internationaux au monde, les chiffres de cette émigration ont chuté depuis la crise de la COVID-19¹⁵⁹. En 2020-2021, par exemple, les inscriptions d'étudiants chinois aux États-Unis ont diminué de 15 % (la première baisse en une décennie), tandis que les inscriptions au Royaume-Uni ont chuté de 5 %¹⁶⁰. Cependant, depuis la réouverture du pays, il semble y avoir un regain d'intérêt pour les études à l'étranger, et les étudiants chinois se concentreraient apparemment sur le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada¹⁶¹. La Chine est également une destination importante pour les étudiants étrangers, en particulier ceux de la République de Corée, de la Thaïlande, du Pakistan et de l'Inde¹⁶². Le Japon et la République de Corée restent également attachés à attirer chez eux les étudiants étrangers, et en plus grand nombre¹⁶³. Dans une récente proposition gouvernementale, le Japon a annoncé son objectif d'attirer 400 000 étudiants étrangers d'ici 2033, tout en envoyant 500 000 étudiants japonais étudier à l'étranger¹⁶⁴.

Moyen-Orient

Le Moyen-Orient reste l'une des principales régions d'origine des réfugiés et des demandeurs d'asile, tout en accueillant certaines des plus importantes populations de déplacés internes dans le monde.

Fin 2022, la Türkiye accueillait près de 3,6 millions de réfugiés, un chiffre qu'aucun autre pays dans le monde n'a atteint¹⁶⁵. D'autres pays de la sous-région, comme le Liban et la Jordanie, accueillent également un grand nombre de réfugiés par rapport à leur population. Fin 2022, une personne sur sept et une personne sur seize résidant respectivement au Liban et en Jordanie étaient des réfugiés ou d'autres personnes en quête de protection internationale¹⁶⁶. En outre, le Moyen-Orient continue d'être le point de départ de millions de personnes en quête de protection. En 2002, la République arabe syrienne était ainsi à l'origine d'environ 6,5 millions de réfugiés¹⁶⁷. Bien que le nombre de réfugiés syriens ait diminué au cours des six premiers mois de 2022, pour la première fois depuis 2011, près d'un réfugié sur cinq dans le monde est syrien¹⁶⁸. Malgré cette diminution, on observe une augmentation de la xénophobie et des attaques racistes à l'encontre des réfugiés syriens, y compris dans des pays tels que la Türkiye et le Liban¹⁶⁹. Une montée du sentiment anti-immigrant, dans le climat de crise économique croissante qu'ont connu récemment la Türkiye et le Liban, s'est ainsi traduite par des agressions racistes à l'encontre des migrants syriens¹⁷⁰. La désinformation sur les migrants, encouragée par la rhétorique incendiaire des partis nationalistes d'extrême droite, a joué un rôle important dans les récentes attaques¹⁷¹. Entre-temps, en février 2023, le sud-est de la Türkiye et le nord de la République arabe syrienne ont subi deux puissants tremblements de terre, qui ont fait plus de 50 000 morts¹⁷². En mars de la même année, on estimait que 2,7 millions de personnes avaient été déplacées en Türkiye et que de nombreuses personnes s'étaient retrouvées sans abri en République arabe syrienne¹⁷³. Le tremblement de terre est l'une des plus grandes catastrophes à avoir touché la région ces derniers temps; dans le nord-est de la République arabe syrienne, qui était déjà confrontée à une crise humanitaire aiguë en raison d'années de conflit, le tremblement de terre a exacerbé une situation qui était déjà désastreuse pour de nombreuses personnes¹⁷⁴.

Les conflits récents et prolongés et la violence sont les principaux facteurs de déplacement dans la sous-région.

Dans le territoire palestinien occupé, les hostilités ont entraîné d'importants déplacements et une crise humanitaire aiguë. En réponse aux groupes armés de Gaza qui ont tué ou blessé des milliers d'Israéliens (et pris de nombreux otages) lors des attaques du 7 octobre 2023, Israël a déclaré un « état de guerre », ce qui a entraîné le bombardement intensif de Gaza¹⁷⁵. Fin octobre 2023, plus d'un million de personnes à Gaza étaient déplacées à l'intérieur des frontières tandis que des milliers d'autres avaient perdu la vie à la suite du conflit¹⁷⁶. Entre-temps, la guerre au Yémen, qui en est à sa neuvième année, n'a pas cessé, entraînant l'une des plus grandes crises humanitaires au monde. On estime que les deux tiers de la population dépendent de l'aide humanitaire, dont 4,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur des frontières¹⁷⁷. Malgré la crise humanitaire qu'il traverse, le Yémen reste un point de transit essentiel, en particulier pour les migrants de la Corne de l'Afrique qui se rendent dans les pays voisins du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et Oman. La plupart de ces migrants – qui fuient souvent la pauvreté, la persécution, l'insécurité et les conflits, entre autres – sont originaires d'Éthiopie. Les migrants passent par Djibouti et la Somalie avant de rejoindre le Yémen par la mer et l'Arabie saoudite par la terre¹⁷⁸. Un grand nombre de ces migrants s'exposent ainsi à des risques extrêmes, à la fois sur leur route et à leur arrivée au Yémen; ils sont notamment en butte aux violences et à l'exploitation et sont plongés dans des conditions de vie d'un dénuement extrême¹⁷⁹. La majorité des décès survenus le long des routes terrestres au Moyen-Orient en 2022 ont eu lieu au Yémen, près de 800 personnes (principalement des Éthiopiens) ayant perdu la vie sur la route entre le Yémen et l'Arabie saoudite¹⁸⁰. Il y a également eu des migrations irrégulières dans la direction opposée, avec des Yéménites qui, ces dernières années, ont fui la guerre vers des pays tels que Djibouti et des retours spontanés de migrants du Yémen vers la Corne de l'Afrique¹⁸¹. Certains migrants qui parviennent à atteindre des destinations telles que l'Arabie Saoudite ou Oman se retrouvent renvoyés de force au Yémen. Entre janvier et avril 2023, plus

de 300 migrants (pour la plupart des Éthiopiens) ont été expulsés d'Oman vers le Yémen¹⁸². La République arabe syrienne comptait en 2022 plus de 6,8 millions de personnes déplacées par les conflits et la violence¹⁸³. La crise qui dure depuis 12 ans a fait des ravages et, en mai 2023, plus de 15 millions de Syriens étaient dépendants de l'aide humanitaire¹⁸⁴. D'autres pays de la région, comme l'Iraq, ont également continué à connaître des flambées de violence, tandis que les violences intercommunautaires ont entraîné le déplacement de nombreuses personnes au Liban¹⁸⁵. D'autre part, avec la détérioration de la situation économique au Liban, un nombre croissant de Libanais quittent le pays et s'embarquent pour des voyages risqués en mer. Sur les quelque 380 décès enregistrés sur la route de la Méditerranée orientale en 2022, plus de 170 étaient la conséquence de naufrages survenus après le départ du Liban¹⁸⁶.

Les États du Golfe restent des destinations importantes pour les travailleurs migrants du monde entier, et la Coupe du monde de football de 2022 a encore souligné l'importance de la main-d'œuvre immigrée pour la sous-région, tout en mettant en évidence les violations des droits de l'homme qui entachent le monde du travail. Les migrants continuent de former une part importante de la population totale dans de nombreux États du CCG. Aux Émirats arabes unis, au Koweït et au Qatar, les migrants représentaient respectivement 88 %, près de 73 % et 77 % de la population nationale. La plupart des migrants – dont beaucoup viennent de pays comme l'Inde, l'Égypte, le Bangladesh, l'Éthiopie et le Kenya – travaillent dans des secteurs tels que la construction, l'hôtellerie, la sécurité, les travaux domestiques et le commerce de détail. Plusieurs pays du Golfe figurent parmi les principales sources de transferts de fonds au niveau mondial. L'Arabie saoudite, le Koweït et le Qatar, par exemple, ont enregistré des sorties de fonds d'environ 39 milliards de dollars, d'environ 18 milliards de dollars et de plus de 12 milliards de dollars É.-U. respectivement, ce qui les place sur ce plan parmi les 20 premiers pays du monde¹⁸⁷. La migration de main-d'œuvre vers le Golfe est fortement différenciée selon le sexe et, en 2019, seuls 4 % environ des travailleuses migrantes du monde entier vivaient dans les États arabes, contre 20 % environ des travailleurs migrants de sexe masculin¹⁸⁸.

Asie centrale

L'Asie centrale continue de recevoir d'importants transferts de fonds internationaux, en dépit d'événements récents tels que l'invasion massive de l'Ukraine par la Fédération de Russie. Plusieurs pays d'Asie centrale sont fortement tributaires des envois de fonds en provenance de la Fédération de Russie, compte tenu des liens historiques entre les pays et du grand nombre de travailleurs originaires de pays tels que le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, qui travaillent en Fédération de Russie, souvent dans des secteurs peu rémunérateurs qui n'exigent pas un niveau d'éducation élevé¹⁸⁹. La Fédération de Russie est une source importante de transferts de fonds pour ces pays depuis des décennies, représentant plus de la moitié des flux vers des pays tels que le Tadjikistan et l'Ouzbékistan¹⁹⁰. Les transferts de fonds internationaux vers l'Asie centrale, défiant les projections liées à la contraction anticipée de l'économie russe¹⁹¹, restent robustes, et les flux vers des pays tels que l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ont atteint des niveaux record en 2022. On estime que l'Ouzbékistan a reçu plus de 16,7 milliards de dollars É.-U. en envois de fonds internationaux en 2022, tandis que ces envois ont représenté plus de 51 % et 31 % du PIB du Tadjikistan et du Kirghizistan, respectivement, au cours de la même année¹⁹².

L'invasion massive de l'Ukraine par la Fédération de Russie et la conscription militaire qui en a découlé en 2022 ont entraîné un afflux historique de Russes en Asie centrale. Afin d'éviter la conscription, des centaines de milliers d'hommes russes ont fui le pays, dont beaucoup vers des États d'Asie centrale tels que le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Après l'annonce de la mobilisation partielle en septembre 2022, plus de 200 000 d'entre eux sont entrés au Kazakhstan en l'espace de quelques jours¹⁹³. La proximité du Kazakhstan, l'absence d'obligation de visa pour les Russes, l'importante minorité ethnique russe et le fait que le russe soit largement parlé en font une destination idéale pour ceux qui fuient la Fédération de Russie¹⁹⁴. Parmi les autres destinations clés pour les Russes craignant la conscription, on peut citer l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, entre autres. En 2023, cependant, le Kazakhstan a révisé ses règles d'entrée, rendant plus difficiles l'entrée et le séjour dans le pays, une mesure qui aurait été prise en réponse à l'afflux de Russes dans le pays depuis septembre 2022¹⁹⁵.

Si la Fédération de Russie reste la principale destination des travailleurs migrants d'Asie centrale, les schémas de mobilité semblent évoluer, un nombre croissant de migrants de la sous-région se rendant dans l'Union européenne et en Asie. Entre 2016 et 2019, le nombre de citoyens d'Asie centrale ayant obtenu un permis d'étudier, de travailler ou de vivre dans l'Union européenne a augmenté de 14 %, tandis que les migrants originaires de pays tels que l'Ouzbékistan et le Kazakhstan qui se sont rendus en République de Corée ont augmenté de 92 %, passant de près de 10 800 à près de 20 700¹⁹⁶. De plus en plus de ressortissants d'Asie centrale s'installent en outre dans d'autres régions d'Asie, comme la Türkiye¹⁹⁷. Avec l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie et le ralentissement possible de son économie en raison des sanctions économiques, certains prédisent que la tendance qui se dessine d'un accroissement des flux d'émigration des ressortissants de cette sous-région à destination de pays autres que la Fédération de Russie ne peut que s'accélérer. L'Ouzbékistan, qui tente déjà d'intéresser ses travailleurs migrants à d'autres pays de destination et a signé en 2022 un accord de migration de main-d'œuvre avec Israël, a ouvert des négociations en 2023 avec des pays tels que l'Arabie saoudite et le Royaume-Uni¹⁹⁸.

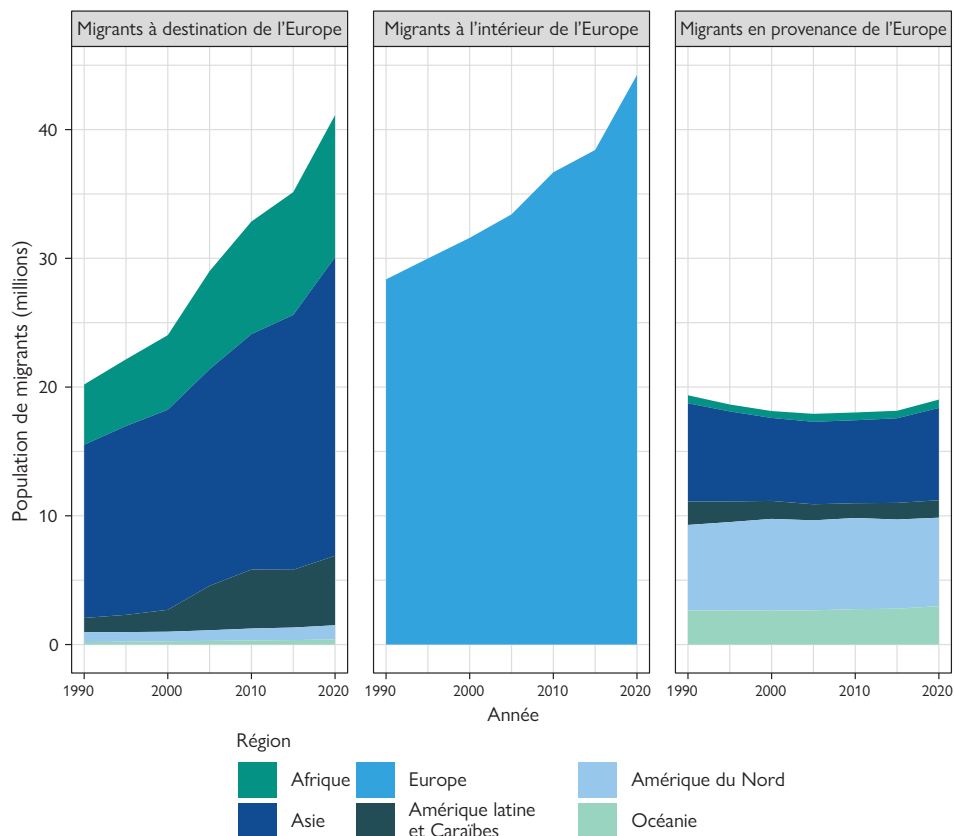
Dans toute l'Asie centrale, le changement climatique continue de menacer la vie des habitants et leurs moyens de subsistance et, dans certains cas, a été lié à l'escalade des tensions et des conflits ainsi qu'aux déplacements de population dans la sous-région. Au cours des dernières décennies, l'Asie centrale s'est réchauffée plus rapidement que la moyenne mondiale. Les climats de type désertique se sont également propagés dans certaines parties de la sous-région¹⁹⁹. En outre, on a constaté une diminution de la surface des glaciers en Asie centrale depuis plusieurs décennies et la fonte des manteaux neigeux est partiellement responsable de catastrophes telles que certaines des récentes inondations et glissements de terrain²⁰⁰. Les ruptures et les effondrements de barrages ont également contribué de manière significative aux inondations et aux déplacements de population qui en ont résulté dans la sous-région. En outre, les sécheresses se sont aggravées ces dernières années, entraînant des pénuries d'eau, y compris pour l'irrigation par exemple²⁰¹. Les problèmes de gestion de l'eau aux frontières – en particulier entre le Kirghizistan et le Tadjikistan – ont de plus en plus attisé les tensions et conduit à des affrontements violents²⁰². On a également signalé des affrontements violents entre agriculteurs dans les régions de Namangan et de Surkhandarya, en Ouzbékistan, à propos des ressources en eau²⁰³. Mis à part le changement climatique, la sous-région a également été témoin de déplacements liés aux conflits. En 2022, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont connu une crise majeure lorsque les tensions se sont aggravées et ont abouti à des affrontements armés le long de la frontière contestée entre les deux pays²⁰⁴. Les violences ont causé des dizaines de morts et la destruction de marchés, d'écoles et d'autres structures civiles²⁰⁵. Les affrontements ont également déclenché 166 000 déplacements du côté kirghize, soit plus du triple qu'en 2021²⁰⁶. On estime que 137 000 personnes au Kirghizistan ont également été évacuées de la région méridionale de Batken²⁰⁷.

Europe²⁰⁸

Les dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux (2020)²⁰⁹ montrent que près de 87 millions de migrants internationaux vivaient en Europe, contre 75 millions en 2015, une hausse de près de 16 %. Un peu plus de la moitié d'entre eux (44 millions) sont nés en Europe, mais vivent ailleurs dans la région; ils n'étaient encore que 38 millions en 2015. En 2020, la population de migrants non européens en Europe a atteint plus de 40 millions de personnes

En 1990, le nombre d'Européens vivant hors d'Europe était à peu près égal à celui des non-Européens vivant en Europe. Toutefois, contrairement à l'accroissement des flux migratoires à destination de l'Europe, le nombre d'Européens vivant hors d'Europe a globalement diminué au cours des 30 dernières années, et n'a retrouvé son niveau de 1990 que ces dernières années. En 2020, environ 19 millions d'Européens résidaient en dehors du continent, principalement en Asie et en Amérique du Nord (voir figure 9). Comme le montre la figure ci-dessous, le nombre de migrants européens en Asie et en Océanie a également augmenté progressivement entre 2010 et 2020.

Figure 9. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Europe 1990-2020

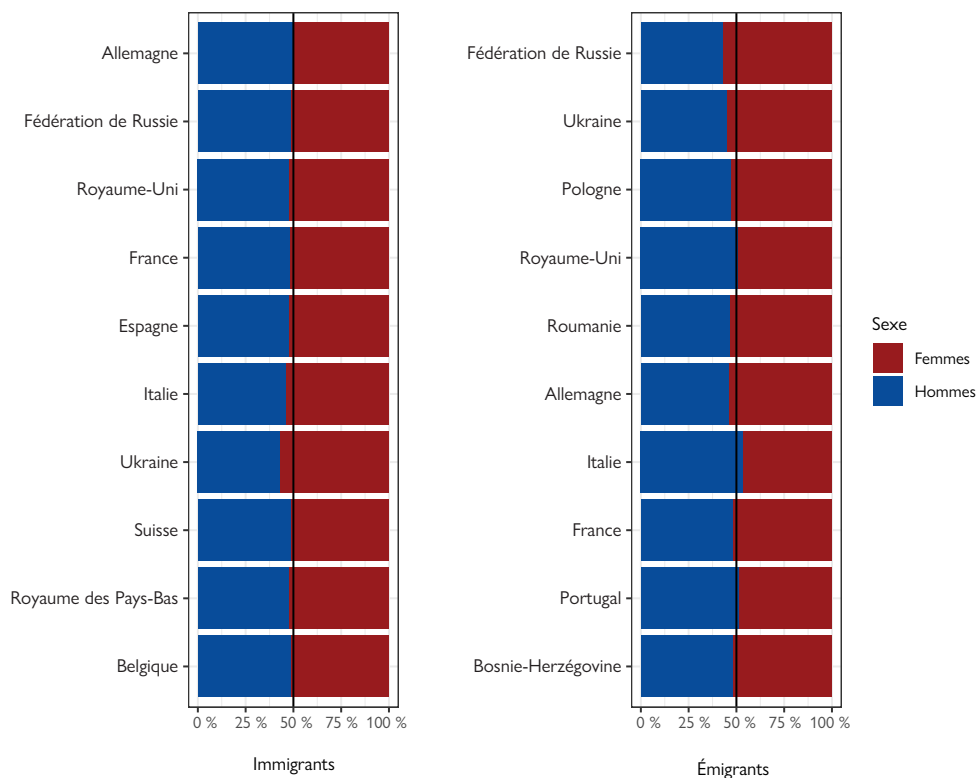


Source : DESA, 2021.

Notes : Les chiffres présentés correspondent aux dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux au moment de la rédaction. Les « migrants à destination de l'Europe » s'entendent des migrants résidant en Europe qui sont nés dans une autre région (Afrique ou Asie par exemple). Les « migrants à l'intérieur de l'Europe » sont des migrants nés dans en Europe qui résident hors de leur pays de naissance, mais dans la région. Les « migrants en provenance de l'Europe » sont des personnes nées en Europe qui résident hors de la région (par exemple en Amérique latine et aux Caraïbes ou en Amérique du Nord).

En Europe, la répartition des migrants des deux sexes est à peu près égale dans les 10 premiers pays de destination et d'origine. Contrairement à l'Afrique et à l'Asie, où la plupart des pays ont une proportion d'hommes migrants légèrement supérieure à celle des femmes, l'Europe compte davantage de pays ayant une proportion de migrants de sexe féminin légèrement supérieure à celle des migrants de sexe masculin (à la fois dans les principaux pays de destination et d'origine). Parmi les pays de destination, l'Ukraine présente une proportion de femmes immigrées nettement supérieure à celle des hommes par rapport aux autres pays européens. La Fédération de Russie et l'Ukraine ont également la plus forte proportion d'émigrantes parmi les pays d'origine où la proportion d'émigrantes est supérieure à celle des hommes. L'Italie et le Portugal sont les deux seuls pays d'origine où la proportion de migrants de sexe masculin est plus importante que celle des migrants de sexe féminin.

Figure 10. Dix premiers pays de destination (à gauche) et d'origine (à droite) en Europe, selon le sexe



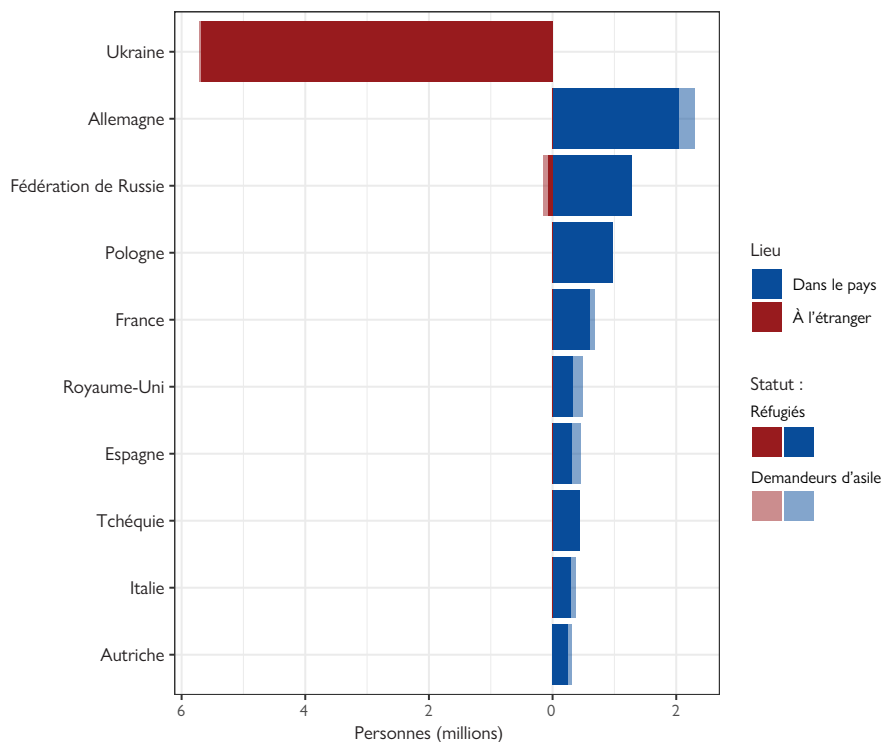
Source : DESA, 2021.

Note : Les proportions s'entendent de la part de femmes ou d'hommes dans le nombre total d'immigrants dans les pays de destination (à gauche) ou d'émigrants au départ des pays d'origine (à droite).

L'invasion massive de l'Ukraine par la Fédération de Russie en février 2022 a entraîné l'un des déplacements les plus importants et les plus rapides en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Des millions d'Ukrainiens ont été déplacés vers les pays voisins et, à la fin de 2022, l'Ukraine était à l'origine de près de 5,7 millions de réfugiés, soit la deuxième source la plus importante au monde après la République arabe syrienne (figure 11). Près de 2,6 millions d'Ukrainiens ont été accueillis dans des pays voisins tels que la Pologne, la République de Moldova et la République tchèque, et 3 millions d'autres dans d'autres pays européens ou plus éloignés. L'Allemagne accueille le

plus grand nombre de réfugiés en Europe (environ 2 millions), soit 7 % de l'ensemble des réfugiés dans le monde. La plupart des réfugiés présents en Allemagne à la fin de l'année 2022 provenaient d'Ukraine et de la République arabe syrienne. La Fédération de Russie, la Pologne et la France accueillent les deuxième, troisième et quatrième plus grandes populations de réfugiés dans la région.

Figure 11. Dix premiers pays d'Europe classés selon le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile, 2022

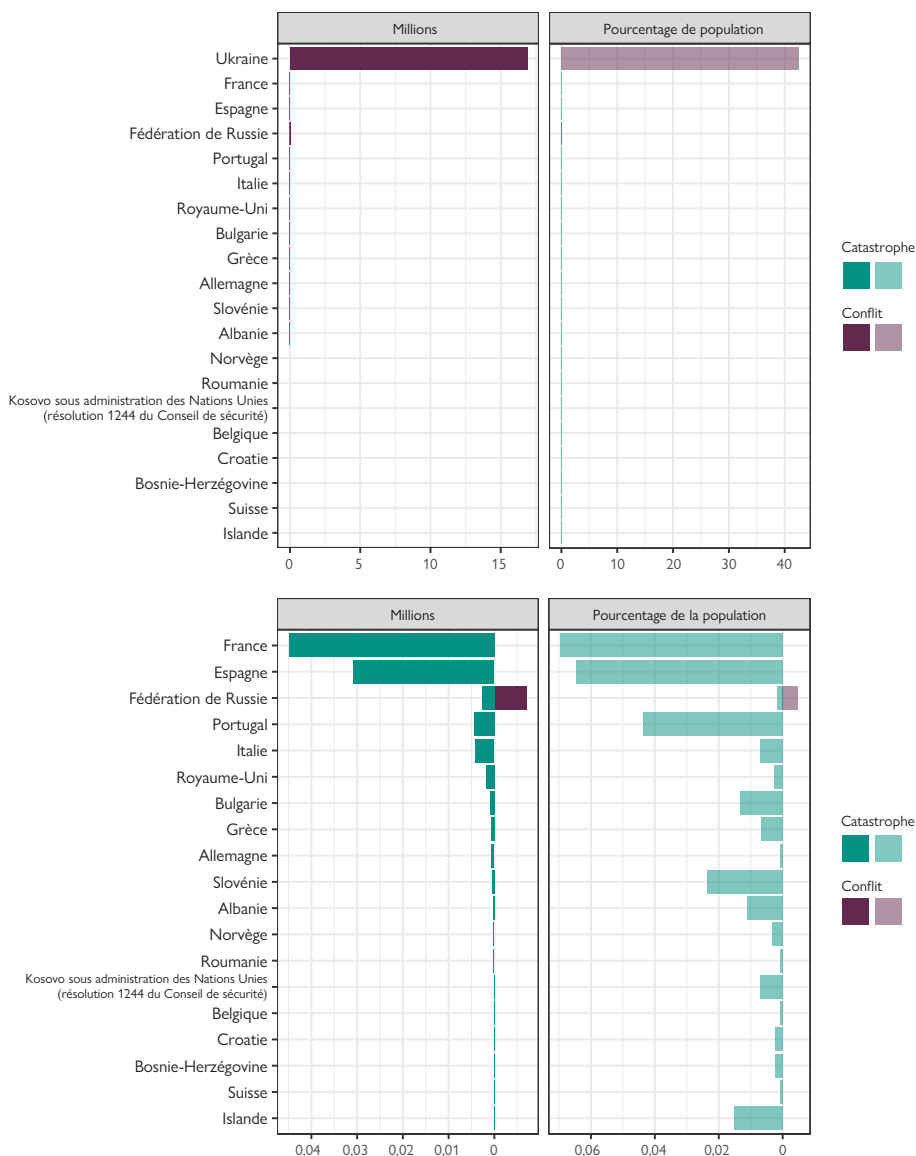


Source : HCR, s.d.

Note : La catégorie «dans le pays» comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure); la catégorie «à l'étranger» comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine. Ce classement est établi à partir de données pour 2022, en combinant les populations de réfugiés et de demandeurs d'asile qui se trouvent dans ces pays ou en sont originaires.

En 2022, l'Ukraine a enregistré le plus grand nombre de déplacements liés à un conflit interne dans le monde, suite à l'invasion massive de la Fédération de Russie. Près de 17 millions de déplacements (environ 40 % de la population du pays) ont été enregistrés en Ukraine à la fin de l'année 2022, le chiffre le plus élevé que le pays ait jamais enregistré (voir figure 12). Le nombre massif de déplacements liés au conflit en Ukraine en 2022 était également le plus élevé au monde. Les plus grands déplacements dus à des catastrophes en Europe ont eu lieu en France (45 000) et en Espagne (31 000); dans ces deux pays, ces déplacements ont été en grande partie déclenchés par des incendies de forêt.

Figure 12. Vingt premiers pays d'Europe sur le plan des nouveaux déplacements internes (catastrophes et conflits), 2022



Source : IDMC, s.d. ; DESA, 2022.

Notes : Le terme «nouveaux déplacements» désigne le nombre de déplacements survenus en 2022, et non la population totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays accumulée au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année.

L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

Principales caractéristiques et tendances en Europe²¹⁰

Europe du Sud-Est et de l'Est

L'invasion massive de l'Ukraine par la Fédération de Russie, qui a débuté en février 2022, a entraîné le plus grand déplacement de population en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Outre les civils qui ont été blessés ou tués depuis le début de la guerre – plus de 8 000 morts et plus de 14 000 blessés au 9 avril 2023 – des millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de l'Ukraine, tandis que d'autres ont été contraintes de fuir le pays en quête de sécurité et de protection²¹¹. En avril 2023, plus de 8 millions de réfugiés d'Ukraine avaient été enregistrés à travers l'Europe, tandis que près de 6 millions de personnes avaient été déplacées à l'intérieur de l'Ukraine à la fin de l'année 2022²¹². La plupart des réfugiés ont fui vers les pays voisins tels que la Pologne, la Tchéquie, la Bulgarie et la Roumanie²¹³. En avril 2023, on comptait plus de 1,5 million de réfugiés ukrainiens en Pologne²¹⁴. La grande majorité des réfugiés ukrainiens sont des femmes et des enfants, car les hommes âgés de 18 à 60 ans sont tenus de rester dans le pays et de se battre. Alors que la guerre se poursuit, la situation en Ukraine reste désastreuse pour beaucoup, notamment pour ceux qui restent sous la menace des combats, tout en devant faire face à des coupures d'eau, d'électricité et de chauffage et à l'interruption de services essentiels, comme les soins médicaux²¹⁵.

En raison principalement de l'absence de perspectives d'emploi décentes et de la recherche d'emplois mieux rémunérés, de nombreuses personnes ont quitté la sous-région, souvent pour aller travailler en Europe occidentale et septentrionale. Des pays comme l'Albanie et la République de Moldova sont parmi les plus durement touchés; on estime par exemple qu'environ 40 % de la main-d'œuvre albanaise travaille à l'étranger²¹⁶, ce qui contribue à la fuite des cerveaux et des compétences et exerce une pression sur les industries et l'économie locale qui perdent constamment des travailleurs dans les secteurs à la fois peu qualifiés et très qualifiés. Les taux élevés de pauvreté, les écarts de salaires entre l'Albanie et les autres pays de la région, la corruption importante et le clientélisme, entre autres facteurs, contribuent à la décision des gens de quitter le pays²¹⁷. Une tendance similaire peut être observée en République de Moldova, puisqu'environ un quart de sa population « économiquement active » travaille en dehors du pays²¹⁸. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Fédération de Russie, qui a entraîné une crise du coût de la vie dans le monde entier, y compris dans les pays de la sous-région, a forcé encore plus de Moldaves à quitter le pays²¹⁹. D'autres pays comme la Bulgarie et la Serbie ne font pas exception et continuent de voir partir de nombreux jeunes²²⁰. Si beaucoup de ceux qui partent sont des travailleurs migrants réguliers qui finissent par travailler en Fédération de Russie ou dans des pays d'Europe occidentale et septentrionale, on constate également une augmentation du nombre de migrants irréguliers en provenance de certains pays de la sous-région. Des milliers de jeunes Albanais, par exemple, se lancent dans un voyage difficile pour tenter d'atteindre l'Europe du Nord, en particulier le Royaume-Uni, beaucoup risquant leur vie en traversant la Manche à bord de petites embarcations ou de canots pneumatiques²²¹.

Alors que de nombreuses régions du monde connaissent une baisse de leur population, les pays de la sous région sont parmi les plus touchés, ce qui suscite des inquiétudes et des discussions sur les politiques d'immigration. En raison de taux de fécondité durablement bas et de taux d'émigration élevés, de nombreux pays doivent faire face à une diminution de leur population, ce qui entraîne des pénuries de main-d'œuvre, y compris dans des secteurs clés, avec des conséquences importantes à court et à long terme pour leur économie. Ces réalités ont également exercé une pression sur les systèmes de retraite de ces pays. Plusieurs des pays concernés, dont la Pologne, la Serbie, l'Ukraine et la Bulgarie, font partie de ceux dont la population devrait diminuer de 20 % ou plus au cours des trois prochaines décennies²²². L'immigration est depuis longtemps un moyen dont se servent les pays – en particulier ceux d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord et d'Australie – pour

réduire les effets économiques et sociaux de la baisse des taux de natalité et du vieillissement de la population. Bien qu'il soit largement reconnu que l'immigration est importante pour lutter contre les effets négatifs du déclin démographique dans plusieurs pays d'Europe du Sud-Est et de l'Est, l'approche a surtout consisté à mettre l'accent sur l'accroissement du taux de natalité (notamment par des incitations financières). L'immigration est souvent considérée avec méfiance et, dans plusieurs pays, elle est même freinée par des politiques d'immigration restrictives et par une rhétorique politique visant à décourager les migrants d'entrer ou de s'installer²²³.

La migration irrégulière en provenance, à destination et à l'intérieur de l'Europe du Sud-Est et de l'Est, y compris par des personnes de l'intérieur et de l'extérieur de la sous-région, reste un défi majeur. En raison, souvent, de l'activité des passeurs, la sous-région est une zone de transit importante et se caractérise par des flux migratoires mixtes, en particulier pour les migrants qui tentent d'atteindre l'Europe occidentale et septentrionale. Quant à la route des Balkans occidentaux, qui alimente les arrivées irrégulières dans l'Union européenne en provenance de cette aire géographique, notamment via des pays comme l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, entre autres pays de la sous-région, elle est responsable d'une augmentation des arrivées depuis 2018²²⁴. La Serbie reste la principale plaque tournante du transit, avec près de 121 000 enregistrements en 2022²²⁵. Une fois arrivés dans les Balkans occidentaux, les migrants empruntent le plus souvent les itinéraires qui passent par la Macédoine du Nord et la Serbie, puis par la frontière hongroise pour tenter d'entrer directement dans l'Union européenne²²⁶. Les trois principales nationalités arrivant dans les Balkans sont les Afghans, les Syriens et les Pakistanais²²⁷. La période de transit des migrants passant par les Balkans occidentaux a été plus courte en 2022, nombre d'entre eux ayant passé moins de jours dans chaque pays que les années précédentes²²⁸. D'autres pays non balkaniques de la sous-région, comme le Bélarus, ont également été ces dernières années des zones de transit pour les migrants tentant d'atteindre l'Union européenne, certains observateurs soulignant l'utilisation des migrants en situation irrégulière comme arme politique et moyen de pression (ce que l'on appelle l'«instrumentalisation» des migrants)²²⁹.

Europe du Nord, de l'Ouest et du Sud

En mars 2022, à la suite de l'invasion massive de l'Ukraine par la Fédération de Russie et du déplacement consécutif de millions d'Ukrainiens, l'Union européenne a pris la décision sans précédent d'activer une directive de protection temporaire (DPT), accordant aux Ukrainiens fuyant la guerre un statut juridique qui leur permet d'accéder à un large éventail de droits dans les États membres de l'Union européenne. La directive garantit les mêmes droits et services socio-économiques à ceux qui bénéficient d'un statut juridique en vertu de la DPT dans tous les États membres de l'Union européenne, tels que l'accès aux soins médicaux, au logement, au travail, à la libre circulation et à l'éducation²³⁰. Dans certains cas, les Ukrainiens déplacés ont opté pour un État membre où ils pouvaient demander une protection temporaire, sur la base de leurs réseaux existants²³¹. Les Ukrainiens au bénéfice de la DPT peuvent également se rendre en Ukraine s'ils le souhaitent²³². Des inquiétudes ont toutefois été exprimées quant au manque de clarté de la formulation de certains points de la Directive, qui entraîne des complications pour certains Ukrainiens, en particulier lorsqu'il s'agit pour eux de conserver leur statut après de courtes visites en Ukraine et d'accéder à l'assistance disponible²³³.

Plusieurs pays de la région ont adopté ou proposé de nouvelles lois restrictives en matière d'immigration et d'asile, tout en mettant en œuvre une série de mesures largement considérées comme portant atteinte à l'asile et violant le droit international. La loi présentée au Parlement par le Gouvernement britannique en mars 2023, par exemple, qui devait permettre d'expulser les personnes entrées illégalement dans le pays et de les emmener dans un pays tiers (tel que le Rwanda) où leur cas serait examiné, a été largement critiquée par la société civile et les organisations internationales. En réponse, des organisations telles que le HCR ont objecté qu'en

cas d'adoption, une telle loi violerait les engagements pris par le Royaume-Uni en vertu du droit international²³⁴. Le projet de loi sur l'immigration illégale – est-il ainsi expliqué – priverait de protection de nombreuses personnes qui ont véritablement besoin de sécurité et d'asile, contrevenant ainsi à la Convention sur les réfugiés de 1951, dont le Royaume-Uni est signataire²³⁵. L'OIM s'est également inquiétée du fait que certaines parties du projet de loi auraient pour effet d'empêcher les survivants de transferts organisés par des passeurs de dénoncer ces derniers et de recevoir de l'aide, ce qui risquerait d'exacerber la vulnérabilité des victimes, de donner aux trafiquants un plus grand contrôle sur elles et d'aggraver les risques d'exploitation²³⁶. Le Danemark a lui aussi tenté d'appliquer de sérieuses restrictions à l'immigration. Comme le Royaume-Uni, le Danemark a cherché en 2022 à conclure un accord avec le Gouvernement rwandais pour externaliser le traitement des demandes d'asile dans le pays²³⁷. Ces projets ont toutefois été suspendus au début de l'année 2023, avec l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement²³⁸. En Italie, un nouveau décret – promulgué au début de l'année 2023 et établissant un code de conduite ciblant les secours à porter aux navires cherchant à débarquer sur les côtes du pays – a suscité des inquiétudes, notamment de la part du HCDH, lequel a exprimé la crainte que cela n'empêche « la fourniture d'une assistance vitale par les organisations humanitaires de recherche et de sauvetage (SAR) en Méditerranée centrale », ce qui pourrait entraîner un plus grand nombre de décès²³⁹.

La migration irrégulière reste l'un des défis migratoires les plus importants pour les pays de la sous-région et continue d'être caractérisée par des flux migratoires mixtes, souvent avec l'aide de réseaux de passeurs bien établis. L'année civile 2022 a vu le plus grand nombre d'arrivées irrégulières depuis 2016, avec plus de 189 000 arrivées en Europe par voie terrestre et maritime²⁴⁰. Si l'on a vu baisser, dans l'ensemble, le nombre de franchissements irréguliers des frontières au plus fort de la pandémie de COVID-19 en 2020, les arrivées ont de nouveau augmenté en 2021 et une nouvelle fois en 2022²⁴¹. Le plus grand nombre d'arrivées irrégulières en 2022 provenait d'Égypte (près de 21 800), de République arabe syrienne (près de 21 000), de Tunisie (plus de 18 000) et d'Afghanistan (plus de 18 000)²⁴². Les réseaux de passeurs jouent un rôle clé en ce sens qu'ils facilitent les tentatives des migrants pour atteindre l'Europe du Nord, de l'Ouest et du Sud, non sans leur soutirer souvent des sommes importantes, tout en les exposant à une multitude de risques et de mauvais traitements. Ces dernières années, certains États non membres de l'Union européenne ont également été accusés d'encourager, voire de faciliter la migration irrégulière vers la sous-région, en utilisant les migrants comme levier ou comme pions à des fins politiques²⁴³. En réponse, la Commission européenne a présenté une proposition visant à contrer les situations dans lesquelles des acteurs étatiques autorisent l'immigration irrégulière à des fins politiques pour déstabiliser l'Union européenne, et qui permet aux États membres de « déroger à leurs responsabilités en vertu du droit d'asile de l'Union européenne dans les situations d'instrumentalisation de la migration »²⁴⁴. La proposition a été critiquée par les organisations de la société civile, certaines d'entre elles faisant valoir que cela équivalait au démantèlement de l'asile en Europe en permettant aux États membres d'opter pour ou contre le régime d'asile européen commun (RAEC)²⁴⁵.

Ces dernières années, plusieurs pays de la sous-région ont adopté des politiques étrangères féministes, qui peuvent avoir des effets positifs pour les migrants de sexe féminin dans le monde entier. La Suède a été le premier pays au monde à adopter une politique étrangère féministe en 2014, bien que cette politique ait été abandonnée fin 2022 lorsqu'un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir²⁴⁶. Plusieurs autres pays, notamment en Europe du Nord, de l'Ouest et du Sud, ont depuis adopté des politiques similaires. Il s'agit notamment de la France (2019), de l'Allemagne (2021), du Luxembourg (2021) et de l'Espagne (2021)²⁴⁷. Ces politiques couvrent une série de domaines, notamment l'intégration de la dimension du genre dans toutes les instances concernées par la politique étrangère et dans les actions qu'elles déploient, et l'importance accrue accordée à la fourniture des ressources appropriées pour garantir l'égalité entre les sexes dans le cadre du développement et de l'aide humanitaire²⁴⁸. Si ces politiques ont été largement saluées et ont suscité de l'intérêt en tant que moyen d'autonomiser les femmes et les

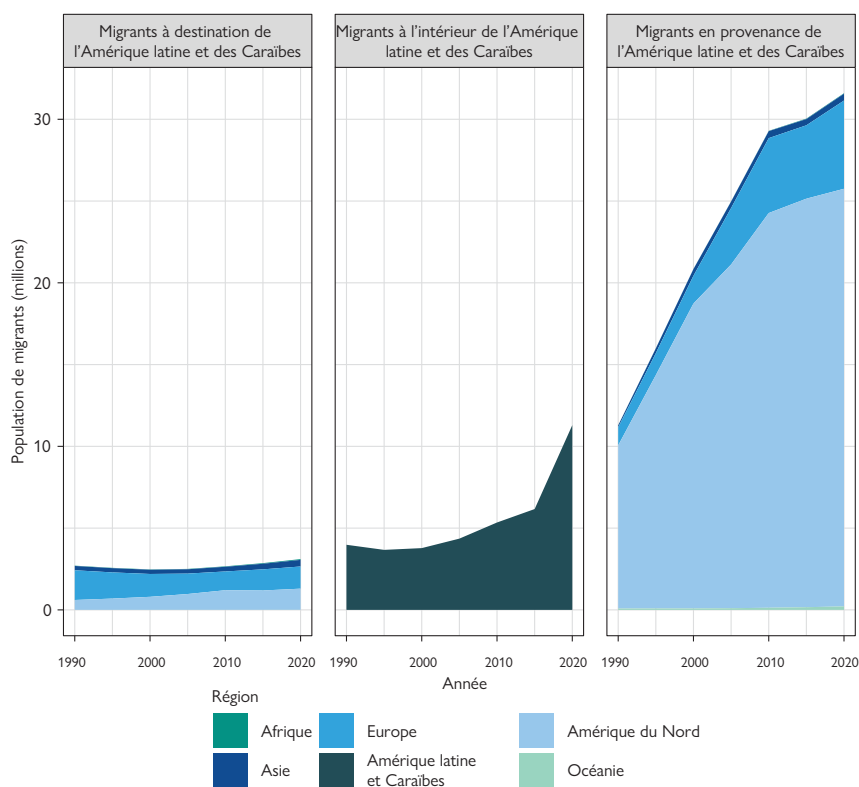
filles dans le monde, certaines ont également été critiquées parce qu'elles ne ciblent pas directement l'immigration ou ne répondent pas aux divers besoins des migrants et aux contextes spécifiques auxquels ils ont voulu échapper, et parce qu'elles accordent peu d'attention à l'immigration en tant que question de politique étrangère²⁴⁹. En dehors de l'Europe, le Canada dispose sans doute de la politique étrangère féministe la plus sophistiquée, à savoir la «Politique d'aide internationale féministe», qui, entre autres engagements, «préconise des approches progressistes en matière de migration et d'aide aux réfugiés»²⁵⁰.

Amérique latine et Caraïbes²⁵¹

La migration vers l'Amérique du Nord est une caractéristique essentielle de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux (2020)²⁵² montrent que plus de 25 millions de migrants ont fait le voyage vers le nord et résident en Amérique du Nord (figure 13). Comme le montre la figure, la population latino-américaine et caribéenne vivant en Amérique du Nord a considérablement augmenté au fil du temps, puisqu'elle était estimée à 10 millions en 1990. Cinq autres millions de migrants originaires de la région se trouvaient en Europe en 2020. Si ce chiffre n'a que légèrement augmenté depuis 2015, le nombre de migrants d'Amérique latine et des Caraïbes vivant en Europe a plus que quadruplé depuis 1990. D'autres régions, comme l'Asie et l'Océanie, ont accueilli un très petit nombre de migrants d'Amérique latine et des Caraïbes en 2020 (plus de 400 000 et 200 000 migrants, respectivement).

Le nombre total de migrants d'autres régions vivant en Amérique latine et dans les Caraïbes est resté relativement stable, soit environ 3 millions sur les 30 dernières années. Il s'agit principalement d'Européens (dont le nombre a légèrement diminué au cours de cette période) et de Nord-Américains, dont le nombre a augmenté. En 2020, le nombre d'Européens et de Nord-Américains vivant en Amérique latine et dans les Caraïbes s'élevait respectivement à environ 1,4 million et 1,3 million. Par ailleurs, environ 11 millions de migrants en Amérique latine et dans les Caraïbes sont originaires d'autres pays de la région.

Figure 13. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Amérique latine et des Caraïbes, 1990-2020

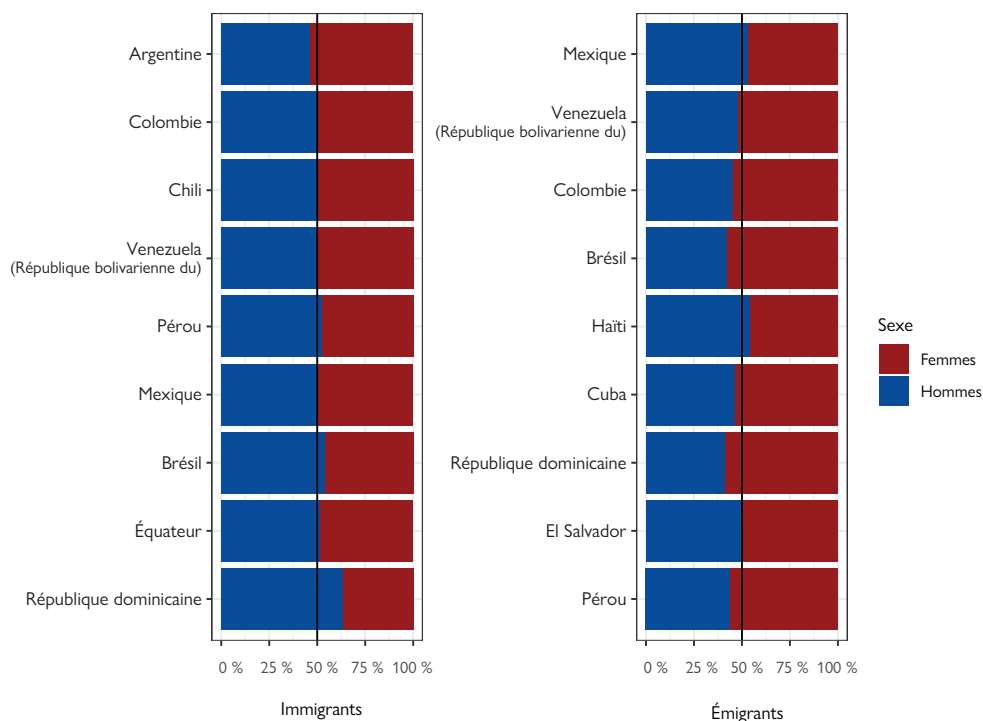


Source : DESA, 2021.

Notes : Les chiffres présentés correspondent aux dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux au moment de la rédaction. Les « migrants à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes » s'entendent des migrants résidant en Amérique latine ou dans les Caraïbes qui sont nés dans une autre région (Europe ou Asie par exemple). Les « migrants à l'intérieur de l'Amérique latine et des Caraïbes » sont des migrants nés en Amérique latine ou dans les Caraïbes qui résident hors de leur pays de naissance, mais dans la région. Les « migrants en provenance de l'Amérique latine et des Caraïbes » sont des personnes nées en Amérique latine ou aux Caraïbes qui résident hors de la région (par exemple en Europe ou en Amérique du Nord).

La proportion de migrants des deux sexes en Amérique latine et dans les Caraïbes est à peu près égale dans les principaux pays de destination. L'exception est la République dominicaine, où la proportion d'immigrants de sexe masculin est nettement plus élevée que celle des immigrants de sexe féminin. Parmi les principaux pays d'origine, la plupart ont une proportion de femmes légèrement supérieure à celle des hommes, ce décalage étant surtout sensible s'agissant de pays tels que la République dominicaine, le Brésil et le Pérou.

Figure 14. Principaux pays de destination (à gauche) et d'origine (à droite) en Amérique latine et dans les Caraïbes, selon le sexe

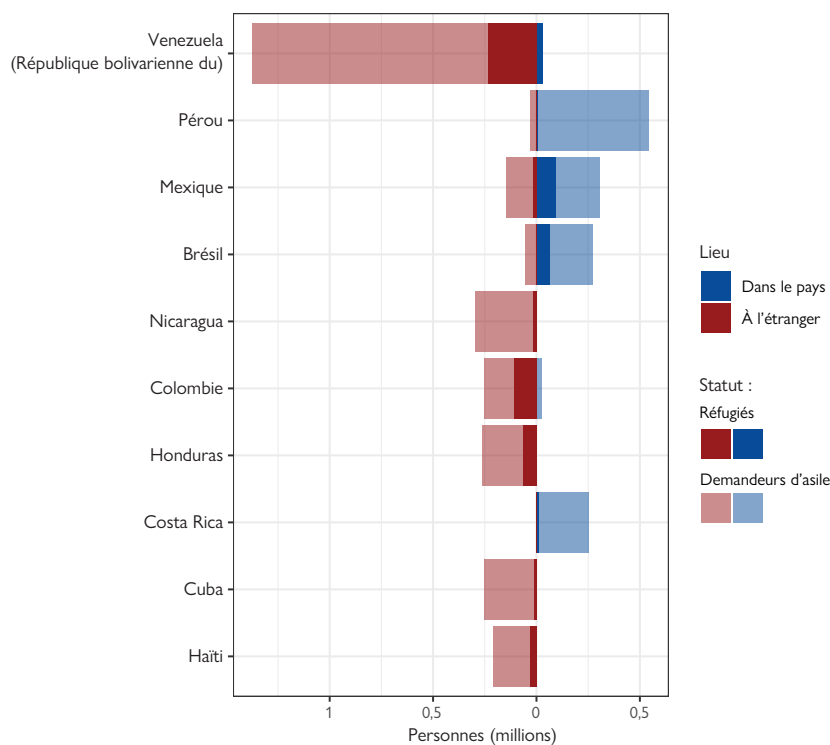


Source : DESA, 2021.

Notes : Les chiffres présentés correspondent aux dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux au moment de la rédaction. Les proportions s'entendent de la part de femmes ou d'hommes dans le nombre total d'immigrants dans les pays de destination (à gauche) ou d'émigrants au départ des pays d'origine (à droite).

Les Vénézuéliens ont continué à faire partie de la plus grande population déplacée à travers les frontières dans le monde en 2022 (figure 15)²⁵³. À la fin de 2022, il y avait plus de 234 000 réfugiés vénézuéliens enregistrés et plus d'un million avec des demandes d'asile en cours. D'autres pays de la région, comme le Nicaragua, le Honduras et Cuba, sont également pourvoyeurs d'un nombre important de demandeurs d'asile. Le Pérou, le Mexique, le Brésil et le Costa Rica accueillent quelques-unes des principales populations de demandeurs d'asile de la sous-région, comme le montre la figure 15.

Figure 15. Dix premiers pays d'Amérique latine et des Caraïbes classés selon le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile, 2022

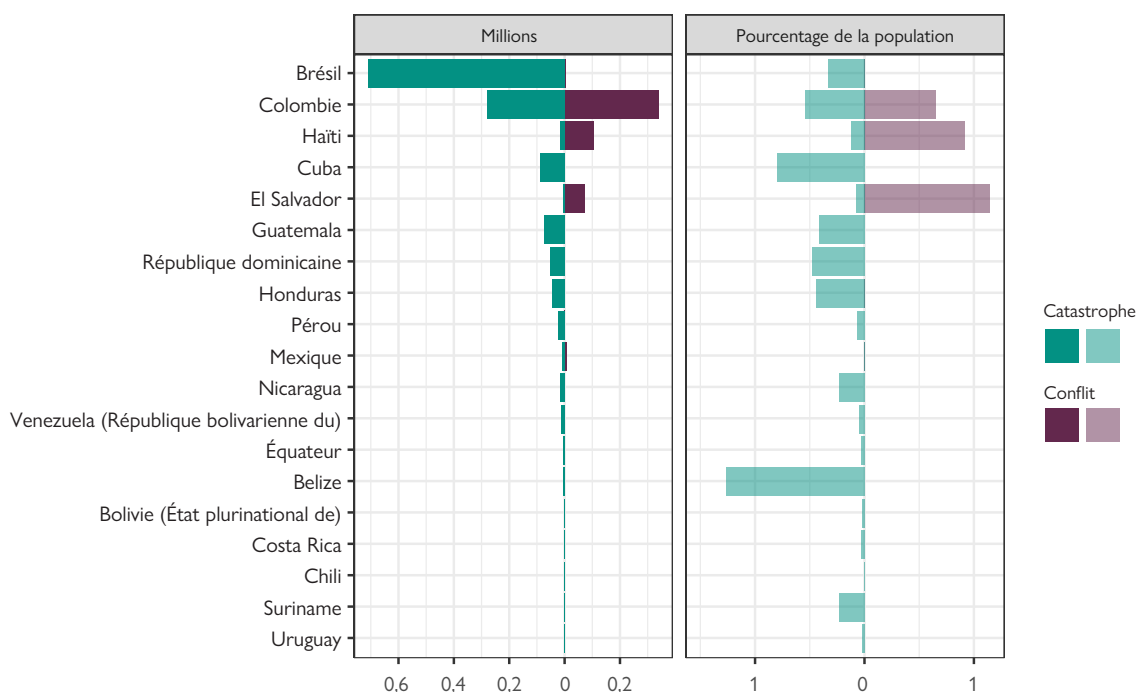


Source : HCR, s.d.a.

Notes : La catégorie «dans le pays» comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure); la catégorie «à l'étranger» comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine. Ce classement est établi à partir de données pour 2022, en combinant les populations de réfugiés et de demandeurs d'asile qui se trouvent dans ces pays ou en sont originaires.

Les catastrophes ont provoqué certains des déplacements internes les plus importants en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2022 (figure 16). Le Brésil, avec 708 000 déplacements dus en grande partie à des inondations provoquées par de fortes pluies, a enregistré le plus grand nombre de déplacements imputables à des catastrophes dans la région. La Colombie et Cuba ont été à l'origine des deuxième et troisième principaux déplacements dus à des catastrophes en Amérique latine et dans les Caraïbes (281 000 et 90 000, respectivement). La plupart des déplacements en Colombie ont été déclenchés par des inondations, tandis que ceux de Cuba étaient principalement liés à l'ouragan Ian. Les principaux déplacements liés à des conflits dans la région ont concerné la Colombie et Haïti, qui ont enregistré respectivement 339 000 et 106 000 déplacements.

Figure 16. Principaux pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le plan des nouveaux déplacements internes (catastrophes et conflits), 2022



Source : IDMC, s.d. ; DESA, 2022.

Notes : Le terme « nouveaux déplacements » désigne le nombre de déplacements survenus en 2022, et non la population totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays accumulée au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année.

L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

Principales caractéristiques et tendances en Amérique latine et dans les Caraïbes²⁵⁴

Amérique du Sud

La migration intrarégionale en Amérique du Sud, y compris pour le travail, reste élevée, tandis que les récents changements de politique dans certains pays pourraient avoir des implications profondes pour les migrants à l'intérieur et à l'extérieur de la sous-région. Au cours des dernières années et décennies, les accords de libre circulation entre les pays de la sous-région ont permis aux migrants de se rendre dans d'autres pays d'Amérique du Sud, principalement pour y travailler. Il s'agit notamment du Marché commun du Sud (MERCOSUR), composé de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay, de l'Uruguay et de la République bolivarienne du Venezuela²⁵⁵, en tant qu'États membres, et de l'État plurinational de Bolivie, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, de la Guyane, du Pérou et du Suriname, en tant qu'États associés, ainsi que de la Communauté andine, dont les membres à part entière sont l'État plurinational de Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou²⁵⁶. Le MERCOSUR a joué un rôle clé dans l'ouverture de voies régulières permettant aux Sud Américains de se rendre dans des pays tels que l'Argentine et l'Uruguay, tout en jouant un rôle majeur dans la facilitation de la migration et de la résidence régulières dans ces pays²⁵⁷. L'Argentine comptait le plus grand nombre d'immigrants en Amérique du Sud en 2020 (plus de 2 millions), la plupart venant de pays de la sous-région tels que le Paraguay et l'État plurinational de Bolivie²⁵⁸. La Colombie elle aussi comptait près de 2 millions de migrants internationaux en 2020 et, comme en Argentine, la plupart d'entre eux venaient d'Amérique du Sud, en particulier de la République bolivarienne du Venezuela et de l'Équateur²⁵⁹. Avec plus de 1,6 million de personnes résidant dans le pays, le Chili était le troisième pays d'Amérique du Sud pour le nombre de migrants internationaux en 2020²⁶⁰. Certains pays d'Amérique du Sud ont connu des changements majeurs en matière de politique migratoire au cours des deux dernières années, avec des implications potentiellement importantes pour les migrants. En 2023, à la suite d'un changement de gouvernement, le Brésil a réintégré le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Cette décision a été saluée par le Réseau des Nations Unies sur les migrations, qui y voit un renouveau de l'engagement du pays à protéger et à promouvoir les droits de tous les migrants vivant au Brésil, ainsi que des plus de quatre millions de Brésiliens vivant à l'étranger²⁶¹. Le Chili, en revanche, qui a connu une augmentation significative du nombre d'immigrants au cours des 30 dernières années, a promulgué de nouvelles réformes restrictives en matière d'immigration en 2021. Ces réformes comprennent de nouvelles exigences qui pourraient rendre plus difficile l'obtention du permis de séjour par les migrants à l'intérieur du pays, tout en permettant aux autorités de renvoyer les migrants sans papiers qui entrent dans le pays²⁶². Ce processus a par exemple occasionné des flux de migrants haïtiens avec des enfants nés au Chili vers d'autres pays de la région et également vers l'Amérique du Nord.

La situation des migrants vénézuéliens (y compris les réfugiés) reste difficile, des millions d'entre eux continuant à subir les conséquences de leur déplacement. Fin mars 2023, on comptait plus de 7 millions de réfugiés et de migrants déplacés vénézuéliens dans le monde, la grande majorité d'entre eux – plus de 6 millions – ayant été accueillis dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes²⁶³. En mai 2023, la Colombie était le pays ayant accueilli le plus grand nombre de Vénézuéliens (plus de 2,5 millions), suivie du Pérou (plus de 1,5 million) et de l'Équateur (environ un demi-million)²⁶⁴. Le Chili et le Brésil en accueillent également un nombre important, plus de 400 000 chacun²⁶⁵. Plusieurs pays ont accordé l'asile aux Vénézuéliens et beaucoup ont mis en œuvre des dispositions pour autoriser leur séjour et leur permettre d'obtenir des papiers et de bénéficier des droits socio-économiques de base²⁶⁶. Plus de 211 000 Vénézuéliens avaient ainsi obtenu le statut de réfugié en mars 2023; plus d'un million avaient déposé une demande d'asile; et plus de 4,2 millions avaient reçu un permis de séjour ou d'autres types d'arrangements autorisant leur séjour²⁶⁷. Fin 2022, 1,6 million de Vénézuéliens avaient un permis de protection temporaire en Colombie, tandis que 2,5 millions avaient effectué le préenregistrement pour

obtenir le statut de protection temporaire dans le pays²⁶⁸. À la fin de la même année, le Pérou avait accordé des permis de séjour humanitaires à 79 600 demandeurs d'asile vénézuéliens et des permis de séjour temporaires à près de 225 000 Vénézuéliens en situation irrégulière²⁶⁹. De nombreux Vénézuéliens se trouvent cependant toujours démunis de papiers, ce qui les empêche d'accéder au marché du travail et aux services sociaux, bien que des pays comme la Colombie, l'Équateur, le Brésil, l'Argentine, le Pérou, l'Uruguay et d'autres aient pris des mesures pour régulariser des millions d'entre eux²⁷⁰. Malgré les conditions difficiles dans lesquelles beaucoup continuent de vivre, les Vénézuéliens contribuent dans une mesure significative à leurs pays d'accueil, notamment en tant qu'entrepreneurs et en créant des emplois pour eux-mêmes et pour les locaux dans des pays comme la Colombie et l'Argentine²⁷¹. Beaucoup d'entre eux aident également à combler des déficits de main-d'œuvre importants, comme dans le secteur des soins de santé au Pérou²⁷².

Les dynamiques migratoires dans certaines parties de la sous-région continuent d'être affectées par l'instabilité et l'insécurité internes, ce qui entraîne le déplacement de millions de personnes. En Colombie, alors que des négociations de paix sont en cours, les déplacements dus aux violences internes se poursuivent, en particulier dans les zones contestées ou contrôlées par les groupes armés. Fin 2022, 339 000 déplacements dus au conflit et à la violence avaient été enregistrés en Colombie et le pays comptait près de 5 millions de personnes déplacées par le conflit²⁷³. Les combats entre les groupes armés se sont encore intensifiés en 2022, ce qui a contribué à accentuer les déplacements. La même année, les civils ont été largement pris pour cible, les actes de violence commis à leur encontre comptant pour plus de 62 % de tous les actes de violence politique organisée dans le pays et plus de 70 % des décès²⁷⁴. Les femmes et les filles continuent d'être soumises à des niveaux de violence très élevés dans la sous-région et, en Colombie, beaucoup ont souffert des effets à long terme de la violence fondée sur le genre, tels que le harcèlement sexuel, la traite d'êtres humains et le viol²⁷⁵. L'insécurité et la flambée de violence en Équateur, en particulier dans la région côtière, y compris dans la ville la plus peuplée du pays, Guayaquil, ont forcé de nombreux Équatoriens à fuir le pays²⁷⁶. La vague de violence actuelle est largement alimentée par les réseaux criminels internationaux et les gangs qui se disputent le contrôle territorial des itinéraires de trafic de drogue²⁷⁷. La violence – combinée à une situation économique désastreuse qui a plongé de nombreuses personnes dans la pauvreté – a entraîné une augmentation significative du nombre d'Équatoriens quittant le pays, souvent via la Colombie et la région du Darién dans l'espoir d'atteindre les États-Unis²⁷⁸. Comme le nombre d'Équatoriens quittant le pays a augmenté, des milliers ont été expulsés ces dernières années en vertu du Titre 42 du Code des États-Unis ou expulsés vers l'Équateur²⁷⁹. Entre janvier et avril 2023, plus de 11 000 Équatoriens ont été expulsés des États-Unis en vertu du Titre 42²⁸⁰.

L'Amérique du Sud est confrontée à des défis considérables liés à la dégradation de l'environnement, aux catastrophes et au changement climatique – y compris les déplacements de population – qui aggravent les conditions dans plusieurs pays déjà en proie à des crises liées aux conflits et à la violence. Des rapports récents, notamment de l'Organisation météorologique mondiale et du GIEC, montrent qu'en plus des effets du changement climatique tels que l'élévation du niveau des mers – en particulier le long de la côte atlantique de l'Amérique du Sud – certains pays comme le Pérou ont également vu leurs glaciers reculer, tandis que la sécheresse persistante a eu un impact néfaste sur le rendement des cultures dans la sous-région²⁸¹. En effet, les effets du changement climatique perturbent les moyens de subsistance des populations, les obligeant parfois à quitter leur lieu d'origine²⁸². Dans un pays comme l'Équateur, les facteurs environnementaux sont susceptibles d'augmenter les migrations internes et internationales, selon les projections, tandis que le Pérou a engagé l'adoption d'une législation sur la réimplantation planifiée – en particulier le long des rivières de la forêt tropicale péruvienne – comme solution et réponse aux effets néfastes du changement climatique²⁸³. En outre, les événements météorologiques extrêmes liés au changement climatique continuent de contribuer aux déplacements, dans une sous-région déjà confrontée aux conflits et à la violence, ainsi qu'à d'autres facteurs socio-économiques et politiques qui ont poussé des

millions de personnes à quitter leurs foyers et leur communauté. Au Brésil, les inondations sont en grande partie responsables des déplacements de plus de 700 000 personnes en 2022²⁸⁴. La pluie et les inondations ont également causé la majeure partie des 281 000 déplacements dus à des catastrophes en Colombie en 2022²⁸⁵. Au début de 2023, l'état d'urgence a été déclaré au Pérou après que le cyclone Yaku a provoqué des inondations généralisées dans la région nord du pays, entraînant des morts, des dégâts matériels et des déplacements²⁸⁶. Pendant ce temps, les incendies de forêt qui ont commencé à sévir au Chili en janvier 2023 ont détruit des milliers de maisons et provoqué l'évacuation de plus de 7 500 personnes²⁸⁷. Certains pays de la région, conscients des conséquences du changement climatique sur les migrations et les déplacements, ont réagi en offrant des possibilités de protection aux personnes qui ont été déplacées par des catastrophes. En mai 2022, l'Argentine a adopté un nouveau type de visa humanitaire pour les personnes originaires des Caraïbes, d'Amérique centrale et du Mexique qui ont été déplacées en raison d'événements naturels²⁸⁸.

Le nombre de migrants transitant par la sous-région en direction des États-Unis reste élevé et s'est parallèlement diversifié. La partie septentrionale de l'Amérique du Sud est une zone de transit essentielle, où les migrants de la sous-région et au-delà, souvent aidés par des passeurs, passent par l'Amérique centrale et entreprennent des voyages risqués vers le nord dans l'espoir d'atteindre l'Amérique du Nord. De nombreux migrants passent de la Colombie au Panama par la région du Darién (qui traverse les deux pays), une forêt tropicale dense que les migrants mettent des jours à traverser, souvent sans préparation adéquate et sans accès à l'eau, aux services de santé ou à la nourriture²⁸⁹. L'OIM a recensé 36 décès dans la région du Darién en 2022, mais ce chiffre ne représente probablement qu'une infime partie du nombre de décès qui y ont lieu, dont beaucoup ne sont pas signalés, et les dépouilles des migrants ne sont souvent pas retrouvées²⁹⁰. En plus d'être un pays de destination clé, en particulier pour les migrants de la sous-région, l'Équateur est devenu un point d'entrée clé en Amérique du Sud pour des migrants de nationalités de plus en plus diverses, qui transitent par le pays en route vers d'autres destinations, en particulier vers le nord des États-Unis²⁹¹. En effet, de nombreux migrants tentent d'atteindre les États-Unis via le couloir migratoire qui relie la région andine au Mexique, en passant par l'Amérique centrale²⁹².

Ces dernières années, les arrivées de migrants extrarégionaux en Amérique du Sud ont considérablement augmenté, beaucoup d'entre eux espérant atteindre l'Amérique du Nord. Les migrants originaires de régions telles que l'Afrique et l'Asie sont à l'origine d'une partie de cette augmentation et arrivent souvent dans la sous-région par des moyens réguliers – avec un visa ou sans, dans certains cas, lorsqu'il n'en faut pas²⁹³. En 2022, environ 10 % des migrants qui ont traversé la région du Darién étaient originaires d'Afrique et d'Asie²⁹⁴. Si la destination finale souhaitée par beaucoup de ces migrants est celle des États-Unis ou du Canada, certains restent au bout du compte dans un pays d'Amérique du Sud, soit par choix, soit en raison des circonstances, car le voyage vers le nord-est souvent difficile et onéreux²⁹⁵. L'intégration et la cohésion sociale de ces migrants posent souvent des problèmes importants, certains d'entre eux se retrouvant dans des conditions de travail et de vie précaires. Les barrières linguistiques et culturelles s'ajoutent à ces difficultés, rendant l'intégration de ces migrants plus difficile que celle d'autres personnes originaires de la région. Bien que plusieurs pays aient mis en œuvre une série de mesures pour faciliter leur régularisation et leur intégration, de nombreux migrants continuent de lutter pour s'en sortir et rencontrent notamment des difficultés pour pouvoir bénéficier des droits économiques et sociaux²⁹⁶.

Amérique centrale

L'Amérique centrale reste une zone d'origine et de transit majeure pour les migrants qui tentent d'atteindre les États-Unis. Après un déclin au plus fort de la pandémie de COVID-19, les migrations irrégulières à destination et en provenance de la sous-région ont repris en 2022 pour atteindre les niveaux d'avant la pandémie, les réseaux de passeurs ayant redoublé d'activité²⁹⁷. Depuis le début de l'année 2022, le nombre de migrants transitant par la sous-région de l'Amérique centrale, notamment par le Panama, le Costa Rica, le Nicaragua, le Honduras, le Salvador et le Guatemala, a augmenté de manière significative. Plus d'un demi-million de migrants arrivés à la frontière des États-Unis au cours de l'exercice 2022 provenaient de trois pays du Triangle Nord (El Salvador, Guatemala et Honduras). Des pays comme le Panama et le Mexique ont également enregistré une forte progression du nombre de migrants irréguliers sur leur sol, avec respectivement une hausse de 85 et 108 % en août 2022²⁹⁸. La violence criminelle, l'instabilité politique et la pauvreté restent parmi les principaux moteurs de la migration irrégulière dans la sous-région, de nombreux migrants étant exposés à des dangers importants tels que les extorsions et la violence sexuelle, ou au risque de se trouver coupés de leur famille²⁹⁹. Au fil des ans, et à mesure que les autorités réprimaient les voyages maritimes et aériens en provenance de la sous-région, la région du Darién – une jungle isolée et dangereuse au Panama qui relie l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale – est devenue une zone de transit majeure, avec des dizaines de milliers de migrants qui l'empruntent chaque année. En 2022, beaucoup étaient vénézuéliens (plus de 150 000), équatoriens (environ 29 000) et haïtiens (plus de 22 000)³⁰⁰. Le nombre d'enfants traversant la région du Darién a également augmenté de manière significative en 2022; entre janvier et octobre 2022, plus de 32 000 enfants ont emprunté cet itinéraire, plus de la moitié d'entre eux ayant été enregistrés au Panama avant l'âge de 5 ans³⁰¹. Dans l'ensemble, plus de 248 000 migrants sont entrés au Panama en 2022 à la frontière avec la région du Darién³⁰². Des chiffres plus récents montrent que cette tendance se poursuit, de nombreuses personnes continuant à traverser cette région en 2023. Sur les seuls neuf premiers mois de 2023, plus de 390 000 migrants ont franchi la région du Darién depuis la Colombie jusqu'au Panama, la plupart d'entre eux venant de la République bolivarienne du Venezuela, de l'Équateur et d'Haïti³⁰³.

Dans toute la sous-région, la violence – en particulier celle des gangs – a entraîné une augmentation des déplacements, forçant des centaines de milliers de personnes à quitter leurs foyers, leur communauté ou leur pays. Dans certaines parties de l'Amérique centrale, comme le Nicaragua et le Honduras, la détérioration constante de la sécurité, la criminalité et la violence perpétrées par les gangs et les cartels de la drogue, ainsi que les graves inégalités, ont poussé de nombreuses personnes à quitter leurs foyers. Fin 2022, on comptait dans le monde plus de 665 000 réfugiés et demandeurs d'asile originaires du Guatemala, du Salvador et du Honduras³⁰⁴. Ces trois pays ont également des taux d'homicide parmi les plus élevés au monde, ainsi que des taux de violence sexuelle et de féminicide parmi les plus élevés³⁰⁵. Cependant, on a observé une baisse significative des meurtres au Salvador au cours des deux dernières années après que le Gouvernement a sévi contre la violence des gangs³⁰⁶. Des études récentes ont montré que la violence sexiste est un facteur majeur de l'émigration du Honduras, du Guatemala, du Salvador et du Mexique, et qu'elle oblige de nombreuses adolescentes à entreprendre des voyages dangereux en quête de sécurité³⁰⁷. Les organisations criminelles qui opèrent à l'intérieur et à l'extérieur de la sous-région profitent souvent du désespoir de nombreuses personnes et sont fortement impliquées dans le trafic de migrants et la traite des êtres humains³⁰⁸. Fin 2022, le Guatemala et le Honduras comptaient chacun plus de 240 000 personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en raison du conflit et de la violence, tandis que le Salvador en comptait 52 000³⁰⁹.

Les envois de fonds considérables que continuent de faire les Mexicains de la diaspora en faveur de leurs familles et amis font du Mexique le deuxième plus grand bénéficiaire de transferts de fonds internationaux au monde (après l'Inde). La Chine a longtemps été le deuxième bénéficiaire des envois de fonds internationaux dans le monde, mais elle a été dépassée par le Mexique en 2021, le pays d'Amérique centrale ayant reçu, selon les estimations, plus de 61 milliards de dollars É.-U. en 2022³¹⁰. Par rapport à 2021, les flux d'envois de fonds vers le Mexique ont augmenté de 15 %, en partie en raison de l'augmentation des transferts en faveur de migrants en transit – dont le nombre a augmenté récemment – et de la baisse du chômage pour les Hispaniques aux États-Unis en 2022³¹¹. Les envois de fonds constituent également une source majeure de devises pour d'autres pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, et ont représenté une bouée de sauvetage pendant la pandémie de COVID-19, qui les a gravement touchés. Bien que relativement faibles en termes de volume par rapport aux flux ayant concerné un pays comme le Mexique, les envois de fonds représentent une part importante du PIB au Honduras (27 %), au Salvador (24 %), au Nicaragua (20,5 %) et au Guatemala (19 %) ³¹².

Exposés aux catastrophes liées au changement climatique telles que les inondations et les tempêtes tropicales, plusieurs pays de la sous-région sont apparus comme étant parmi les plus vulnérables face aux événements climatiques extrêmes. L'indice INFORM sur le changement climatique 2022 de la Commission européenne montre que des pays comme le Honduras, le Guatemala, le Panama, le Nicaragua et le Salvador sont parmi les plus exposés aux chocs climatiques³¹³. Les catastrophes alimentées par le changement climatique, comme les ouragans Iota et Eta à la fin de 2020, ont également entraîné une insécurité alimentaire dans la sous-région, plaçant ainsi des millions de personnes au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala dans une situation d'insécurité préoccupante³¹⁴. Les catastrophes, toujours fréquentes, ont en outre entraîné d'importants déplacements de population. Fin 2022, la tempête tropicale Julia a provoqué la mort, la destruction de biens et le déplacement de dizaines de milliers de personnes dans plusieurs pays, dont le Honduras, le Nicaragua et le Panama³¹⁵. Parmi les huit pays ayant souffert de la tempête, c'est le Guatemala qui a connu le plus fort pourcentage (56 %) des 72 000 nouveaux déplacements occasionnés à cette suite³¹⁶. La tempête tropicale Julia a touché terre alors que plusieurs régions d'Amérique centrale étaient encore occupées à se remettre des ouragans Iota et Eta, ce qui n'a fait que compliquer le travail de remise en état³¹⁷.

Caraïbes

Si les Caraïbes sont traditionnellement connues comme une terre d'émigration – les Caribéens étant nombreux à partir s'installer hors de la sous-région –, elles connaissent en même temps, et depuis longtemps, une migration en leur sein. La majeure partie des migrations intrarégionales sont des migrations de main-d'œuvre, car les Caraïbes, avec leurs salaires plus élevés, attirent souvent des travailleurs migrants des îles voisines où les salaires sont plus bas et les possibilités d'emploi limitées³¹⁸. Avec leur industrie touristique florissante et leurs salaires plus élevés, les Bahamas sont une destination de prédilection pour un grand nombre de migrants de la sous-région. En 2020, les Bahamas comptaient environ 64 000 migrants internationaux, dont près de 47 % en provenance d'Haïti³¹⁹. La Barbade, autre pays à revenu élevé, est également une destination qui attire les migrants de la sous-région, en particulier ceux du Guyana et de Saint-Vincent-et-les Grenadines, qui ont constitué la principale population immigrée dans ce pays en 2020³²⁰. Cependant, tous les migrants intrarégionaux ne se rendent pas dans des pays à revenu élevé. En 2020, la République dominicaine comptait sur son sol près de 500 000 Haïtiens³²¹. Avec un grand nombre de ses travailleurs employés dans la construction et l'agriculture, la migration haïtienne vers la République dominicaine reflète une tradition déjà ancienne³²². Le nombre de personnes quittant le pays pour le territoire de son voisin caribéen a augmenté ces dernières années avec la détérioration de la situation politique et l'insécurité régnant en Haïti. En réponse à ce climat d'insécurité et à l'augmentation du nombre d'Haïtiens entrant

dans le pays, en 2022, la République dominicaine a encore durci ses contrôles à la frontière tout en expulsant sommairement des dizaines de milliers d'Haïtiens, ce qui a incité les organisations internationales et les organisations de défense des droits de l'homme à publier des déclarations exhortant le Gouvernement à mettre fin au retour forcé des migrants³²³. En 2022, des milliers d'Haïtiens ont été rapatriés en Haïti par voie aérienne ou maritime depuis des pays tels que les États-Unis et Cuba, et pour le seul mois d'avril 2023, plus de 10 000 Haïtiens ont été rapatriés, dont plus de 9 700 depuis la seule République dominicaine³²⁴.

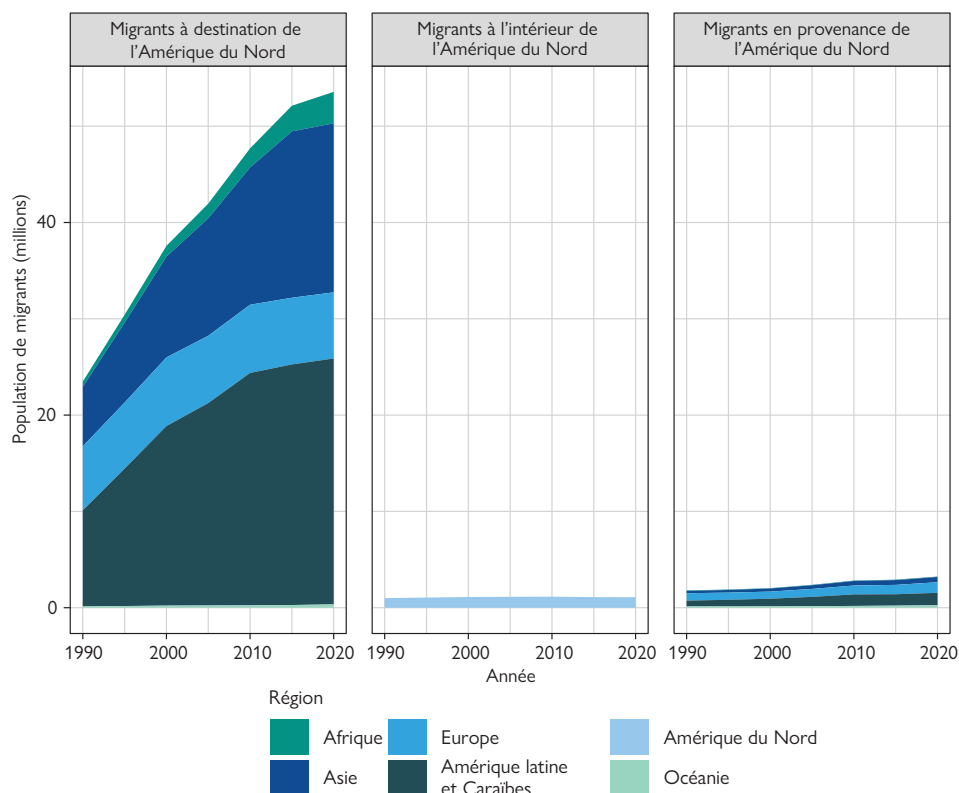
La violence et l'insécurité générées par les gangs, les persécutions politiques ainsi que la détérioration des conditions économiques dans certains pays des Caraïbes ont entraîné d'importants déplacements internes et transfrontaliers. En Haïti, l'escalade de la violence entre gangs, en particulier dans la capitale Port-au Prince, a provoqué plus de 100 000 déplacements internes en 2022³²⁵. La capitale reste gangrénée par les enlèvements, le racket, un degré très élevé de privation et une insécurité généralisée³²⁶. Si la violence et l'insécurité en Haïti n'ont rien de nouveau, elles se sont aggravées depuis 2021, lorsque le président du pays a été assassiné³²⁷. Les gangs criminels contrôlent de vastes zones de la capitale et les femmes et les filles sont les plus touchées. La détérioration de la situation politique et économique a entraîné une augmentation des violences sexuelles et de l'exploitation perpétrées par les gangs à l'encontre des femmes et des filles³²⁸. À Cuba, la dégradation de la situation économique – accélérée par la pandémie de COVID-19 et le durcissement des sanctions économiques imposées par les États-Unis – a ruiné l'économie du pays, y compris dans des secteurs clés tels que le tourisme, laissant de nombreuses personnes dans une situation de grande pauvreté³²⁹. De ce fait, des centaines de milliers de Cubains ont quitté le pays au cours de l'année 2022 : plus de 220 000 tentatives d'entrée de migrants cubains ont ainsi été signalées à la frontière entre les États-Unis et le Mexique³³⁰. 2022 a été l'année du plus grand exode de Cubains depuis plus de 30 ans, plus important encore que l'épisode du « Mariel » en 1980, lorsqu'un arrivage de 125 000 Cubains s'était produit sur une période de 6 mois aux États-Unis³³¹. Si de nombreux Cubains sont partis en raison des conditions économiques, certains ont fui le pays par crainte des persécutions, le Gouvernement ayant sévi contre ceux qui avaient participé aux manifestations de 2021, les plus grandes manifestations à Cuba depuis des décennies³³². Certains Cubains ont tenté de rejoindre les États-Unis par la mer – souvent sur des embarcations plus que fragiles – tandis que d'autres ont pris l'avion pour le Nicaragua (qui n'exige pas de visa d'entrée pour les Cubains en visite) ou, dans une moindre mesure, pour le Panama, et ont ensuite pris des bus pour traverser l'Amérique centrale³³³. Il y a eu plus de 300 décès et disparitions de migrants dans les Caraïbes en 2022, le nombre le plus élevé depuis que l'OIM a commencé à collecter ces données³³⁴.

Malgré leur contribution relativement faible aux émissions de gaz à effet de serre, les pays des Caraïbes sont parmi les plus menacés par les effets du changement climatique. Composées de plusieurs petites îles et de territoires de faible altitude, les Caraïbes sont extrêmement exposées aux risques naturels³³⁵. Les petits États insulaires ont à faire face à des tempêtes plus fréquentes, à l'élévation du niveau de la mer et à la perte de biodiversité³³⁶. Selon certaines études, les dommages dus au changement climatique dans les Caraïbes pourraient représenter l'équivalent de 20 % du PIB de la sous-région en 2100, contre 5 % en 2025, si aucune mesure n'est prise pour en atténuer les effets³³⁷. L'ouragan Ian, qui a touché terre à Cuba en septembre 2022, a causé 80 000 déplacements (en grande partie des évacuations préventives). Dans le même temps, l'ouragan Fiona a provoqué 94 000 déplacements, dont la plupart ont concerné la République dominicaine et Porto Rico, qui se sont traduits par des inondations et des glissements de terrain³³⁸. Un rapport récent de l'Organisation météorologique mondiale affirme que si les éléments déclenchants et les conséquences du dérèglement climatique varient fortement en fonction du contexte, la migration due au changement climatique devrait augmenter dans les petites îles, y compris dans les Caraïbes³³⁹. En outre, le récent rapport d'évaluation du GIEC indique également qu'une augmentation de la température de 1 degré Celsius pourrait entraîner une augmentation de 60 % du nombre de personnes susceptibles de subir un stress hydrique grave dans les petits États insulaires en développement (PEID) des Caraïbes³⁴⁰.

Amérique du Nord³⁴¹

La migration en Amérique du Nord est essentiellement une migration interne à la région, principalement à destination des États-Unis. Les dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux (2020)³⁴² montrent que l'Amérique du Nord compte près de 59 millions de migrants venus de diverses régions (figure 17). Ce nombre a augmenté d'environ 3 millions depuis 2015, année où l'on dénombrait environ 56 millions de migrants dans la région. En 2020, la plupart de ces migrants étaient originaires d'Amérique latine et des Caraïbes (environ 26 millions), suivis de l'Asie (18 millions) et de l'Europe (environ 7 millions). Au cours des 30 dernières années, le nombre de migrants en Amérique du Nord a plus que doublé, sous l'effet de l'émigration en provenance d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie, et de l'attraction exercée par la croissance économique et la stabilité politique en Amérique du Nord. Le nombre de migrants nord-américains vivant dans la région ou ailleurs était très faible par rapport à la population née à l'étranger dans la région. Contrairement à des régions comme l'Asie et l'Afrique, où les migrations intrarégionales sont importantes, on constatait en 2020 que les migrants nés en Amérique du Nord étaient plus nombreux à vivre en dehors de la région (environ 3 millions) qu'à s'être installés ailleurs dans la région (un peu plus d'un million).

Figure 17. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Amérique du Nord, 1990-2020

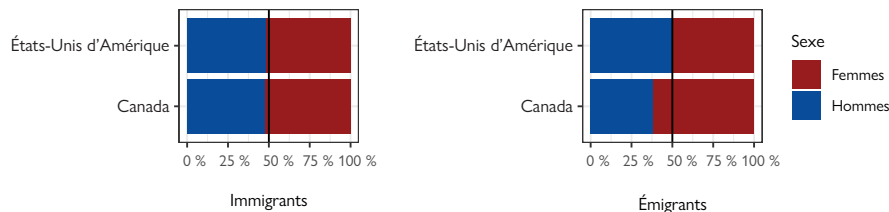


Source : DESA, 2021.

Notes : Les chiffres présentés correspondent aux dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux au moment de la rédaction. Les «migrants à destination de l'Amérique du Nord» s'entendent des migrants résidant en Amérique du Nord qui sont nés dans une autre région (Europe ou Asie par exemple). Les «migrants à l'intérieur de l'Amérique du Nord» sont des migrants nés dans en Amérique du Nord qui résident hors de leur pays de naissance, mais toujours dans la région. Les «migrants en provenance de l'Amérique du Nord» sont des personnes nées en Amérique du Nord qui résident hors de la région (par exemple en Europe ou en Afrique).

La proportion de femmes et d'hommes immigrés aux États-Unis et au Canada est à peu près la même, les femmes immigrées étant à peine plus nombreuses. En ce qui concerne la proportion d'émigrants, toutefois, le Canada compte une part beaucoup plus importante de femmes que d'hommes. Aux États-Unis, la proportion d'émigrants des deux sexes est à peu près la même.

Figure 18. Principaux pays de destination (à gauche) et d'origine (à droite) en Amérique du Nord, selon le sexe

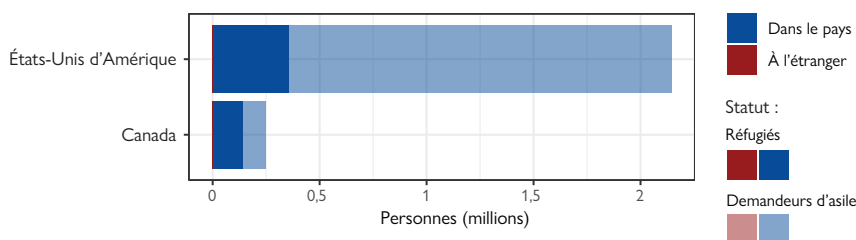


Source : DESA, 2021.

Notes : Les chiffres présentés correspondent aux dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux au moment de la rédaction. Les proportions s'entendent de la part de femmes ou d'hommes dans le nombre total d'immigrants dans les pays de destination (à gauche) ou d'émigrants au départ des pays d'origine (à droite).

Les États-Unis ont accueilli le plus grand nombre de demandeurs d'asile et de réfugiés en Amérique du Nord en 2022 (figure 19). On y dénombrait près de 1,8 million de demandeurs d'asile et plus de 363 000 réfugiés à la fin de l'année 2022. Les États-Unis ont aussi été le pays ayant reçu le plus grand nombre de nouvelles demandes d'asile individuelles au niveau mondial la même année (plus de 730 000)³⁴³. Le Canada, quant à lui, a accueilli plus de 113 000 demandeurs d'asile et près de 66 000 réfugiés en 2022.

Figure 19. Nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile à l'intérieur et en provenance des pays d'Amérique du Nord, 2022

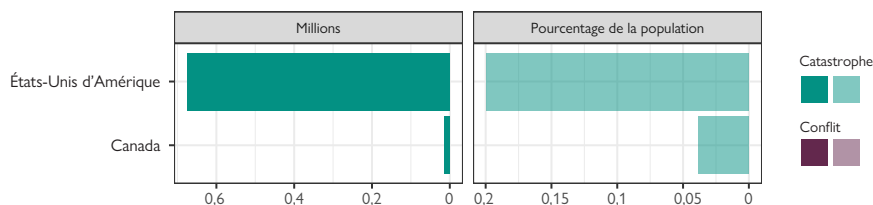


Source : HCR, s.d.a.

Note : La catégorie « dans le pays » comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure); la catégorie « à l'étranger » comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine.

Tous les déplacements internes en Amérique du Nord en 2022 ont été déclenchés par des catastrophes (figure 20). La plupart ont eu lieu aux États-Unis, où 675 000 mouvements ont été enregistrés, dont près de la moitié ont été provoqués par l'ouragan Ian. Le nombre de déplacements dus à des catastrophes au Canada en 2022 était beaucoup plus faible que celui enregistré aux États-Unis. Ce nombre sera probablement beaucoup plus élevé en 2023 en raison des feux de forêt intenses et touchant de vastes étendues qui ont été observés au cours des mois d'été.

Figure 20. Nouveaux déplacements internes en Amérique du Nord (catastrophes et conflits), 2022



Source : IDMC, s.d. ; DESA, 2022.

Notes : Le terme «nouveaux déplacements» désigne le nombre de déplacements survenus en 2022, et non la population totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays accumulée au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année.

L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

Principales caractéristiques et tendances en Amérique du Nord³⁴⁴

Alors que les pénuries de main-d'œuvre pèsent sur l'économie du Canada et des États-Unis, les deux pays ont conçu ou adopté des stratégies visant à attirer des travailleurs migrants pour y remédier dans les secteurs critiques. Les changements démographiques dus au vieillissement des populations et à la baisse des taux de fécondité, la pandémie de COVID-19 – qui a mis un frein à la mobilité internationale –, ainsi que les politiques d'immigration précédemment plus restrictives aux États-Unis sont autant de facteurs ayant conduit à une pénurie de main-d'œuvre³⁴⁵. En réponse, le Canada, par exemple, a adopté des plans à long terme pour recruter des migrants afin de répondre à ses besoins en la matière. En novembre 2022, le Gouvernement du Canada a annoncé qu'il s'efforcera d'attirer 1,45 million d'immigrants entre 2023 et 2025 pour occuper des emplois dans des secteurs clés et essentiels, tels que les soins de santé et l'industrie manufacturière³⁴⁶. Aux États-Unis, si l'immigration a augmenté en 2022 et a contribué à stimuler la reprise de l'emploi dans des secteurs tels que la construction et l'hôtellerie, le nombre de travailleurs étrangers est resté inférieur aux niveaux d'avant 2017³⁴⁷. Selon certaines estimations, les emplois non pourvus aux États-Unis s'élèvent à plus de 10 millions, et le manque d'immigrants pour remédier à ces pénuries – d'après certains observateurs – a eu des répercussions négatives sur l'économie du pays³⁴⁸. Pour tenter de remédier à ces pénuries dans certains secteurs essentiels, alors même qu'une politique d'immigration plus ambitieuse se trouve contrecarrée depuis des années, l'actuelle administration américaine a annoncé son intention de délivrer près de 65 000 visas agricoles temporaires H-2B supplémentaires au cours de l'exercice budgétaire 2023³⁴⁹.

Les effets du changement climatique s'intensifient dans certaines parties de l'Amérique du Nord, entraînant des déplacements importants, des pertes de vies humaines et des dégâts matériels. Les chocs climatiques et les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les ouragans et les températures anormalement élevées sont de plus en plus fréquents, ce qui présente des risques importants pour les habitants de la région³⁵⁰. Le rapport 2022 du GIEC montre que la façade atlantique du Canada et le sud-est des États-Unis seront menacés par l'élévation du niveau de la mer et par des ouragans et des tempêtes violents, même si le réchauffement climatique ne dépasse pas 1,5 degré Celsius³⁵¹. Les récents incendies de forêt aux États-Unis et au Canada témoignent de l'aggravation des effets du changement climatique. Entre 2020 et 2022, par exemple, l'étendue des terres ravagées par le feu dans l'ouest des États-Unis dépassera la moyenne de 4 800 km² de terres calcinées depuis 2016³⁵². Au Canada, on dénombrait en juin 2023 des dizaines de milliers de personnes déplacées et des millions d'hectares partis en fumée, après que des incendies de forêt ont fait rage des semaines durant³⁵³. Outre les incendies de forêt, certaines parties de l'Amérique du Nord ont été frappées de plein fouet par les ouragans. L'ouragan Ian, qui a touché terre à Cuba avant de se diriger vers les États-Unis, a provoqué plus de 300 000 déplacements, majoritairement en Floride³⁵⁴. Les États-Unis ont pris des mesures préventives pour protéger certaines des communautés les plus vulnérables face aux effets du changement climatique. En 2022, il a été annoncé que le Gouvernement donnerait de l'argent à cinq tribus amérindiennes dans les États de l'Alaska et de Washington pour les aider à se réinstaller loin des côtes et des rivières³⁵⁵.

La migration irrégulière vers les États-Unis reste un défi permanent et une question politique majeure, avec un nombre croissant d'arrivées en provenance de pays d'origine atypiques. En 2022, on a dénombré 2,4 millions de tentatives de franchissement de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, soit le chiffre le plus élevé jamais enregistré³⁵⁶. Par «tentative de franchissement», il faut entendre à la fois les arrestations et les expulsions, et ces statistiques incluent également de nombreux migrants qui ont tenté plusieurs fois d'entrer illégalement aux États-Unis³⁵⁷. Des années durant, les migrants irréguliers affluaient massivement du Mexique, du Guatemala, du Salvador et du Honduras, mais en 2022 et pour la première fois, il y a eu davantage de tentatives de franchissement depuis la République bolivarienne du Venezuela, Cuba et le Nicaragua³⁵⁸. Un grand nombre d'arrivées ont aussi été observées en provenance d'Haïti, du Brésil et de pays extérieurs à la région tels que l'Inde et l'Ukraine³⁵⁹. Cette mutation au niveau des pays d'origine a également été attribuée au titre 42 du Code des États Unis, qui suspend le droit de demander l'asile en vertu du droit américain et international sur la base de la prévention de la propagation du COVID-19³⁶⁰. En mai 2023, l'actuel Gouvernement des États-Unis a autorisé l'expiration de la déclaration d'urgence de santé publique relative à la pandémie de COVID-19, mettant ainsi fin à l'application du titre 42, qui avait été mis en place par le gouvernement précédent³⁶¹. Les États-Unis appliquent donc de nouveau le titre 8 qui était d'application avant la pandémie, une loi sur l'immigration vieille de plusieurs décennies, qui entraîne «des conséquences sévères en cas d'entrée illégale, y compris une interdiction d'entrée pendant au moins cinq ans et des poursuites pénales potentielles en cas de tentatives répétées»³⁶². Dans le même temps, les États-Unis ont annoncé en avril 2023 l'élargissement des voies d'accès régulières pour les migrants d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale, dans le but de freiner la migration irrégulière³⁶³. Dans le cadre de l'Initiative pour une mobilité sûre, les personnes qui remplissent les conditions pourraient ainsi bénéficier de voies d'accès spéciales, à caractère humanitaire ou autres, vers les États-Unis ou d'autres pays participant au programme³⁶⁴. Parmi les voies d'accès disponibles figurent celles qui régissent la réinstallation des réfugiés, les voies d'accès à l'emploi temporaire et les processus de regroupement familial³⁶⁵. L'OIM et le HCR (avec d'autres) sont des partenaires des États-Unis dans ce processus.

Les dirigeants de 21 pays d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Caraïbes ont signé en 2022 la Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection, marquant ainsi une avancée majeure dans la définition des objectifs de coopération en matière de gestion des migrations dans les deux régions.

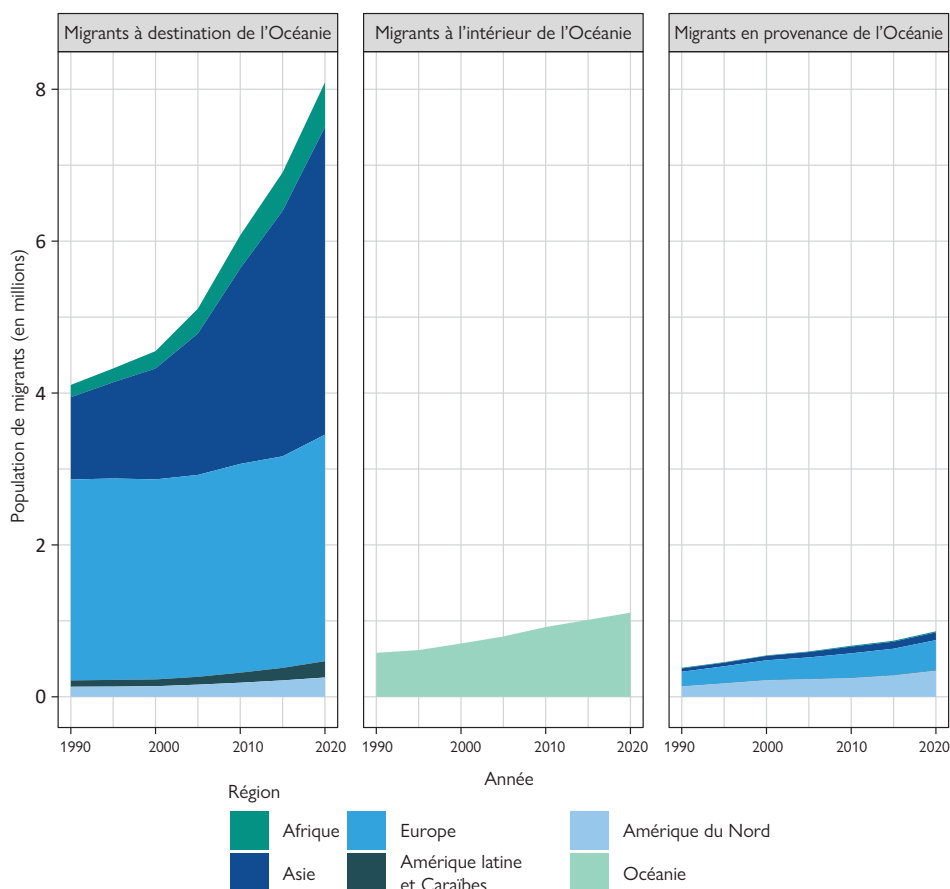
Cette déclaration non contraignante a été largement saluée, y compris par des organisations internationales telles que l'OIM et le HCR. Elle est considérée comme une mesure politique importante qui s'appuie sur les instruments et principes existants, tels que le Pacte mondial pour les migrations, et les plateformes régionales telles que la Conférence régionale sur les migrations, entre autres, ayant pour vocation de faciliter la mise en œuvre de cette déclaration³⁶⁶. La Déclaration de Los Angeles reconnaît également que les migrations ne peuvent être gérées unilatéralement et qu'il convient d'aborder les défis et les opportunités liés aux migrations dans le cadre d'une coopération internationale³⁶⁷. Elle définit plusieurs objectifs communs, notamment : stabiliser les mouvements migratoires et fournir une assistance aux pays d'origine, de transit et de destination, ainsi qu'aux pays de retour; développer des voies régulières de migration et de protection internationale; œuvrer à une gestion humaine des migrations; et promouvoir des réponses mieux coordonnées aux situations d'urgence³⁶⁸.

Le Canada continue de réinstaller plus de réfugiés que tout autre pays dans le monde. Avec 47 600 arrivées de réinstallation en 2022, soit une augmentation de 133 % par rapport à 2021 (20 400), le Canada a reçu le plus grand nombre de réfugiés réinstallés au monde³⁶⁹. Beaucoup venaient de l'Afghanistan (21 300), de la République arabe syrienne (7 600) et de l'Érythrée (6 100)³⁷⁰. En 2022, les États Unis ont réinstallé 29 000 réfugiés, soit deux fois plus qu'en 2021. La plupart étaient originaires de la République démocratique du Congo (9 000), de la République arabe syrienne (4 300) et du Myanmar (2 900)³⁷¹. Les réinstallations de réfugiés aux États-Unis – qui restent peu nombreuses – sont, pour partie, le fruit des politiques d'immigration restrictives de l'administration précédente, qui en ont réduit le nombre, tout en limitant la capacité du Gouvernement à accepter des réfugiés³⁷².

Océanie³⁷³

Les dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux (2020)³⁷⁴ montrent que près de 8,3 millions de migrants internationaux non originaires d'Océanie vivaient dans la région. Comme le montre la figure 21, la population migrante née à l'étranger était principalement composée de personnes originaires d'Asie et d'Europe. Au cours des 30 dernières années, le nombre de migrants océaniques nés en Asie a augmenté, tandis que celui des migrants originaires d'Europe est resté stable. Parmi les six régions du monde, l'Océanie était celle qui comptait le moins de migrants en dehors de sa région en 2020, ce qui s'explique en partie par la taille plus réduite de sa population par rapport à d'autres régions. Les migrants d'Océanie vivant en dehors de la région résident principalement en Europe et en Amérique du Nord.

Figure 21. Migrants à destination, à l'intérieur et en provenance de l'Océanie, 1990-2020

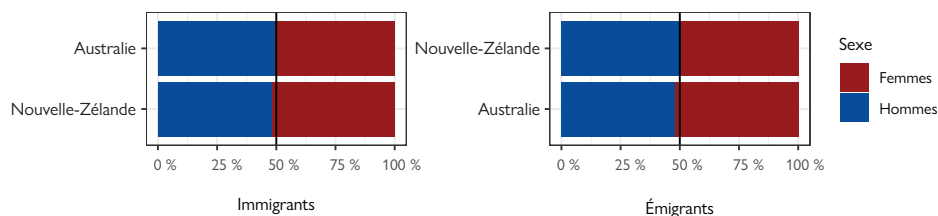


Source : DESA, 2021.

Notes : Les chiffres présentés correspondent aux dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux au moment de la rédaction. Les «migrants à destination de l'Océanie» s'entendent des migrants résidant en Océanie qui sont nés dans une autre région (Europe ou Asie par exemple). Les «migrants à l'intérieur de l'Océanie» sont des migrants nés en Océanie qui résident hors de leur pays de naissance, mais dans la région. Les «migrants en provenance de l'Océanie» sont des personnes nées en Océanie qui résident hors de la région (par exemple en Europe ou en Amérique du Nord).

Les proportions de femmes et d'hommes immigrés en Australie et en Nouvelle-Zélande sont très similaires, avec seulement de légères différences. La répartition parmi les émigrants est également à peu près la même, celle des émigrants de sexe féminin n'étant que légèrement supérieure.

Figure 22. Principaux pays de destination (à gauche) et d'origine (à droite) en Océanie, selon le sexe

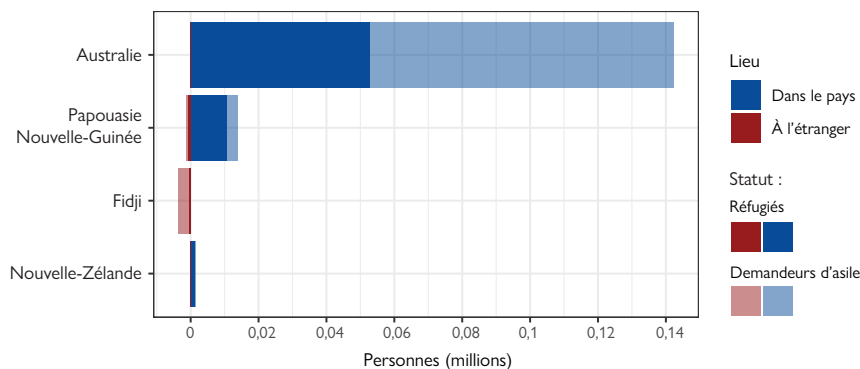


Source : DESA, 2021.

Notes : Les chiffres présentés correspondent aux dernières données disponibles sur les populations de migrants internationaux au moment de la rédaction. Les proportions s'entendent de la part de femmes ou d'hommes dans le nombre total d'immigrants dans les pays de destination (à gauche) ou d'émigrants au départ des pays d'origine (à droite).

On a dénombré plus de 156 000 réfugiés et demandeurs d'asile en Océanie. La plupart d'entre eux – plus de 54 000 réfugiés et près de 91 000 demandeurs d'asile – ont été accueillis en Australie. Le plus grand nombre de réfugiés en Australie provenait de pays tels que la République islamique d'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iraq. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a accueilli le deuxième plus grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile en Océanie (figure 23). La plupart des réfugiés et des demandeurs d'asile d'Océanie (plus de 3 600) étaient originaires des Fidji.

Figure 23. Nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile à l'intérieur et en provenance des pays d'Océanie, 2022

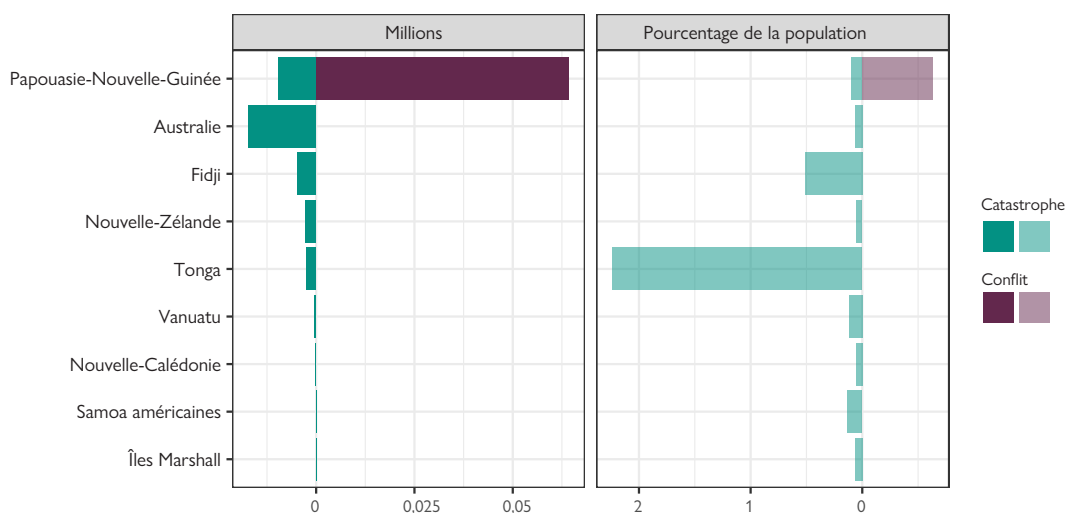


Source : HCR, s.d.a.

Note : La catégorie « dans le pays » comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires d'autres pays qui résident dans le pays d'accueil (colonne de droite de la figure); la catégorie « à l'étranger » comprend les réfugiés et les demandeurs d'asile originaires de ce pays qui se trouvent hors de leur pays d'origine. Ce classement est établi à partir de données pour 2022, en combinant les populations de réfugiés et de demandeurs d'asile qui se trouvent dans ces pays ou en sont originaires.

Les déplacements internes les plus importants en Océanie déclenchés par les conflits et la violence ont eu lieu en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où 64 000 mouvements ont été enregistrés en 2022 (figure 24). Ce chiffre est plus de huit fois supérieur à celui enregistré en 2021 (7 500). La violence qui a déclenché la plupart de ces déplacements était liée aux élections nationales de la mi-2022 et aux tensions qui en ont découlé. L'Australie a enregistré le plus grand nombre de déplacements liés à des catastrophes en 2022 (17 000), la plupart d'entre eux étant dus à des inondations dans les États orientaux de la Nouvelle-Galles du Sud et du Queensland. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a connu le deuxième plus grand nombre de déplacements occasionnés par des catastrophes (près de 10 000). Bien que les déplacements dus à des catastrophes aient été beaucoup moins nombreux à Tonga que dans des pays comme l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, c'est à Tonga qu'ils ont été les plus nombreux en pourcentage de la population (plus de 2 %).

Figure 24. Principaux pays d'Océanie sur le plan des nouveaux déplacements internes (catastrophes et conflits), 2022*



Source : IDMC, s.d. ; DESA, 2022.

Note : Le terme « nouveaux déplacements » désigne le nombre de déplacements survenus en 2022, et non la population totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays accumulée au fil du temps. Le nombre de nouveaux déplacements inclut des personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspond pas au nombre de personnes déplacées au cours de l'année.

L'effectif de la population qui a servi à calculer le pourcentage de nouveaux déplacements dus à des catastrophes et à des conflits est fondé sur l'estimation de la population résidente totale dans le pays en 2021 établie par le DESA. Le pourcentage est fourni à titre purement indicatif et comparatif.

* Territoires inclus.

*Principales caractéristiques et tendances en Océanie*³⁷⁵

Après un examen complet du système migratoire australien, un groupe consultatif nommé par le Gouvernement a recommandé des réformes majeures du système d'immigration au début de 2023, après avoir déclaré que le système actuel « n'était pas adapté à son objectif »³⁷⁶. Entrepris en septembre 2022 et présenté au Gouvernement en mars 2023, il s'agit de l'examen le plus important du système régissant l'immigration en Australie depuis des décennies³⁷⁷. Il a révélé que le programme actuel n'offrait pas de quoi intéresser les migrants hautement qualifiés, et qu'il ne permettait pas non plus aux entreprises d'accéder efficacement aux travailleurs étrangers³⁷⁸. Parmi les critiques dont l'examen se fait l'écho figure l'augmentation d'une « migration temporaire permanente », ayant pour effet non seulement de léser les migrants, mais aussi de saper leur confiance dans le programme australien³⁷⁹. Les visas temporaires, qui n'ont pas été plafonnés pendant des années et ont augmenté plus rapidement que le nombre de visas permanents, n'ont pas toujours clairement ouvert la voie au permis de séjour permanent, abandonnant durablement de nombreux travailleurs migrants à leur condition de résident en sursis³⁸⁰. L'examen a également identifié l'exploitation des migrants comme un vrai problème, soulignant les aspects liés à la migration temporaire, tels que le seuil de revenu de l'immigration qualifiée temporaire (TSMIT), qui a été gelé depuis 2013, comme jouant un rôle dans l'exploitation des migrants³⁸¹. À la suite de l'examen, le Gouvernement australien a annoncé en avril 2023 qu'il augmenterait le TSMIT pour le faire passer de 53 900 à 70 000 dollars australiens (AUD)³⁸². En plus d'appeler à une migration fluide et prévisible, le rapport auquel a donné lieu l'examen a relevé que la migration – par le biais d'un programme de migration bien conçu – avait un rôle clé à jouer pour relever des défis tels que le vieillissement de la population et la stagnation de la productivité³⁸³.

À l'instar de certains pays d'Amérique du Nord et de certaines régions d'Europe, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont confrontées à une pénurie de main-d'œuvre et ont besoin de l'immigration pour remédier à la pénurie de travailleurs dans des secteurs clés. Les deux pays ont longtemps compté sur l'immigration pour combler les lacunes de leur marché du travail. Toutefois, en réponse à la pandémie de COVID-19, l'Australie a mis en place des restrictions à la mobilité parmi les plus sévères au monde, ce qui a entraîné une forte réduction du nombre de travailleurs migrants entrant dans le pays. Pour répondre aux besoins actuels en main-d'œuvre, l'Australie a annoncé en 2022 qu'elle augmenterait le nombre de visas de migration permanente pour l'année de programme 2022-23, le faisant passer de 160 000 à 195 000³⁸⁴. Cette augmentation devrait permettre de combler les pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs tels que la santé et la technologie. Le Gouvernement se concentre également sur la rationalisation du traitement des visas, notamment en y consacrant un financement supplémentaire de 36,1 millions de dollars australiens³⁸⁵. La Nouvelle-Zélande, quant à elle, a annoncé d'importantes réformes en matière d'immigration afin d'augmenter son réservoir de main-d'œuvre disponible, notamment en assouplissant les permis de séjour pour les travailleurs migrants dans les secteurs prioritaires à haut niveau de compétences³⁸⁶.

Par rapport à leur population, les petits États insulaires, y compris en Océanie, sont les plus exposés au risque de déplacement dû au changement climatique. Huit des pays et territoires insulaires du Pacifique, dont les Tonga, le Vanuatu, les Fidji, les Îles Salomon, les États fédérés de Micronésie, les Îles Marshall, les Îles Cook et Nioué, figurent parmi les 15 pays et territoires du monde les plus exposés à ce type de catastrophes³⁸⁷. Les Tonga, les Îles Salomon et le Vanuatu sont classés parmi les pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique et des catastrophes³⁸⁸. Les catastrophes telles que les cyclones tropicaux, les éruptions volcaniques et les sécheresses font souvent des ravages et provoquent des déplacements dans la sous-région³⁸⁹. En 2021, deux cyclones consécutifs – Ana et Bina – ont frappé les Îles Salomon, le Vanuatu et les Îles Fidji, provoquant plus de 14 000 déplacements³⁹⁰. Étant donné que la moitié de leur population vit à moins de 10 km de la côte, les petits États insulaires du Pacifique sont également menacés par les événements à évolution lente tels que l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière, avec des conséquences humaines potentiellement importantes, notamment en

termes de déplacements³⁹¹. Face à ce défi, les gouvernements du Pacifique ont déclaré que le changement climatique revêtait une importance critique pour la sécurité de la région, et des efforts ont également été entrepris pour mettre à l'avant-plan la recherche de solutions politiques à ce problème, y compris dans ses implications en matière de mobilité humaine. Actuellement, les gouvernements de la région étudient la forme et le contenu d'un cadre régional de mobilité climatique à fondement juridique – le premier du genre dans le monde – sous la supervision du Forum des îles du Pacifique.

L'Océanie, en particulier l'Australie, reste une destination de choix pour les étudiants étrangers, dont le nombre se redresse après une baisse en 2020 et 2021 due à la pandémie de COVID-19. L'Australie est depuis longtemps une destination majeure pour les étudiants étrangers, mais lorsque le pays a fermé ses frontières et imposé des restrictions de voyage pour contenir la propagation de la COVID-19, le nombre d'étudiants entrant dans le pays a fortement chuté. En 2022, le nombre d'étudiants internationaux dans le pays semblait revenir aux niveaux antérieurs à la pandémie, avec plus de 619 000 étudiants détenteurs d'un visa, soit une augmentation de 8 % par rapport à 2021³⁹². Et au premier trimestre 2023, plus de 256 000 étudiants internationaux sont arrivés dans le pays, soit une augmentation de 143 % par rapport à la même période en 2022³⁹³. Si la Nouvelle-Zélande accueille moins d'étudiants étrangers que l'Australie, elle était aussi une destination populaire avant la pandémie de COVID-19. Avant la pandémie, la Nouvelle-Zélande accueillait environ 120 000 étudiants étrangers, mais ces chiffres ont chuté de façon spectaculaire pendant les deux années de fermeture des frontières décrétées à cette suite³⁹⁴. Des signes indiquent toutefois que le nombre d'étudiants étrangers en Nouvelle-Zélande est également en train de se rétablir; depuis la réouverture des frontières, des milliers d'étudiants ont demandé à entrer dans le pays au titre de programmes à venir³⁹⁵.

Notes en fin de texte

- ¹ Tout a été mis en œuvre en vue de garantir l'exactitude des données citées dans le présent chapitre, notamment en les vérifiant. Cependant, il n'est pas à exclure que des erreurs aient pu passer inaperçues.
- ² Les sous-régions sont, dans une large mesure, déterminées par les dynamiques migratoires et, de ce fait, peuvent différer de celles du DESA. Pour plus d'informations, voir l'appendice A.
- ³ Les mises à jour ont été effectuées jusqu'à la fin du mois d'octobre 2023.
- ⁴ Voir l'appendice A pour la composition détaillée de l'Afrique.
- ⁵ Voir le chapitre 2 pour plus d'informations sur la prochaine parution de la série de données sur les populations de migrants internationaux du DESA.
- ⁶ Voir l'appendice A pour la composition détaillée de l'Afrique.
- ⁷ Conseil européen et Conseil de l'Union européenne, 2023.
- ⁸ HCR, 2020.
- ⁹ *Ibid.*
- ¹⁰ Black et Sigman, 2022.
- ¹¹ Commission européenne, 2022.
- ¹² Conseil danois pour les réfugiés, 2022; ECRE, 2022a.
- ¹³ HCDH, 2023a.
- ¹⁴ *Ibid.*
- ¹⁵ Moderan, 2023.
- ¹⁶ Parker, 2023.
- ¹⁷ HCDH, 2023a.
- ¹⁸ HCDH, 2022a.
- ¹⁹ DESA, 2021.
- ²⁰ Banque mondiale, 2023a.
- ²¹ *Ibid.*
- ²² Fusco, 2022.
- ²³ Belhaj, 2022.
- ²⁴ Clement *et al.*, 2021.
- ²⁵ Wehrey et Fawal, 2022.
- ²⁶ OCHA, 2021.
- ²⁷ IDMC, 2023a.
- ²⁸ *Ibid.*
- ²⁹ *Ibid.*
- ³⁰ OIM, s.d.a ; Fulton et Holmes, 2023 ; Harb et Elhennawy, 2023.
- ³¹ Ochab, 2022.
- ³² IDMC, 2023a.
- ³³ HCR, 2023a.
- ³⁴ Williams, 2023.
- ³⁵ IDMC, 2023a ; OIM, s.d.b.
- ³⁶ Abebe et Mukundi-Wachira, 2023.
- ³⁷ *Ibid.*
- ³⁸ *Ibid.*
- ³⁹ Oucho *et al.*, 2023.
- ⁴⁰ Brenn *et al.*, 2022.
- ⁴¹ IGAD, 2020.
- ⁴² COMESA, 2022.
- ⁴³ *Ibid.*
- ⁴⁴ OIM, 2022a.
- ⁴⁵ *Ibid.* ; OIM, 2023a.
- ⁴⁶ Terry et Rai, 2023.
- ⁴⁷ FSNWG, 2022 ; Terry et Rai, 2023.
- ⁴⁸ HCR, 2023b ; OIM, 2023b.
- ⁴⁹ États membres de l'IGAD, de l'EAC et États de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique, 2022.
- ⁵⁰ Gbadamosi, 2023.
- ⁵¹ OMM, 2023.
- ⁵² OCHA, 2023a.
- ⁵³ ACLED, 2023.
- ⁵⁴ IDMC, 2023a.
- ⁵⁵ *Ibid.*
- ⁵⁶ HCR, 2023a.
- ⁵⁷ HCR, 2023c.
- ⁵⁸ *Ibid.*
- ⁵⁹ ACAPS, n.d.
- ⁶⁰ Bisong, 2021 ; DESA, 2021.
- ⁶¹ McAuliffe et Khadria, 2019.
- ⁶² Bisong, 2021.
- ⁶³ OIM, 2022a.
- ⁶⁴ Banque mondiale, 2023a.
- ⁶⁵ Munda, 2022.
- ⁶⁶ GFEMS, 2021 ; Hertog, 2022 ; Aboueldahab, 2021.
- ⁶⁷ GFEMS, 2021.
- ⁶⁸ Council on Foreign Relations, 2023.
- ⁶⁹ Centre Mondial pour la responsabilité de protéger, s.d.
- ⁷⁰ OIM, 2022b ; Ndiaga et Mcallister, 2022.
- ⁷¹ HCR, 2023a.
- ⁷² UNICEF, 2023a.
- ⁷³ André, 2022.
- ⁷⁴ IDMC, 2023a.
- ⁷⁵ *Ibid.*
- ⁷⁶ *Ibid.*
- ⁷⁷ ONUDC, 2023a.
- ⁷⁸ CEE-ONU, 2022.
- ⁷⁹ OIM, 2023c.
- ⁸⁰ CEE-ONU, 2022.
- ⁸¹ OIM, 2023c.
- ⁸² DESA, 2021.
- ⁸³ Bentil *et al.*, 2021.
- ⁸⁴ *Ibid.*

- ⁸⁵ OIM, s.d.c. ; Devillard *et al.*, 2015.
- ⁸⁶ McAuliffe et Khadria, 2019.
- ⁸⁷ Arhin-Sam *et al.*, 2022.
- ⁸⁸ OIM, s.d.d.
- ⁸⁹ *Ibid.*
- ⁹⁰ Osserman et Zhou, 2022.
- ⁹¹ Smith, R., 2022 ; Osserman et Zhou, 2022.
- ⁹² Walt, 2022.
- ⁹³ Adler, 2022.
- ⁹⁴ Nkang, 2019 ; Abderrahmane, 2022.
- ⁹⁵ Abderrahmane, 2022 ; Wolter, 2019.
- ⁹⁶ Voir l'appendice A pour la composition détaillée de l'Asie.
- ⁹⁷ Voir le chapitre 2 pour plus d'informations sur la prochaine parution de la série de données sur les populations de migrants internationaux du DESA.
- ⁹⁸ Voir l'appendice A pour la composition détaillée de l'Asie.
- ⁹⁹ IDMC et ADB, 2022.
- ¹⁰⁰ *Ibid.*
- ¹⁰¹ IDMC, 2023a.
- ¹⁰² *Ibid.*
- ¹⁰³ *Ibid.*
- ¹⁰⁴ *Ibid.*
- ¹⁰⁵ McAuliffe et Khadria, 2019 ; McAuliffe et Triandafyllidou, 2021.
- ¹⁰⁶ Banque mondiale, 2023a.
- ¹⁰⁷ *Ibid.*; on notera que la sous-région dont il est question ici correspond à celle de l'Asie de l'Est et du Pacifique selon la Banque mondiale.
- ¹⁰⁸ *Ibid.*
- ¹⁰⁹ McAuliffe, 2017 ; ASEAN, 2022.
- ¹¹⁰ ASEAN, 2022.
- ¹¹¹ McAuliffe, 2017.
- ¹¹² OIM, 2023d.
- ¹¹³ OIM, n.d.e.
- ¹¹⁴ Jespersen *et al.*, 2022.
- ¹¹⁵ ONUDC, 2023b.
- ¹¹⁶ *Ibid.*
- ¹¹⁷ Département d'État des États-Unis, 2022.
- ¹¹⁸ Al Jazeera, 2023a.
- ¹¹⁹ BBC, 2022.
- ¹²⁰ HCR, 2023d.
- ¹²¹ *Ibid.*
- ¹²² Kean, 2022.
- ¹²³ Abdelkader, 2017 ; HCR, s.d.b.
- ¹²⁴ HCDH, 2023b ; Al Jazeera, 2023b.
- ¹²⁵ Paul, 2023.
- ¹²⁶ HCR, 2023e ; Rahman, 2023.
- ¹²⁷ Roome, 2022.
- ¹²⁸ IDMC, 2023a ; Nations Unies, 2022a.
- ¹²⁹ IDMC, 2023a ; Mahmud, 2022.
- ¹³⁰ IDMC, 2023a
- ¹³¹ Banque mondiale, 2023a.
- ¹³² DESA, 2021.
- ¹³³ Banque mondiale, 2023a.
- ¹³⁴ *Ibid.*
- ¹³⁵ McAuliffe et Khadria, 2019.
- ¹³⁶ IDMC, 2023a.
- ¹³⁷ HCR, 2023a.
- ¹³⁸ *Ibid.*
- ¹³⁹ Nations Unies, 2022b.
- ¹⁴⁰ Goldbaum et Akbary, 2022 ; Nations Unies, 2023a.
- ¹⁴¹ Goldbaum et Padshah, 2023.
- ¹⁴² OIM, 2023e.
- ¹⁴³ HCR et OIM, 2023.
- ¹⁴⁴ HCR, 2023a.
- ¹⁴⁵ Al Jazeera, 2023c.
- ¹⁴⁶ *Ibid.*
- ¹⁴⁷ Yeung et Maruyama, 2023.
- ¹⁴⁸ Ng, 2023.
- ¹⁴⁹ Yokohama, 2022.
- ¹⁵⁰ Suk et Yang, 2023.
- ¹⁵¹ Japan News, 2022.
- ¹⁵² IDMC, 2023a.
- ¹⁵³ *Ibid.* ; IDMC, 2022a.
- ¹⁵⁴ Frost, 2023.
- ¹⁵⁵ *Ibid.*
- ¹⁵⁶ DESA, 2021.
- ¹⁵⁷ Banque mondiale, 2023a.
- ¹⁵⁸ *Ibid.*
- ¹⁵⁹ ICEF, 2022a.
- ¹⁶⁰ *Ibid.*
- ¹⁶¹ ICEF, 2022a.
- ¹⁶² Singh, 2023.
- ¹⁶³ Hogan, 2023 ; Nikkei Asia, 2023 ; Yamamoto, 2023.
- ¹⁶⁴ Nikkei Asia, 2023 ; Yamamoto, 2023.
- ¹⁶⁵ HCR, 2023a.
- ¹⁶⁶ *Ibid.*
- ¹⁶⁷ *Ibid.*
- ¹⁶⁸ *Ibid.*; HCR, 2023a.
- ¹⁶⁹ Fahim, 2022; HCDH, 2021.
- ¹⁷⁰ Fahim, 2022.
- ¹⁷¹ *Ibid.*
- ¹⁷² OIM, 2023f.
- ¹⁷³ *Ibid.*
- ¹⁷⁴ Nations Unies, 2023b.
- ¹⁷⁵ IASC, 2023 ; OIM, 2023g.
- ¹⁷⁶ IASC, 2023 ; OIM, 2023h.

- ¹⁷⁷ HCR, 2023f.
- ¹⁷⁸ OIM, 2022c.
- ¹⁷⁹ *Ibid.*
- ¹⁸⁰ OIM, 2023i.
- ¹⁸¹ NRC, 2022.
- ¹⁸² OIM, 2023j.
- ¹⁸³ IDMC, 2023a.
- ¹⁸⁴ OCHA, 2023b.
- ¹⁸⁵ IDMC, 2021.
- ¹⁸⁶ OIM, 2023k.
- ¹⁸⁷ Banque mondiale, 2023a.
- ¹⁸⁸ OIT, 2021.
- ¹⁸⁹ Schenk, 2023.
- ¹⁹⁰ Banque mondiale, 2023a.
- ¹⁹¹ *Ibid.*; Bloomberg News, 2022.
- ¹⁹² Banque mondiale, 2023a.
- ¹⁹³ Auyezov et Gordeyeva, 2022.
- ¹⁹⁴ Reuters, 2022.
- ¹⁹⁵ Ebel, 2023.
- ¹⁹⁶ Khashimov *et al.*, 2020.
- ¹⁹⁷ ICMPD, 2023.
- ¹⁹⁸ Gouvernement de l'Ouzbékistan, 2022.
- ¹⁹⁹ PNUD, 2022a.
- ²⁰⁰ BAsD, 2022.
- ²⁰¹ Talant, 2022.
- ²⁰² IDMC, 2022b.
- ²⁰³ *Ibid.*
- ²⁰⁴ Davies, 2022.
- ²⁰⁵ Sultanalieva, 2022.
- ²⁰⁶ IDMC, 2023a.
- ²⁰⁷ Davies, 2022.
- ²⁰⁸ Voir l'appendice A pour la composition détaillée de l'Europe.
- ²⁰⁹ Voir le chapitre 2 pour plus d'informations sur la prochaine parution de la série de données sur les populations de migrants internationaux du DESA.
- ²¹⁰ Voir l'Appendice A pour plus de détails sur la composition de l'Europe.
- ²¹¹ HCDH, 2023c ; EUAA *et al.*, 2022.
- ²¹² HCR, 2023g ; IDMC, 2023a.
- ²¹³ HCR, 2023h.
- ²¹⁴ UNHCR, 2023j.
- ²¹⁵ OCHA, 2023c.
- ²¹⁶ OIT, s.d.
- ²¹⁷ OCDE, 2022.
- ²¹⁸ *Ibid.*
- ²¹⁹ Ciurcă, 2023.
- ²²⁰ Pickup, 2020 ; Morris, 2022.
- ²²¹ Smith, H., 2022.
- ²²² DESA, 2022.
- ²²³ Neidhardt et Butcher, 2022.
- ²²⁴ OIM, 2023l.
- ²²⁵ *Ibid.*
- ²²⁶ *Ibid.*
- ²²⁷ *Ibid.*
- ²²⁸ OIM, 2022d.
- ²²⁹ Emmott *et al.*, 2021.
- ²³⁰ Commission européenne, s.d.
- ²³¹ ECRE, 2023.
- ²³² *Ibid.*
- ²³³ *Ibid.*
- ²³⁴ HCR, 2022a.
- ²³⁵ *Ibid.*
- ²³⁶ OIM, 2023m.
- ²³⁷ Wienberg, 2022.
- ²³⁸ Ahmed, 2023.
- ²³⁹ HCDH, 2023d.
- ²⁴⁰ OIM, 2023n.
- ²⁴¹ *Ibid.*
- ²⁴² OIM, 2023o.
- ²⁴³ Mentzelopoulou, 2022.
- ²⁴⁴ ECRE, 2022a et 2022b.
- ²⁴⁵ ECRE, 2022b.
- ²⁴⁶ George, 2022.
- ²⁴⁷ Pallapothu, 2021.
- ²⁴⁸ ONU Femmes, 2022.
- ²⁴⁹ Pallapothu, 2021.
- ²⁵⁰ Gouvernement du Canada, 2021.
- ²⁵¹ Voir l'appendice A pour la composition détaillée de l'Amérique latine et des Caraïbes.
- ²⁵² Voir le chapitre 2 pour plus d'informations sur la prochaine parution de la série de données sur les populations de migrants internationaux du DESA.
- ²⁵³ Voir la sous-région de l'Amérique du Sud pour une analyse détaillée des millions de Vénézuéliens déplacés. Il s'agit de Vénézuéliens précédemment classés «Vénézuéliens déplacés à l'étranger» (VDA). Le HCR les classe dans une catégorie distincte pour refléter le fait que les déplacements se poursuivent; cette catégorie n'englobe pas les Vénézuéliens ayant le statut de demandeurs d'asile ou de réfugiés.
- ²⁵⁴ Voir l'appendice A pour la composition détaillée de l'Amérique latine et des Caraïbes.
- ²⁵⁵ L'ensemble des droits et obligations inhérents à la République bolivarienne du Venezuela en vertu de son statut d'État partie au MERCOSUR ont été suspendus, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 5 du protocole d'Ushuaia.
- ²⁵⁶ MERCOSUR, s.d. ; Brumat et Espinoza, 2023.
- ²⁵⁷ Selee *et al.*, 2023.
- ²⁵⁸ DESA, 2021.
- ²⁵⁹ *Ibid.*

- ²⁶⁰ *Ibid.*
- ²⁶¹ OIM, 2023p ; Brumat et Pereira, 2023.
- ²⁶² Doña-Reveco, 2022.
- ²⁶³ R4V, s.d.
- ²⁶⁴ *Ibid.*
- ²⁶⁵ *Ibid.*
- ²⁶⁶ HCR, 2023i.
- ²⁶⁷ *Ibid.*
- ²⁶⁸ HCR, s.d.c.
- ²⁶⁹ *Ibid.*
- ²⁷⁰ OIM, 2023q; HCR, 2022b. L'Argentine et l'Uruguay appliquent l'accord de résidence du MERCOSUR pour régulariser la population vénézuélienne; les deux pays facilitent ainsi l'accès de milliers d'immigrants aux permis de séjour, aux documents personnels et aux droits sociaux.
- ²⁷¹ Banque mondiale, 2023b ; Bahar *et al.*, 2022 ; OIM, 2022e.
- ²⁷² Barchfield, 2023.
- ²⁷³ IDMC, 2023a.
- ²⁷⁴ ACLED, 2022.
- ²⁷⁵ ACAPS, 2023.
- ²⁷⁶ Goodwin et Escobar, 2023 ; Diaz, 2023.
- ²⁷⁷ Collyns, 2023 ; International Crisis Group, 2022.
- ²⁷⁸ Diaz, 2023 ; Goodwin et Escobar, 2023.
- ²⁷⁹ US Customs and Border Protection, 2023 ; Ecuador Times, 2023.
- ²⁸⁰ Ecuador Times, 2023.
- ²⁸¹ CEPALC, 2022 ; Castellanos *et al.*, 2022.
- ²⁸² Castellanos *et al.*, 2022.
- ²⁸³ *Ibid.* ; Bergmann, 2021.
- ²⁸⁴ IDMC, 2023a.
- ²⁸⁵ *Ibid.*
- ²⁸⁶ Reuters, 2023a.
- ²⁸⁷ IDMC, 2023b ; UNICEF, 2023b.
- ²⁸⁸ MPI, 2022.
- ²⁸⁹ OIM, 2023r et 2023s; IBC, 2023.
- ²⁹⁰ OIM, 2023t.
- ²⁹¹ Álvarez Velasco, 2020 ; Dixon, s.d.
- ²⁹² Álvarez Velasco, 2022.
- ²⁹³ Yates, 2019.
- ²⁹⁴ Selee *et al.*, 2023.
- ²⁹⁵ *Ibid.*
- ²⁹⁶ Yates et Bolter, 2021.
- ²⁹⁷ Roy, 2022.
- ²⁹⁸ OCHA, 2022a.
- ²⁹⁹ FICR, s.d. ; OIM et PAM, 2022.
- ³⁰⁰ OIM, 2023t; Roy, 2022.
- ³⁰¹ MMC, 2023.
- ³⁰² Gouvernement du Panama, 2023.
- ³⁰³ OIM, 2023u.
- ³⁰⁴ HCR, 2023a.
- ³⁰⁵ NRC, 2023.
- ³⁰⁶ Reuters, 2023b.
- ³⁰⁷ Wilson Center, 2022 ; Plan International, 2023.
- ³⁰⁸ ICG, 2023.
- ³⁰⁹ IDMC, 2023a.
- ³¹⁰ Banque mondiale, 2023a.
- ³¹¹ *Ibid.*
- ³¹² *Ibid.*
- ³¹³ IASC et Commission européenne, 2022.
- ³¹⁴ Angelo, 2022 ; OIM et PAM, 2022.
- ³¹⁵ Al Jazeera, 2022.
- ³¹⁶ IDMC, 2023a.
- ³¹⁷ *Ibid.*
- ³¹⁸ Lacarte *et al.*, 2023.
- ³¹⁹ DESA, 2021.
- ³²⁰ *Ibid.*
- ³²¹ *Ibid.*
- ³²² Mérancourt et Coletta, 2023.
- ³²³ HCDH, 2022b.
- ³²⁴ OIM, 2023v.
- ³²⁵ IDMC, 2023a.
- ³²⁶ OIM, 2022f.
- ³²⁷ IDMC, 2023a.
- ³²⁸ HCDH, 2023e ; Obert, 2022.
- ³²⁹ Augustin et Robles, 2022.
- ³³⁰ Sesin, 2022.
- ³³¹ Salomon, 2022.
- ³³² Augustin et Robles, 2022.
- ³³³ Perlmutter, 2022 et 2023.
- ³³⁴ OIM, 2023w.
- ³³⁵ OMM, 2022.
- ³³⁶ PNUD, 2022b.
- ³³⁷ *Ibid.*
- ³³⁸ IDMC, 2023a.
- ³³⁹ OMM, 2022.
- ³⁴⁰ GIEC, 2022b.
- ³⁴¹ Voir l'appendice A pour la composition détaillée de l'Amérique du Nord.
- ³⁴² Voir le chapitre 2 pour plus d'informations sur la prochaine parution de la série de données sur les populations de migrants internationaux du DESA.
- ³⁴³ HCR, 2023a.
- ³⁴⁴ Voir l'appendice A pour la composition détaillée de l'Amérique du Nord.
- ³⁴⁵ Harnoss *et al.*, 2022.
- ³⁴⁶ Ainsley *et al.*, 2023.
- ³⁴⁷ DePillis, 2023.
- ³⁴⁸ Bhattarai et Gurley, 2022.

- ³⁴⁹ MPI, 2022.
- ³⁵⁰ US EPA, s.d.
- ³⁵¹ GIEC, 2022a.
- ³⁵² NOAA, s.d.
- ³⁵³ Tumin, 2023 ; Cecco, 2023.
- ³⁵⁴ IDMC, 2023a.
- ³⁵⁵ Flavelle, 2022.
- ³⁵⁶ Ruiz Soto, 2022.
- ³⁵⁷ *Ibid.*
- ³⁵⁸ *Ibid.*
- ³⁵⁹ Spagat, 2022.
- ³⁶⁰ *Ibid.*
- ³⁶¹ Debusmann, 2023 ; Engle, 2023.
- ³⁶² Goodman, 2023 ; US DHS, 2023.
- ³⁶³ US DHS, 2023.
- ³⁶⁴ Movilidad Segura, s.d.
- ³⁶⁵ *Ibid.*
- ³⁶⁶ OIM, 2022g.
- ³⁶⁷ Selee, 2022.
- ³⁶⁸ Sommet des chefs d'État des Amériques, 2022.
- ³⁶⁹ HCR, 2023a.
- ³⁷⁰ *Ibid.*
- ³⁷¹ *Ibid.*
- ³⁷² MPI, 2022.
- ³⁷³ Voir l'appendice A pour la composition détaillée de l'Océanie.
- ³⁷⁴ Voir le chapitre 2 pour plus d'informations sur la prochaine parution de la série de données sur les populations de migrants internationaux du DESA.
- ³⁷⁵ Voir l'appendice A pour la composition détaillée de l'Océanie.
- ³⁷⁶ Gouvernement de l'Australie, 2023a.
- ³⁷⁷ Boucher, 2023.
- ³⁷⁸ Gouvernement de l'Australie, 2023a.
- ³⁷⁹ Karp, 2023.
- ³⁸⁰ *Ibid.*
- ³⁸¹ Gouvernement de l'Australie, 2023a ; Boucher, 2023.
- ³⁸² Gouvernement de l'Australie, 2023b.
- ³⁸³ Boucher, 2023.
- ³⁸⁴ Gouvernement de l'Australie, 2022.
- ³⁸⁵ *Ibid.*
- ³⁸⁶ Whyte, 2022.
- ³⁸⁷ OCHA, 2022b.
- ³⁸⁸ IDMC et BAsD, 2022.
- ³⁸⁹ OIM et OIT, 2022.
- ³⁹⁰ IDMC, 2022b.
- ³⁹¹ IDMC et BAsD, 2022.
- ³⁹² ICEF, 2023.
- ³⁹³ Knott, 2023.
- ³⁹⁴ ICEF, 2022b.
- ³⁹⁵ *Ibid.*

Appendice A. Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies : régions et sous-régions

Ce tableau reprend les régions et sous-régions géographiques du DESA et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'OIM.

Afrique				
Afrique de l'Est ^a	Afrique moyenne ^b	Afrique du Nord	Afrique australe ^c	Afrique de l'Ouest ^d
Burundi	Angola	Algérie	Afrique du Sud	Bénin
Comores	Cameroun	Égypte	Botswana	Burkina Faso
Djibouti	Congo	Libye	Eswatini	Cabo Verde
Érythrée	Gabon	Maroc	Lesotho	Côte d'Ivoire
Éthiopie	Guinée équatoriale	Soudan	Namibie	Gambie
Kenya	République centrafricaine	Tunisie		Ghana
Madagascar	République démocratique du Congo			Guinée
Malawi	Sao Tomé-et-Principe			Guinée-Bissau
Maurice	Tchad			Libéria
Mayotte				Mali
Mozambique				Mauritanie
Ouganda				Niger
République-Unie de Tanzanie				Nigéria
Réunion				Sainte-Hélène
Rwanda				Sénégal
Seychelles				Sierra Leone
Somalie				Togo
Soudan du Sud				
Zambie				
Zimbabwe				

^a L'Afrique de l'Est a été fusionnée avec la sous-région Afrique australe dans ce chapitre, bien que les pays, territoires et zones y figurant restent les mêmes.

^b Cette sous-région a été renommée « Afrique centrale » dans ce chapitre et fusionnée avec l'Afrique de l'Ouest.

^c Cette sous-région a été fusionnée avec l'Afrique de l'Est.

^d Cette sous-région a été fusionnée avec l'Afrique centrale (Afrique moyenne, pour le DESA) dans ce chapitre.

Asie				
Asie centrale	Asie de l'Est	Asie du Sud-Est	Asie du Sud	Asie de l'Ouest ^e
Kazakhstan	Chine	Brunéi Darussalam	Afghanistan	Arabie saoudite
Kirghizistan	Chine, Région administrative spéciale de Hong Kong	Cambodge	Bangladesh	Arménie
Ouzbékistan	Chine, Région administrative spéciale de Macao	Indonésie	Bhoutan	Azerbaïdjan
Tadjikistan	Japon	Malaisie	Inde	Bahreïn
Turkménistan	Mongolie	Myanmar	Iran (République islamique d')	Chypre
	République de Corée	Philippines	Maldives	Émirats arabes unis
	République populaire démocratique de Corée	République démocratique populaire lao	Népal	Géorgie
		Singapour	Pakistan	Iraq
		Thaïlande	Sri Lanka	Israël
		Timor-Leste		Jordanie
		Viet Nam		Koweït
				Liban
				Oman
				Qatar
				République arabe syrienne
				Türkiye
				Yémen

^e Cette sous-région a été renommée « Moyen-Orient ».

Europe ^f			
Europe de l'Est ^g	Europe du Nord	Europe du Sud	Europe de l'Ouest
Bélarus	Danemark	Albanie	Allemagne
Bulgarie	Estonie	Andorre	Autriche
Fédération de Russie	Finlande	Bosnie-Herzégovine	Belgique
Hongrie	Îles Anglo-Normandes	Croatie	France
Pologne	Île de Man	Espagne	Liechtenstein
République de Moldova	Îles Féroé	Gibraltar	Luxembourg
Roumanie	Irlande	Grèce	Monaco
Slovaquie	Islande	Italie	Royaume des Pays-Bas
Tchéquie	Lettonie	Macédoine du Nord	Suisse
Ukraine	Lituanie	Malte	
	Norvège	Monténégro	
	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	Portugal	
	Suède	Saint-Marin	
		Saint-Siège	
		Serbie	
		Slovénie	

^f Dans le chapitre 3, certains pays de cette sous-région, en particulier les pays membres de l'Union européenne, ont pu être inclus à la fois dans l'analyse de l'Europe du Sud-Est et de l'Est et dans celle de la sous-région Europe du Nord, de l'Ouest et du Sud.

^g L'Europe du Nord, l'Europe de l'Ouest et l'Europe du Sud sont fusionnées dans ce chapitre, à l'exclusion des pays suivants d'Europe du Sud : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie, qui ont été inclus dans la section du chapitre consacrée à la sous-région Europe du Sud-Est et de l'Est.

Amérique latine et Caraïbes		
Caraïbes	Amérique centrale ^h	Amérique du Sud
Anguilla	Belize	Argentine
Antigua-et-Barbuda	Costa Rica	Bolivie (État plurinational de)
Aruba	El Salvador	Brésil
Bahamas	Guatemala	Chili
Barbade	Honduras	Colombie
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	Mexique	Équateur
Cuba	Nicaragua	Guyana
Curaçao	Panama	Guyane française
Dominique		Îles Falkland (Malvinas)
Grenade		Paraguay
Guadeloupe		Pérou
Haïti		Suriname
Îles Caïmanes		Uruguay
Îles Turques et Caïques		Venezuela (République bolivarienne du)
Îles Vierges américaines		
Îles Vierges britanniques		
Jamaïque		
Martinique		
Montserrat		
Porto Rico		
République dominicaine		
Sainte-Lucie		
Saint-Kitts-et-Nevis		
Saint-Vincent-et-les Grenadines		
Sint Maarten (partie néerlandaise)		
Trinité-et-Tobago		

^h La sous-région « Amérique centrale » a été fusionnée avec le Mexique et les Caraïbes dans ce chapitre.

Amérique du Nord
Bermudes
Canada
Groenland
Saint-Pierre-et-Miquelon
États-Unis d'Amérique

Océanie			
Australie et Nouvelle-Zélande	Mélanésie	Micronésie	Polynésie
Australie	Fidji	Guam	Îles Cook
Nouvelle-Zélande	Îles Salomon	Îles Mariannes septentrionales	Îles Wallis-et-Futuna
	Nouvelle-Calédonie	Îles Marshall	Nioué
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Kiribati	Polynésie française
	Vanuatu	Micronésie (États fédérés de)	Samoa
		Nauru	Samoa américaines
		Palaos	Tokélaou
			Tonga
			Tuvalu

Légende :

Région
Sous-région ⁱ
Pays, territoire ou zone ^{ii,iii}

Note : Pour des notes explicatives ou relatives à la méthodologie, voir DESA, 2020.

- ⁱ Les noms des sous-régions utilisés dans ce chapitre ainsi que les pays, territoires ou zones inclus dans ces sous-régions peuvent différer de ceux utilisés par la Division de statistique du DESA.
- ⁱⁱ Les noms de pays ou de zones sont présentés sous la forme courte utilisée dans les opérations quotidiennes des Nations Unies et ne correspondent pas nécessairement aux noms officiels employés dans les documents officiels. Ces noms sont tirés de la base de données terminologique des Nations Unies (UNTERM), consultable à l'adresse <https://unterm.un.org/UNTERM/portal/welcome>. Les appellations employées sur ce site et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies [ou de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)] aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites (DESA, s.d.).
- ⁱⁱⁱ Les entités mentionnées dans ce tableau comprennent des pays ainsi que des territoires, des zones et des régions administratives spéciales. Ce tableau est également utilisé dans le chapitre 2. Il n'entend pas être exhaustif.

Références*

- Abdelkader, E. (2017). [The history of the persecution of Myanmar's Rohingya](#). *The Conversation*, 21 septembre.
- Abderrahmane, A. (2022). [Going for gold: Africa's young footballers exploited by smugglers](#). Institute for Security Studies, 24 novembre.
- Abebe, T. et G. Mukundi-Wachira (dir. publ.) (2023). [The State of Migration in East and Horn of Africa Report 2022](#). OIM, Genève.
- Aboueldahab, N. (2021). [Social protection, not just legal protection: Migrant laborers in the Gulf](#). Policy Note. Brookings Doha Center, Washington, D.C. et Doha, août.
- ACAPS (2023). [Colombia: Risk analysis update](#). 13 janvier.
- ACAPS (n.d.). [Country Analysis: Ethiopia](#). Site Web (consulté le 27 novembre 2023).
- ACLED (2022). [Colombia: Mid-year update](#). 10 conflicts to worry about in 2022. Site Web consulté le 27 novembre 2023.
- ACLED (2023). [Context assessment: Heightened political violence in Somalia](#). 3 mars.
- Adler, N. (2022). [How immigration "made French football better"](#). *Al Jazeera*, 30 novembre.
- Agence de l'Union européenne pour l'asile, Organisation internationale pour les migrations(OIM) et Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2022). [Forced Displacement from and within Ukraine: Profiles, Experiences, and Aspirations of Affected Populations](#). EUAA, OIM, OCDE, n.p.
- Ahmed, E. (2023). [Denmark puts asylum center talks with Rwanda on back burner](#). AA, 25 janvier.
- Ainsley, J., J. Seidman et D. Martinez (2023). [Canada and the US both face labor shortages. One country is increasing immigration](#). NBC News, 7 janvier.
- Al Jazeera (2022). [Julia brings heavy rains to Central America, killing at least 16](#). 10 octobre.
- Al Jazeera (2023a). [UN reports "alarming" rise in Rohingya deaths at sea in 2022](#). 17 janvier.
- Al Jazeera (2023b). [Rohingya campaigners condemn Myanmar's 'opaque' repatriation plan](#). 23 mars.
- Al Jazeera (2023c). [S Korea breaks record for world's lowest fertility rate, again](#). 22 février.
- Álvarez Velasco, S. (2020). [From Ecuador to elsewhere: The \(re\)configuration of a transit country](#). *Migration and Society: Advances in Research*, 3:34-49.
- Álvarez Velasco, S. (2022). [Between hostility and solidarity: The production of the Andean region–Southern cone transit migratory corridor](#). In : *Migration in South America* (G. Herrera et C. Gómez, dir. publ.). IMISCOE Research Series. Springer, Cham.
- André, C. (2022). [IDMC'S regional workshop: Filling the data gaps on internal displacement in the central Sahel](#). 5 décembre.
- Angelo, P. (2022). [Climate change and regional instability in Central America](#). Document d'orientation, Council on Foreign Relations, septembre.

* Tous les liens hypertextes fonctionnaient au moment de la rédaction du présent rapport.

- Arhin-Sam, K., A. Bisong, L. Jegen, H. Mounkaila et F. Zanker (2022). [The \(in\)formality of mobility in the ECOWAS region: The paradoxes of free movement](#). *South African Journal of International Affairs*, 29(2):187-205.
- Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (2022). [ASEAN Migration Outlook](#). ASEAN, Jakarta.
- Augustin, E. et F. Robles (2022). ['Cuba Is depopulating': Largest exodus yet threatens country's future](#). *The New York Times*, 10 décembre.
- Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) (2020). [IGAD Protocol on Transhumance](#), approuvé le 27 février.
- Auyezov, O. et M. Gordeyeva (2022). [Russians fleeing war call-up face new stresses on arrival in Kazakhstan](#). Reuters, 7 octobre.
- Bahar, D., J. Morales-Arilla et S. Restrepo (2022). [Economic integration of Venezuelan immigrants in Colombia: a policy roadmap](#). Document de politique générale No. 280 du Center for Global Development, décembre.
- Banque asiatique de développement (BAD) (2022). [By the numbers: Climate change in Central Asia](#). 23 novembre.
- Banque mondiale (2023a). [Remittances remain resilient but are slowing](#). Migration and Development Brief 38. KNOMAD, juin.
- Banque mondiale (2023b). [Rapport sur le développement dans le monde 2023 : de migrante en détresse à chef d'entreprise, l'odyssée de Dexibel ou comment une bonne intégration change la donne en Colombie](#). Présentation vidéo, 16 juin.
- Barchfield, J. (2023). [Venezuelan medical professionals step in to fill healthcare gaps in Peru](#). HCR, 15 février.
- Belhaj, F. (2022). [COPs offer Middle East–North Africa a climate leadership role](#). *Forbes*, 14 novembre.
- Bentil, E.N., Y. Nagashima, H. Bayusuf, J. Salmi, A. Dieng et V. Sundararaman (2021). [Youth empowerment: Reimagining and transforming skills development in Western and Central Africa](#). Article de blog. Banque mondiale, 21 juillet.
- Bergmann, J. (2021). [Planned relocation in Peru: Advancing from well-meant legislation to good practice](#). *Journal of Environmental Studies and Sciences*, 11:365–375.
- Bhattarai, A. et L.K. Gurley (2022). [Trump, COVID slowed down immigration. Now employers can't find workers](#). *The Washington Post*, 15 décembre.
- Bisong, A. (2021). [Regulating recruitment and protection of African migrant workers in the Gulf and the Middle East](#). Document d'orientation No. 292 de l'European Centre for Development Policy Management, février.
- Black, J. et Z. Sigman (2022). [50,000 lives lost during migration: Analysis of Missing Migrants Project data 2014–2022](#). OIM, Centre mondial d'analyse des données sur la migration (GMDAC).
- Bloomberg News (2022). [Russia defies most dire economic forecasts despite looming recession](#). Bloomberg, 19 avril.
- Boucher, A. (2023). [Australia's immigration system set for overhaul after damning review](#). Sydney University news, 28 avril.
- Brenn, L., N. Mäkelä, E. Panizza, A. Amdihun et R. Rudari (2022). [Developing partnerships in the IGAD region](#). *Forced Migration Review*, 69, mars.
- British Broadcasting Corporation (BBC) (2022). [Rohingya refugees reach Indonesia after month at sea](#). *BBC News*, 26 décembre.

- Brumat, L. et F.D. Pereira (2023). [Lula's migration and foreign policy agendas and the future of South American regionalism](#). Article de blog. Eurac Research, 6 mars.
- Brumat, L. et M.V. Espinoza (2023). [Actors, ideas, and international influence: understanding migration policy change in South America](#). *International Migration Review*, prépublication.
- Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) (2021). [Libya: Climate change threatens Libya's economic development and sustainability](#). 26 août.
- OCHA (2022a). [Latin America and the Caribbean: Weekly situation update \(15-21 août 2022\)](#). 22 août.
- OCHA (2022b). [Pacific Islands](#). Humanitarian Action: Analysing Needs and Responses, 30 novembre.
- OCHA (2023a). [Malawi: Tropical Cyclone Freddy: Flash update No. 7](#). 22 mars.
- OCHA (2023b). [Humanitarian update: Issue 12](#). OCHA Syrie, mai.
- OCHA (2023c). [Ukraine Humanitarian Response 2023](#). Situation report, 23 novembre.
- Castellanos, E., M.F. Lemos, L. Astigarraga, N. Chacón, N. Cuví, C. Huggel, L. Miranda, M. Moncassim Vale, J.P. Ometto, P.L. Peri, J.C. Postigo, L. Ramajo, L. Roco et M. Rusticucci (2022). [Amérique centrale et Amérique du Sud](#). In : *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Contribution du Groupe de travail II au Sixième Rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem et B. Rama, dir. publ.). Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni.
- Cecco, L. (2023). [Exhausted crews battle Canadian wildfires as experts issue climate warning](#). *The Guardian*, 10 juin.
- Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD) (2023). [ICMPD migration outlook: Eastern Europe and Central Asia 2023](#). Février.
- Ciurcă, A. (2023). [Desperate to earn, Moldovans risk exploitation in Western Europe](#). *Balkan Insight*, 23 mars.
- Clement, V., K.K. Rigaud, A. de Sherbinin, B. Jones, S. Adamo, J. Schewe, N. Sadiq et E. Shabahat (2021). [Groundswell Part 2: Acting on Internal Climate Migration](#). Banque mondiale, Washington, D.C.
- Collyns, D. (2023). [Ecuador's criminal gangs bring death and mayhem amid political gridlock](#). *The Guardian*, 23 avril.
- Comité permanent interorganisations (IASC) (2023). [Statement by principals of the Inter-Agency Standing Committee, on the situation in Israel and the Occupied Palestinian Territory, "we need an immediate humanitarian ceasefire"](#). Communiqué de presse, 5 novembre.
- IASC et Commission européenne (2022). [INFORM Report 2022: Shared Evidence for Managing Crises and Disasters](#). EUR 31081 EN. Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) (2022). [WMO issues report State of Climate in Latin America and Caribbean](#). 22 juillet.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) (2022). [Mixed migration by land and by sea to Europe: recovery after a transient pandemic impact](#). Document de travail, 16 octobre.
- Commission européenne (2022). [Migration routes: Commission proposes action plan for Central Mediterranean to address immediate challenges](#). Communiqué de presse, 21 novembre.
- Commission européenne (s.d.). [Temporary protection](#). Page Web (consultée le 27 novembre 2023).

Conseil de l'Europe et Conseil de l'Union européenne (2023). [Migration flows on the Central Mediterranean route](#). Page Web (consultée le 11 avril 2023).

Conseil européen sur les réfugiés et les exilés (CERE) (2022a). [Mediterranean: Commission's action plan on the central med endorsed by EU interior ministers amid critiques over recycling old mistakes, high-profile EU politicians accused of committing "crimes against humanity" over cooperation with EU-funded Libyan coast guard](#). Communiqué de presse, 2 décembre.

CERE (2022b). [Joint statement: NGOs call on Member States: agreeing on the instrumentalisation regulation will be the final blow to a Common European Asylum System \(CEAS\) in Europe](#). Communiqué de presse, 8 septembre.

CERE (2023). [Policy note: Movement to and from Ukraine under the Temporary Protection Directive](#). Communiqué de presse, 13 janvier.

Council on Foreign Relations (2023). [Violent extremism in the Sahel](#). Global Conflict Tracker, 10 août.

Danish Refugee Council (DRC) (2022). [EU's actions on migratory routes must prioritize safe mobility and access to protection](#). Press release, 12 décembre.

Davies, A. (2022). [Kyrgyzstan–Tajikistan border clashes claim nearly 100 lives](#). BBC News, 19 septembre

Debusmann, B., Jr (2023). [Title 42: What is the immigration rule and why has it ended?](#) BBC News, 12 mai.

DePillis, L. (2023). [Immigration rebound eases shortage of workers, up to a point](#). *The New York Times*, 6 février.

Devillard, A., A. Bacchi et M. Noack (2015). [A survey on migration policies in West Africa](#). ICMPD et OIM, mars.

Diaz, L. (2023). [Violence, unemployment drive Ecuadorians to Mexico](#). Reuters, 7 février.

Département d'État des États-Unis (2022). [2022 Trafficking in persons report](#). Juillet.

Dixon, L. (s.d.). [Ecuador: A new gateway to the Americas](#). Journalists for Transparency.

Doña-Reveco, C. (2022). [Chile's welcoming approach to immigrants cools as numbers rise](#). Institut des politiques migratoires, 18 mai.

Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA) (2020). [International Migrant Stock 2020](#). Base de données des Nations Unies (POP/DB/MIG/Stock/Rev.2020).

DESA (2021). [International Migrant Stock 2020](#). Série de données (consultée le 15 août 2023).

DESA (2022). [World Population Prospects 2022](#). Page Web (consultée le 27 novembre 2023).

DESA (s.d.). [Methodology: Standard country or area codes for statistical use \(M49\)](#). Division de statistique, page Web (consultée le 6 décembre 2023).

Ebel, F. (2023). [Kazakhstan tightens visa rules, setting limits for Russians fleeing war duty](#). *The Washington Post*, 17 janvier.

Ecuador Times (2023). [More Ecuadorians face deportation in the United States](#). 22 juin.

Emmot, R., S. Siebold et A. Sytas (2021). [Lithuania, EU say Belarus using refugees as "political weapon"](#). Reuters, 12 juillet.

Engle, J. (2023). [Lesson plan: "Title 42 is gone, but not the conditions driving migrants to the US"](#). *The New York Times*, 16 mai.

Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) (2022). [Feminist foreign policies: An introduction](#). Résumé.

États membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CEA) et États de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique (2022). [Déclaration ministérielle de Kampala sur la migration, l'environnement et le changement climatique](#), adoptée le 29 juillet

Fahim, K. (2022). [With nationalism rising, Turkey turns against refugees it once welcomed](#). *The Washington Post*, 21 août.

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) (s.d.). [Mexico and Central American migration crisis](#) (MDR43008).

Flavelle, C. (2022). [In a first, US pays tribes to move away from climate threats](#). *The New York Times*, 4 novembre.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (2023a). [Child alert: Extreme jeopardy in the central Sahel](#). Mars. UNICEF (2023b). [Chile emergency: Wildfires in Chile](#). Note éclair sur la situation humanitaire, 13 février.

Food Security and Nutrition Working Group (FSNWG) (2022). [FSNWG food security and nutrition update](#). Janvier.

Frost, R. (2023). [Japan sees heaviest rain ever: Is climate change making downpours more extreme?](#) Euronews, 10 juillet.

Fulton, A. et O. Holmes (2023). [Sudan conflict: Why is there fighting and what is at stake in the region?](#) *The Guardian*, 27 avril.

Fusco, G. (2022). [Climate change and food security in the northern and eastern African regions: A panel data analysis](#). *Sustainability*, 14(19):12664.

Gbadamosi, N. (2023). [Climate change wreaks Havoc in Southern Africa](#). *Foreign Policy*, 22 mars.

George, R.A. (2022). [Sweden's feminist foreign policy can't be undone](#). *Foreign Policy*, 18 novembre.

Global Centre for the Responsibility to Protect (n.d). [Central Sahel \(Burkina Faso, Mali and Niger\)](#). Page Web (consultée le 31 mai 2023).

Global Fund to End Modern Slavery (GFEMS) (2021). [Forced labor among Kenyan migrant workers in the Gulf Cooperation Council \(GCC\) countries: A prevalence estimation report](#). NORC at the University of Chicago, décembre.

Goldbaum, C. et S. Padshah (2023). [Driven out of Pakistan, Afghans face an uncertain future](#). *The New York Times*, 30 octobre.

Goldbaum, C. et Y. Akbary (2022). [Over a million flee as Afghanistan's economy collapses](#). *The New York Times*, 2 février.

Goodman, J.D. (2023). [What is Title 8?](#) *The New York Times*, 11 mai.

Goodwin, G. et C. Escobar (2023). [Surging Ecuadorian migration keeps Colombia at the frontline](#). Article de blog. London School of Economics, 13 avril.

Gouvernement de l'Australie (2022). [Australia's migration future](#). Communiqué de presse, 2 septembre.

Gouvernement de l'Australie (2023a). [Review of the migration system: Final report](#). Ministère de l'Intérieur, mars.

Gouvernement de l'Australie (2023b). [Temporary skilled migration income threshold raised to \\$70,000](#). Communiqué de presse, 27 avril.

Gouvernement du Canada (2021). [Canada's Feminist International Assistance Policy](#). Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Gouvernement du Panama (2023). [Irregulares en tránsito por Darién por país de](#). Série de données (consultée le 15 novembre 2023).

Gouvernement de l'Ouzbékistan (2022). [Uzbek Foreign Ministry: bilateral documents signed with the State of Israel in the field of labor migration](#). Communiqué de presse, 28 juillet.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2022a). [Fact sheet – North America: Climate change impacts and risks](#). Décembre.

GIEC (2022b). [Fact sheet – small islands: Climate change impacts and risks](#). Novembre.

Harb, M. et N. Elhennawy (2023). [State Department holds news briefing as Sudan conflict begins last day of truce](#). *PBS NewsHour*, 3 mai.

Harnoss, J., J. Kugel, K. Kleissl, M. Finley et F. Candelon (2022). [Migration matters: A human cause with a \\$20 trillion business case](#). Boston Consulting Group and International Organization of Migration, December.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) (2021). [Experts of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination ask Lebanon about the kafala system for migrant domestic workers, the absence of a definition of racial discrimination, and the treatment of refugees](#). Communiqué de presse, 11 août.

HCDH (2022a). [Nowhere but back: Migrants in Libya compelled to accept “voluntary” return](#). Communiqué de presse, 2 novembre.

HCDH (2022b). [Comment by UN High Commissioner for Human Rights Volker Türk on deportation of Haitians from Dominican Republic](#). Communiqué de presse, 10 novembre.

HCDH (2023a). [Tunisia must immediately stop hate speech and violence against migrants from south of Sahara, UN committee issues early warning](#). Communiqué de presse, 4 avril.

HCDH (2023b). [Bangladesh must suspend pilot project to return Rohingya refugees to Myanmar: UN expert](#). Communiqué de presse, 8 juin.

HCDH (2023c). [Ukraine: Civilian casualty update 10 April 2023](#). Communiqué de presse, 10 avril.

HCDH (2023d). [Italy: Proposed new sea rescue law puts more lives at risk – Türk](#). Communiqué de presse, 16 février.

HCDH (2023e). [Haiti: UN experts say Government must act to end gang violence against women and girls](#). Communiqué de presse, 10 mai.

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (2020). [Thousands of refugees and migrants suffer extreme rights abuses on journeys to Africa's Mediterranean coast, new UNHCR/MMC report shows](#). Communiqué de presse, 29 juillet.

HCR (2022a). [UK asylum and policy and the Illegal Migration Act](#). Communiqué de presse, 7 mars.

HCR (2022b). [Temporary Protection Status in Colombia, a journey to regularization](#). Communiqué de presse, 18 juillet.

- HCR (2023a). [Global trends: Forced displacement in 2022](#). Juin.
- HCR (2023b). [UNHCR's drought response in Ethiopia, Kenya and Somalia](#). 31 janvier.
- HCR (2023c). [Operational data portal: Sudan situation](#). Série de données (consultée le 15 août 2023).
- HCR (2023d). [UNHCR seeks comprehensive regional response to address rise in deadly South-East Asia sea journeys](#). Note de synthèse, 17 janvier.
- HCR (2023e). [UNHCR statement on Bangladesh, Myanmar bilateral pilot project on Rohingya returns](#). Communiqué de presse, 19 mars.
- HCR (2023f). [Middle East and North Africa](#). Page Web.
- HCR (2023g). [Ukraine situation Flash Update #45](#). 21 avril.
- HCR (2023h). [Operational data portal: Ukraine refugee situation](#). Série de données (consultée le 16 août 2023).
- HCR (2023i). [Venezuela situation: 2023 operational update #1](#). Mars.
- HCR (s.d.a). [Refugee data finder](#). Série de données (consultée le 28 novembre 2023).
- HCR (s.d.b). [Rohingya emergency](#) (consulté le 23 octobre 2023).
- HCR (s.d.c). [Venezuela situation](#). Page Web (consultée le 28 novembre 2023).
- HCR et OIM (2023). [UNHCR-IOM flash update #3: Arrest and detention flow monitoring](#). 1^{er} novembre.
- Hertog, S. (2022). [Reforming labour market and migration regulation in Gulf States](#). Article de blog. London School of Economics, 17 juin.
- Hogan, S. (2023). [Japan aims high with 400,000 int'l's by 2033 ambition](#). The PIE news, 23 mars.
- International Consultants for Education and Fairs (ICEF) (2022a). [Why have Chinese student numbers been slower to recover this year?](#) ICEF Monitor, 24 août.
- ICEF (2022b). [How are international student numbers recovering so far in New Zealand?](#) ICEF Monitor, 30 novembre.
- ICEF (2023). [Surge in new students has ELICOS sector leading Australian growth for 2022](#). ICEF Monitor, 8 mars.
- Institut des politiques migratoires (MPI) (2022). [Top 10 migration issues of 2022](#). Source d'information sur les migrations.
- Interagency Coordination Platform for Refugees and Migrants (R4V) (n.d.). [Refugees and migrants from Venezuela](#). Site Web (consulté le 11 juin 2023).
- International Crisis Group (ICG) (2022). [Ecuador's high tide of drug violence](#). 4 novembre.
- ICG (2023). [Latin America wrestles with a new crime wave](#). 12 mai.
- Issue-Based Coalition on Human Mobility (IBC) (2023). [IBC human mobility \(December 2022–January 2023\)](#).
- Japan News* (2022). [Japan to accept more workers from Central Asia](#). 18 décembre.
- Jespersion, S., H. Alffram, L. Denney et P. Domingo (2022). [Labour migration in Cambodia, Laos, Thailand and Vietnam: Migrants' vulnerabilities and capacities across the labour migration cycle](#). Document thématique de l'Overseas Development Institute, décembre.

- Karp, P. (2023). [Australia's "broken" migration system leaves 1.8m workers "permanently temporary", review finds.](#) *The Guardian*, 26 avril.
- Kean, T. (2022). [Five years on, Rohingya refugees face dire conditions and a long road ahead.](#) Entretien avec l'International Crisis Group, 22 août.
- Khashimov, S., R. Zhandayeva, K. Nuranova et Z. Aisarina (2020). [Introducing the Central Asia Migration Tracker.](#) The Oxus Society, décembre.
- Knott (2023). [Australian international education recovery gathering momentum, arrival data shows.](#) Étude de voyage, 17 avril.
- Lacarte, V., J. Amaral, D. Chaves-González, A.M. Sáiz et J. Harris (2023). [Migration, integration, and diaspora engagement in the Caribbean: A policy review.](#) MPI et BID, mars.
- Mahmud, F. (2022). [Bangladesh floods: Experts say climate crisis worsening situation.](#) *Al Jazeera*, 22 juin.
- Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) (2022). [Fresh impetus to implement COMESA protocols on free movement.](#) Communiqué de presse, 2 juin.
- McAuliffe, M. (2017). [Protection elsewhere, resilience here: Introduction to the special issue on statelessness, irregularity, and protection in Southeast Asia.](#) *Journal of Immigrant and Refugee Studies*. 15(3):221-231.
- McAuliffe, M. et B. Khadria (dir. publ.) (2019). [État de la migration dans le monde 2020.](#) OIM, Genève.
- McAuliffe, M. et A. Triandafyllidou (dir. publ.) (2021). [État de la migration dans le monde 2022.](#) OIM, Genève.
- Mentzelopoulou, M. (2022). [Instrumentalisation in the field of migration and asylum.](#) Information du Service de recherche du Parlement européen, novembre.
- Mérancourt, W. et A. Coletta (2023). [Dominican Republic sending children, pregnant migrants back to Haiti.](#) *The Washington Post*, 17 mars.
- Mercado Común del Sur (Marché commun du Sud) (MERCOSUR) (s.d.). [MERCOSUR countries.](#)
- Mixed Migration Centre (MMC) (2023). [Quarterly mixed migration update: Latin America and the Caribbean.](#) 4^e trimestre.
- Moderan, O. (2023). [Tunisia's xenophobic plans backfire on its fragile economy.](#) Institut d'études de sécurité, 6 avril.
- Morris, L. (2022). [Bulgaria's vanishing act: Population dives by more than 11 percent over the past decade.](#) *The Washington Post*, 7 janvier.
- Movilidad Segura (s.d.). [General information on the "Safe Mobility" initiative.](#) Page Web (consultée le 28 novembre 2023).
- Munda, C. (2022). [Saudi remittances to Kenya double to \\$187m amid maids abuse.](#) *The EastAfrican*, 23 septembre.
- National Oceanic Atmospheric Administration (NOAA) (s.d.). [Wildfire climate connection.](#) Page Web (consultée le 28 novembre 2023).
- Nations Unies (2022a). [Pakistan: To avert "second wave of death", UN raises funding appeal to \\$816 million.](#) *UN News*, 4 octobre.
- Nations Unies (2022b). [Afghanistan: Food insecurity and malnutrition threaten "an entire generation".](#) *UN News*, 15 mars.
- Nations Unies (2023a). [Afghanistan still a grave humanitarian crisis, senior aid official says.](#) *UN News*, 28 février.

- Nations Unies (2023b). [UN officials call for Security Council's support for post-quake Syria](#). *UN News*, 28 février.
- Ndiaga, T. et E. Mcallister (2022). [African Union suspends Burkina Faso after military coup](#). Reuters, 1^{er} février.
- Neidhardt, A.-H. et P. Butcher (2022). [Disinformation on migration: How lies, half-truths, and mischaracterizations spread](#). Institut des politiques migratoires, 8 septembre.
- Ng, K. (2023). [China's population falls for first time since 1961](#). *BBC News*, 17 janvier.
- Nikkei Asia* (2023). [Japan shoots for 400,000 foreign students by 2033](#). 17 mars.
- Nkang, I.-O. (2019). [Europe's search for soccer's next big star is driving a modern-day slave trade](#). Quartz, 14 août.
- Norwegian Refugee Council (NRC) (2022). [NRC's operations in Djibouti](#). Fiche d'information, septembre.
- NRC (2023). [Millions in North Central America engulfed by war-like levels of violence](#). Communiqué de presse, 24 avril.
- Obert, J.D. (2022). ["Women's bodies weaponized": Haiti gangs use rape in spiraling violence](#). *The Guardian*, 14 novembre.
- Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) (2021). [2021 Global Report on Internal Displacement: Internal Displacement in a Changing Climate](#). IDMC, Genève.
- IDMC (2022a). [Country Profile: Japan](#). *Displacement data* (consulté le 17 août 2023).
- IDMC (2022b). [2022 Global Report on Internal Displacement: Children and Youth in Internal Displacement](#). IDMC, Genève.
- IDMC (2023a). [Rapport mondial sur le déplacement interne 2023 : déplacement interne et insécurité alimentaire](#). IDMC, Genève.
- IDMC (2023b). [Country profile: Chile](#). *Displacement data* (consulté le 17 août 2023).
- IDMC (s.d.). [Global internal displacement database](#). Série de données (consultée le 27 novembre 2023).
- IDMC et Banque asiatique de développement (BAD) (2022). [Disaster Displacement in Asia and the Pacific: A Business Case for Investment in Prevention and Solutions](#). IDMC, Genève.
- Ochab, E.U. (2022). [Sudan: Between violence, humanitarian crisis and protests](#). *Forbes*, 30 décembre.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) (2023a). [West Africa, North Africa and the Central Mediterranean](#). UNODC Observatory on Smuggling of Migrants, 20 juin.
- ONUDC (2023b). [Global Report on Trafficking in Persons 2022](#). ONUDC, Vienne.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OECD) (2022). [Labour migration in the Western Balkans: Mapping patterns, addressing challenges and reaping benefits](#).
- Organisation internationale du Travail (OIT) (2021). [ILO Global Estimates on International Migrant Workers: Results and Methodology](#). Troisième édition. OIT, Genève.
- OIT (s.d.). [Labour migration in Central and Eastern Europe](#). Page Web.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2022a). [A Region on the Move 2021: East and Horn of Africa](#). OIM, Nairobi.
- OIM (2022b). [Central Sahel crisis response plan 2022](#). 22 février.

- OIM (2022c). [IOM Yemen Flow Monitoring Registry: Non-Yemeni migrant arrivals and Yemeni migrant returns to Yemen in 2022](#). Mars.
- OIM (2022d). [Bosnia and Herzegovina — Flow Monitoring Surveys' Report. Round 4 \(4 juillet-11 septembre 2022\)](#). OIM, Sarajevo.
- OIM (2022e). [Estudio de impacto económico de la migración venezolana en Panamá: Realidad vs potencial](#). Octobre.
- OIM (2022f). [96,000 Haitians displaced by recent gang violence in capital: IOM report](#). Communiqué de presse, 28 octobre.
- OIM (2022g). [IOM statement on the Los Angeles Declaration on Migration and Protection](#). Communiqué de presse, 15 juin.
- OIM (2023a). [The Southern Dream: Exploring Migration Dynamics from the Horn of Africa to South Africa Along the Southern Route](#). OIM, Nairobi.
- OIM (2023b). [IOM East and Horn of Africa drought response: Situation report. 1–31 May 2023](#). Mai.
- OIM (2023c). [Irregular migration routes to Europe: West and Central Africa. January–December 2022](#). Mars.
- OIM (2023d). [Situation analysis on trafficking in persons for the purpose of forced criminality in Southeast Asia](#). 28 mars.
- OIM (2023e). [IOM and UNHCR urge Pakistan to maintain protection space for Afghans in need of safety](#). Communiqué de presse, 7 octobre.
- OIM (2023f). [2023 Earthquakes displacement overview – Türkiye](#). Mars.
- OIM (2023g). [IOM appeals for USD 69 million to respond to crisis in the Occupied Palestinian Territories, urges humanitarian access](#). Communiqué de presse, 20 octobre.
- OIM (2023h). [IOM flash appeal: Regional humanitarian response to the crisis in the Occupied Palestinian Territory](#). Octobre.
- OIM (2023i). [Deaths on migration routes in MENA highest since 2017: IOM 2022 data reveals](#). Communiqué de presse, 13 juin.
- OIM (2023j). [Flow monitoring registry dashboard: Non-Yemeni migrant arrivals and Yemeni returnees in April 2023](#). DTM, mai.
- OIM (2023k). [Missing Migrants Project annual regional overview: Middle East and North Africa, January 2022–December 2022](#). 13 juin.
- OIM (2023l). [Migration Trends in the Western Balkans in 2022](#).
- OIM (2023m). [UK “illegal migration bill” exacerbates risks for survivors of modern slavery: IOM](#). Communiqué de presse, 28 mars.
- OIM (2023n). [Mixed migration flows to Europe by sea and land. Série de données \(consultée le 17 août 2023\)](#).
- OIM (2023o). [Migration flow to Europe: Arrivals. Série de données \(consultée le 17 août 2023\)](#).
- OIM (2023p). [UN Network on Migration welcomes Brazil's return to the Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration](#). Communiqué de presse, 9 janvier.

- OIM (2023q). [Venezuelan refugees, migrants, and their hosts need help to chart a brighter future](#). Communiqué de presse, 14 mars.
- OIM (2023r). [The Darien: Where dread and faith collide for migrants betting on a brighter future](#). Communiqué de presse, 19 mai.
- OIM (2023s). [Reporte regional – Centroamérica, Norteamérica y el Caribe: Enero-Junio 2022](#). Février.
- OIM (2023t). [Number of migrants who embarked on the dangerous Darien Gap route nearly doubled in 2022](#). Communiqué de presse, 17 janvier.
- OIM (2023u). [Unprecedented migrant surge in Central America and Mexico; IOM calls for regional action](#). Communiqué de presse, 27 septembre.
- OIM (2023v). [Migrants' repatriation and reception assistance in Haiti](#). Avril.
- OIM (2023w). [Missing Migrants Project: Global data overview](#).
- OIM (s.d.a). [Sudan crisis: Displacement in Sudan and mixed cross-border movement overview](#). Série de données (consultée le 15 août 2023).
- OIM (s.d.b). [Libya: Middle East and North Africa](#). Série de données (consultée le 15 août 2023).
- OIM (s.d.c). [West and Central Africa](#). Page Web.
- OIM (s.d.d). [West and Central Africa: The regional migration context](#). Page Web. (consultée le 6 décembre 2023).
- OIM (s.d.e). [Victims from Asia](#). Série de données (consultée le 15 août 2023).
- OIM et OIT (2022). [Climate change and labour mobility in Pacific Island countries](#). Note de synthèse, juin.
- OIM et Programme alimentaire mondial (PAM) (2022). [Understanding the adverse drivers and implications of migration from El Salvador, Guatemala and Honduras](#). OIM et PAM, Panama et San José.
- Organisation météorologique mondiale (OMM) (2022). [State of the Climate in Latin America and the Caribbean 2021](#). OMM, Genève.
- OMM (2023). [Tropical Cyclone Freddy may set new record](#). Communiqué de presse, 10 mars.
- Osserman, S. et Y. Zhou (2022). [How migration has shaped the World Cup](#). Vox, 8 décembre.
- Oucho, L.A., L. Kandilige et P. Kazmierkiewicz (2023). [Labour Mobility and Regional Integration in East and Horn of Africa](#). OIM, Genève.
- Pallapothu, V. (2021). [A feminist foreign policy approach to immigration](#). The Gender Security Project, 18 janvier.
- Parker, C. (2023). [Migrants flee Tunisia amid arrests and racist attacks on sub-Saharan Africans](#). *The Washington Post*, 8 mars.
- Paul, R. (2023). [Rohingya say will not go home to Myanmar to be stuck in camps](#). Reuters, 6 mai.
- Perlmutter, L. (2022). [Cubans choose exile to escape post-protest political crackdown](#). *The Guardian*, 24 mars.
- Perlmutter, L. (2023). [Thousands of Cubans left scrambling after new US asylum policy](#). *Al Jazeera*, 26 janvier.
- Pickup, F. (2020). [How to address a shrinking population](#). Article de blog. PNUD Serbie, 22 janvier.
- Plan International (2023). [Adolescent girls in crisis: Experiences of migration in Central America and Mexico](#). Résumé. Plan International, Madrid.

- Porter, E. (2022). [Migrant workers face worse choices than building World Cup stadiums](#). *The Washington Post*, 29 novembre.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2022a). [Central Asia needs to take more action on climate change risks](#). Communiqué de presse, 2 décembre.
- PNUD (2022b). [Building resilient futures in the Caribbean](#). Communiqué de presse, 14 novembre.
- Rahman, S.A. (2023). [HRW calls for halt to Rohingya repatriation from Bangladesh to Myanmar](#). Voice of America, 20 mai.
- Reuters (2022). [Kazakhstan struggles to accommodate Russians fleeing war](#). 27 septembre.
- Reuters (2023a). ["I lost everything": Cyclone Yaku unleashes destruction in Peru](#). 15 mars.
- Reuters (2023b). [El Salvador murders plummet by over half in 2022 amid gang crackdown](#). 3 janvier.
- Roome, J. (2022). [SouthAsia4Climate: Solutions to tackle climate change in South Asia](#). Article de blog. Banque mondiale, 10 février.
- Roy, D. (2022). [Ten graphics that explain the US struggle with migrant flows in 2022](#). Council on Foreign Relations, 1^{er} décembre.
- Ruiz Soto, A.G. (2022). [Record-breaking migrant encounters at the US–Mexico border overlook the bigger story](#). Institut des politiques migratoires, octobre.
- Salomon, G. (2022). [Cubans flee island's economic woes by air, land and sea](#). AP news, 29 août.
- Schenk, C. (2023). [Post-Soviet labor migrants in Russia face new questions amid war in Ukraine](#). Institut des politiques migratoires, 7 février.
- Selee, A. (2022). [The Los Angeles Declaration could represent a big step for real migration cooperation across the Americas](#). Institut des politiques migratoires, juin.
- Selee, A., V. Lacarte, A.G. Ruiz Soto, D. Chaves-González, M.J. Mora et A. Tanco (2023). [In a dramatic shift, the Americas have become a leading migration destination](#). Institut des politiques migratoires, 11 avril.
- Sesin, C. (2022). [Historic wave of Cuban migrants will have a lasting impact on Florida](#). NBC News, 16 décembre.
- Singh, J.N. (2023). [Why so many of the world's students want to go to Chinese universities](#). Pod cast. Open Democracy, 1^{er} février.
- Smith, H. (2022). ["We all want to leave": Poverty, not crime, fuels the urge to flee Albania](#). *The Guardian*, 5 novembre.
- Smith, R. (2022). [At this World Cup, nationality is a fluid concept](#). *The New York Times*, 18 décembre.
- Spagat, E. (2022). [Illegal border crossings to US from Mexico hit annual high](#). AP News, 23 octobre.
- Suk, L.Y. et C. Yang (2023). [South Korea to bring in 110,000 migrant workers this year, but some businesses want more](#). Channel News Asia, 26 janvier.
- Sultanalieva, S. (2022). [Kyrgyzstan-Tajikistan border clashes prove deadly for civilians](#). Human Rights Watch, 21 septembre.
- Sommet des Chefs d'État des Amériques (2022). [Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection](#), adoptée le 10 juin.

- Talant, B. (2022). [How is climate change affecting Central Asia?](#) Radio Free Europe/Radio Liberty, 1^{er} juillet.
- Terry, K. et A. Rai (2023). [Amid record drought and food insecurity, east Africa's protracted humanitarian crisis worsens.](#) Institut des politiques migratoires, 18 janvier.
- Tumin, R. (2023). [Here is how to help more than 20,000 Canadians displaced by wildfires.](#) *The New York Times*, 9 juin.
- United States Department of Homeland Security (US DHS) (2023). [Fact sheet: US Government announces sweeping new actions to manage regional migration.](#) 27 avril.
- United States Environmental Protection Agency (US EPA) (n.d.). [Climate change indicators in the United States.](#) Page Web (consultée le 31 juillet 2023).
- United States (US) Customs and Border Protection (2023). [Nationwide Encounters.](#) Série de données (consultée le 17 août 2023).
- Walt, V. (2022). [The Morocco vs. France World Cup semifinal is about far more than soccer.](#) *Time*, 14 décembre.
- Wehrey, F. et N. Fawal (2022). [Cascading climate effects in the Middle East and North Africa: Adapting through inclusive governance.](#) Carnegie Endowment for International Peace, 24 février.
- Whyte, A. (2022). [Major reforms to NZ immigration settings announced.](#) One News, 11 mai.
- Wienberg, C. (2022). [Denmark moves closer to sending asylum seekers to Rwanda.](#) Bloomberg, 9 septembre.
- Williams, S.T. (2023). [Libya's hybrid armed groups dilemma.](#) Brookings Institute, 27 janvier.
- Wilson Center (2022). [The impact of violence against women on Central American migration.](#) Présentation vidéo, 15 juin.
- Wolter, M. (2019). [Migrating for football: The harsh reality behind the dream.](#) InfoMigrants, 24 septembre.
- Yamamoto, C. (2023). [Kishida sets goal of 400,000 international students in 2033.](#) *The Asahi Shimbun*, 2 avril.
- Yates, C. (2019). [As more migrants from Africa and Asia arrive in Latin America, governments seek orderly and controlled pathways.](#) Institut des politiques migratoires, 22 octobre.
- Yates, C. et J. Bolter (2021). [African migration through the Americas: Drivers, routes and policy responses.](#) Institut des politiques migratoires, octobre.
- Yeung, J. et M. Maruyama (2023). [Japan births fall to record low as population crisis deepens.](#) CNN, 1^{er} mars.
- Yokohama, S. (2022). [Japan and South Korea are allowing in some foreign workers.](#) *The Economist*, 3 novembre.